

CHIFFRES CLÉS

Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation, du travail
et de l'emploi d'Île-de-France

Population et emploi

Politique du travail

Marché du travail

Politique de l'emploi

Activité économique



ÉDITION **2013**



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

ÉDITORIAL

J'ai le plaisir de vous présenter la nouvelle édition des chiffres clés de la région d'Île-de-France réalisée par le Service études, statistiques et évaluation (SESE) de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Les évolutions tant structurelles que conjoncturelles de l'environnement économique et législatif auxquelles ont été confrontés les acteurs locaux rendent plus que jamais nécessaire une bonne connaissance de l'environnement socioéconomique francilien.

Cette publication annuelle a donc pour ambition de favoriser la connaissance de notre environnement et de ses évolutions afin d'apporter une aide à l'action.

Elle rassemble des informations sur les domaines d'intervention de la Direccte : population et emploi, politique du travail, marché du travail, politique de l'emploi, activité économique. Cette édition 2013 a été enrichie de tableaux sur les pôles de compétitivité, l'économie sociale et solidaire, les conventions de revitalisation, les ruptures conventionnelles... etc.

Le SESE exploite des données issues de sources multiples : ministère du travail, ministère de l'économie, Insee, Pôle emploi, Dares, Cram etc. Elles sont déclinées autant que possible par département avec une référence à la France entière.

Cette publication est également disponible en format numérique sur le site Internet de la Direccte Ile-de-France : <http://www.idf.direccte.gouv.fr/chiffres-cles-edition-2013> ou <http://www.idf.direccte.gouv.fr/-etudes-et-statistiques.80-.html>

N'hésitez pas à nous faire part de toutes vos remarques et suggestions, par courriel, pour améliorer cette nouvelle édition : Dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Laurent Vilboeuf,
le directeur de la Direccte d'Île-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

SOMMAIRE

Population et emploi

5

La population	6
L'emploi total	8
L'emploi salarié marchand	10
Les mouvements de main-d'œuvre	12
Les ruptures conventionnelles	20
Les travailleurs handicapés	21
L'intérim	24

Politique du travail

29

Les accidents du travail	30
Les accidents du travail mortels	35
Les maladies professionnelles reconnues en Île-de-France	36
La négociation collective en Île-de-France	38
Les licenciements de salariés protégés	42
Les élections aux prud'hommes	43
Les salaires du secteur privé	44

Marché du travail

47

Le taux de chômage	48
Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi	51
Les caractéristiques des offres d'emploi déposées à Pôle emploi	72

Politique de l'emploi**75**

Les dispositifs d'accès à l'emploi.....	76
Les emplois aidés dans le secteur marchand.....	77
Les emplois aidés dans le secteur non marchand.....	78
L'alternance.....	79
La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).....	82
Les missions locales.....	83
L'insertion par l'activité économique.....	84
Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA).....	87
L'activité partielle.....	89

Activité économique**91**

Le Produit Intérieur Brut.....	92
Les établissements du secteur privé.....	93
L'emploi salarié privé.....	96
L'économie sociale et solidaire.....	101
La démographie d'entreprises.....	102
Les procédures collectives de licenciement.....	104
Les conventions de revitalisation.....	106
Les pôles de compétitivité.....	107
Le commerce extérieur.....	108
Le tourisme.....	110
Quelques sigles.....	112

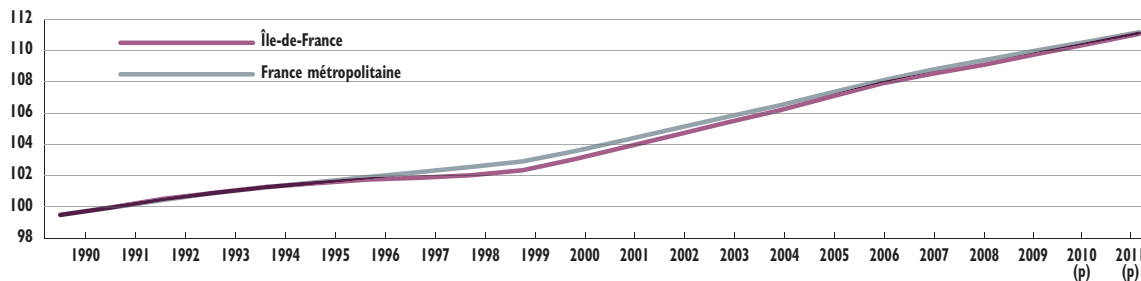
Population et emploi

Population et emploi 5

La population

Évolution de la population totale en Île-de-France et en France métropolitaine entre 1990 et 2011

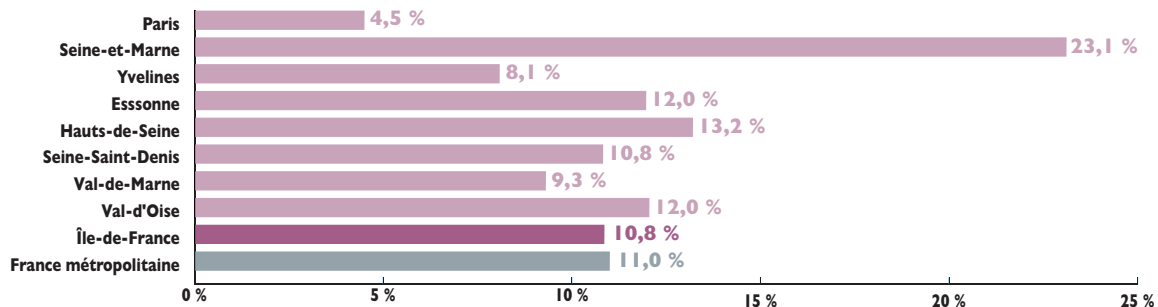
Base 100 en 1990



Source : Insee - estimations de population.

(p) : provisoire.

Croissance de la population entre 1990 et 2010



Source : Insee - recensement de la population.

Population selon le sexe et l'âge au 1^{er} janvier 2010

Données provisoires

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Population totale	2 247	1 326	1 411	1 213	1 573	1 527	1 327	1 174	11 797	62 791
Hommes	1 059	649	688	595	750	748	636	571	5 695	30 412
Femmes	1 188	677	722	618	823	780	691	603	6 102	32 379
0 à 19 ans	446	374	385	333	396	441	342	335	3 051	15 379
20 à 39 ans	788	365	371	331	481	456	391	328	3 510	16 053
40 à 59 ans	566	367	388	329	406	398	353	321	3 127	17 008
60 à 74 ans	280	147	174	144	175	152	150	126	1 346	8 767
75 ans et plus	168	74	94	76	115	81	91	65	763	5 584

Source : Insee - estimations de population, en milliers.

Répartition par sexe et âge

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	47 %	49 %	49 %	49 %	48 %	49 %	48 %	49 %	48 %	48 %
Femmes	53 %	51 %	51 %	51 %	52 %	51 %	52 %	51 %	52 %	52 %
0 à 19 ans	20 %	28 %	27 %	27 %	25 %	29 %	26 %	29 %	26 %	24 %
20 à 39 ans	35 %	27 %	26 %	27 %	31 %	30 %	29 %	28 %	30 %	26 %
40 à 59 ans	25 %	28 %	28 %	27 %	26 %	26 %	27 %	27 %	27 %	27 %
60 à 74 ans	12 %	11 %	12 %	12 %	11 %	10 %	11 %	11 %	11 %	14 %
75 ans et plus	7 %	6 %	7 %	6 %	7 %	5 %	7 %	6 %	6 %	9 %

Source : Insee - estimations de population.

(*) Les estimations de population par sexe et âge pour l'année 2010 sont provisoires. Elles seront révisées début 2013 lorsque seront disponibles les résultats définitifs du nouveau recensement datés au 1^{er} janvier 2010.

L'emploi total

Estimations d'emploi total, salarié et non salarié, y compris fonction publique, en Île-de-France, à fin 2010

Données provisoires

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Emploi total	1 882 968	468 333	577 195	471 821	1 046 654	582 702	550 059	421 647	6 001 379	26 241 628
Non salariés	122 825	32 730	36 680	28 258	42 699	28 758	31 760	25 414	349 124	2 382 153
Salariés	1 760 143	435 603	540 515	443 563	1 003 955	553 944	518 299	396 233	5 652 255	23 859 475

Sources : Insee, ESTEL, Fonction publique d'État, Enquête annuelle collectivités territoriales, Estimations de population au 1^{er} janvier ; Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Statistique annuelle des établissements de santé (SAE)

Répartition de l'emploi total par grand secteur

(en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	0,0	0,9	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	2,4
Industrie	4,1	11,0	15,1	9,6	10,1	8,3	6,7	9,4	8,5	13,0
Construction	1,8	7,5	7,2	7,3	3,7	7,6	7,3	7,0	4,7	6,6
Tertiaire marchand	69,5	51,6	49,0	53,0	68,6	54,6	55,6	54,2	60,6	47,4
Tertiaire non marchand *	24,6	29,0	28,4	29,8	17,6	29,5	30,3	29,2	26,1	30,6

* y compris fonction publique.

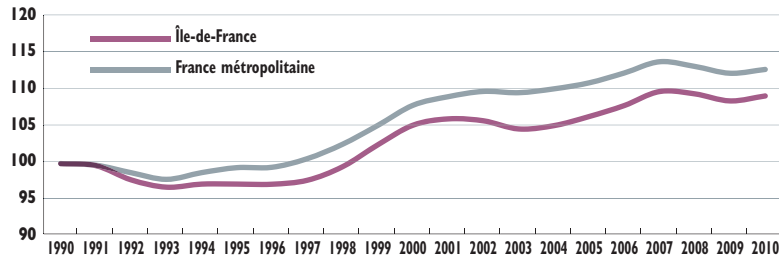
Estimations pour l'année 2010 (au 31/12).

Champ : France au lieu de travail.

Sources : Insee, ESTEL, Fonction publique d'État, Enquête annuelle collectivités territoriales, Estimations de population au 1^{er} janvier ; Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Statistique annuelle des établissements de santé (SAE).
L'emploi total par secteur d'activité n'est pas disponible pour les DOM.

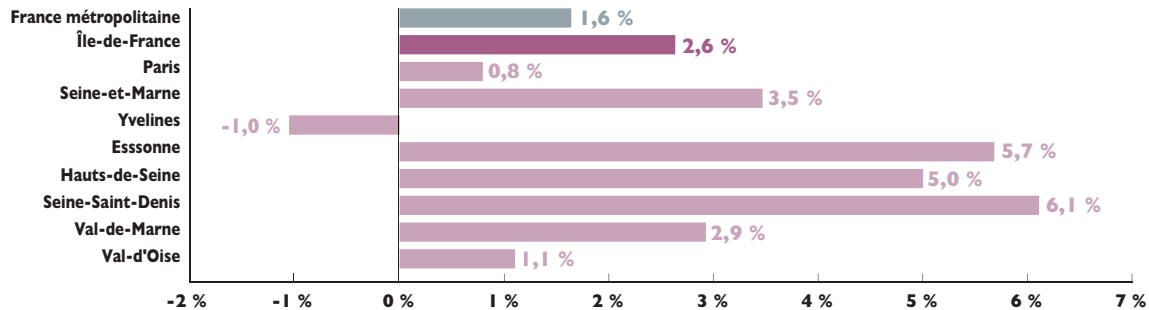
Évolution de l'emploi total en France et en Île-de-France entre 1990 et 2010

Base 100 en 1990



Champ : France au lieu de travail.
Source : Insee, estimations d'emploi localisées.
Les données 2010 sont provisoires.

Évolution de l'emploi total par département entre 2005 et 2010



Champ : France au lieu de travail.
Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

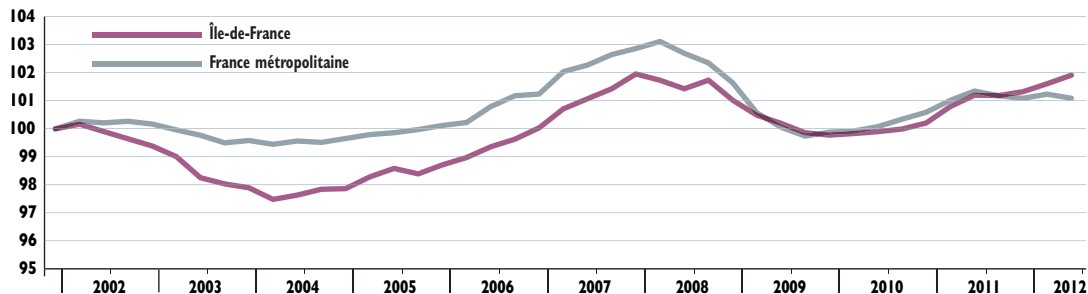
L'emploi salarié marchand

Évolution récente de l'emploi salarié marchand en Île-de-France

Données corrigées des variations saisonnières

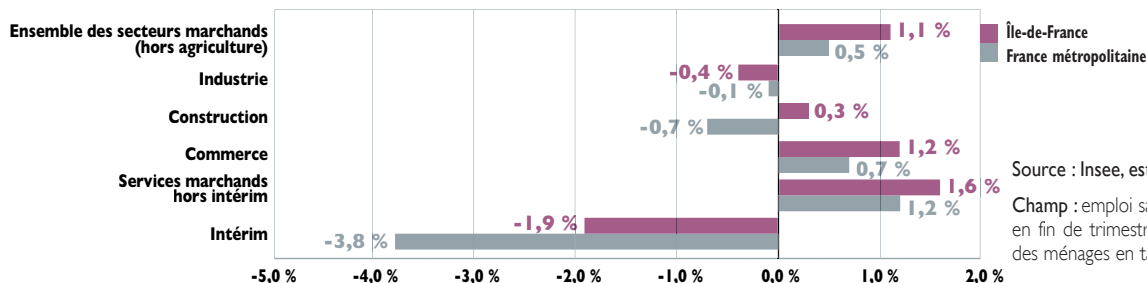
Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

Champ : emploi salarié des secteurs marchands en fin de trimestre, hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur.



Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand, par grands secteurs, entre fin 2010 et fin 2011

Données corrigées des variations saisonnières, disponibles à fin octobre 2012



Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

Champ : emploi salarié des secteurs marchands en fin de trimestre, hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur.

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand, par grands secteurs en 2011

Données corrigées des variations saisonnières, disponibles à fin octobre 2012

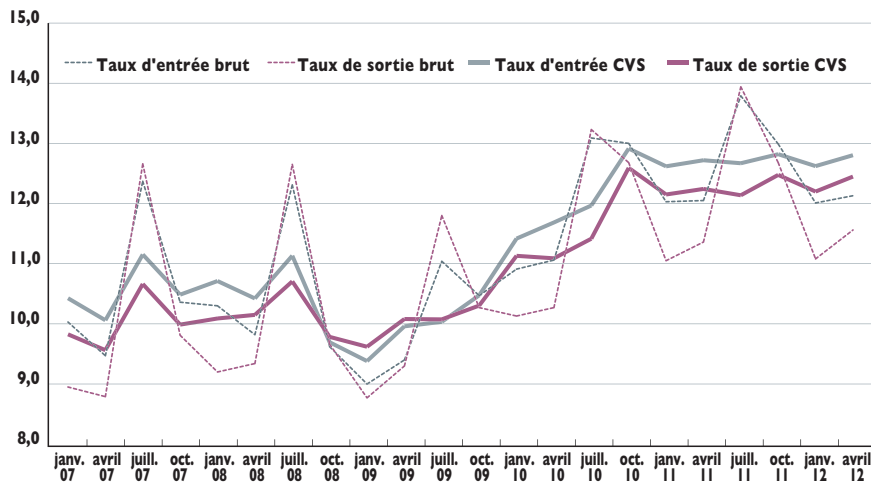
Secteurs d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	-0,3	-0,4	-1,8	2,3	1,8	-2,5	-0,1	-1,8	-0,2	-0,7
Cokéfaction et raffinage, indus. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-0,3	0,1	1,2	1,4	5,0	2,9	-4,8	1,5	1,8	1,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-2,7	-1,4	-2,0	-3,3	-0,5	-0,6	12,0	-12,2	-2,0	-0,3
Fabrication de matériels de transport	10,3	1,4	3,9	3,7	1,5	-0,5	2,9	15,5	3,8	2,1
Fabrication d'autres produits industriels	-4,7	-0,7	0,0	-1,4	-3,7	-1,3	-8,0	0,9	-2,6	-0,6
Construction	-3,4	1,8	-0,8	0,6	-0,3	0,4	1,8	2,2	0,3	-0,7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1,8	2,0	0,4	0,2	1,1	2,3	0,2	0,2	1,2	0,7
Transports et entreposage	-1,3	3,8	1,9	0,5	-0,2	0,6	-0,9	0,4	0,2	0,3
Hébergement et restauration	1,8	2,5	3,3	1,5	1,8	2,5	-0,1	2,6	1,9	1,5
Information et communication	5,9	-0,4	0,3	-6,6	0,6	2,8	3,0	2,6	2,7	2,2
Activités financières et d'assurance	2,2	0,8	3,0	-0,5	1,1	1,7	7,3	2,3	2,1	2,2
Activités immobilières	-0,7	2,0	2,9	1,3	0,9	-2,3	-1,0	1,0	0,0	0,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,4	-0,8	3,8	3,7	3,4	4,1	2,2	2,2	2,5	0,8
Autres activités de services (hors activité des ménages en tant qu'employeur)	0,1	-1,3	-1,1	-2,3	-1,8	-1,1	-0,2	1,2	-1,5	-1,7
Ensemble activités marchandes	1,6	-0,1	1,1	0,2	1,1	1,5	0,9	0,6	1,1	0,5

Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

Champ : emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur) en fin de trimestre.

Les mouvements de main-d'œuvre

Taux d'entrée et de sortie trimestriels, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, de 2007 à mi 2012



Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens au dernier trimestre 2011, 12,8 entrées ont eu lieu au cours du trimestre.

La déclaration mensuelle des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) est obligatoire pour les établissements employant au moins 50 salariés en équivalent temps plein, quelle que soit leur forme juridique, à l'exception de l'Etat, des établissements administratifs publics et des agences de travail temporaire, soit un peu moins de 12000 établissements en Île-de-France. Elle est complétée par l'enquête sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO) pour les établissements de plus petite taille.

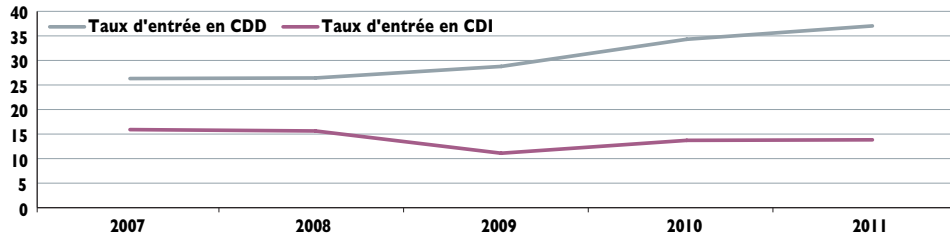
Taux annuel par motif

Mouvements	Île-de-France	France métropolitaine
Taux d'entrée	53,1	ND
par transfert	2,3	ND
hors transfert	50,9	49,7
dont :		
en CDD	37,0	39,0
en CDI	13,8	10,7
en contrat à objet défini	0,0	ND
Taux de sortie	51,6	ND
par transfert	2,5	ND
hors transfert	49,0	48,1
dont :		
fin de CDD	33,5	34,8
licenciement économique	0,4	0,3
licenciement administratif	2,4	2,0
rupture conventionnelle	1,1	ND
démission	7,1	6,1
retraite	0,8	0,8
fin de période essai	2,5	2,0

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2011, 53,1 entrées ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année. Le taux d'entrée (de sortie) est égal au nombre des recrutements (de départs) de l'année rapporté aux effectifs totaux de début d'année et multiplié par 100.

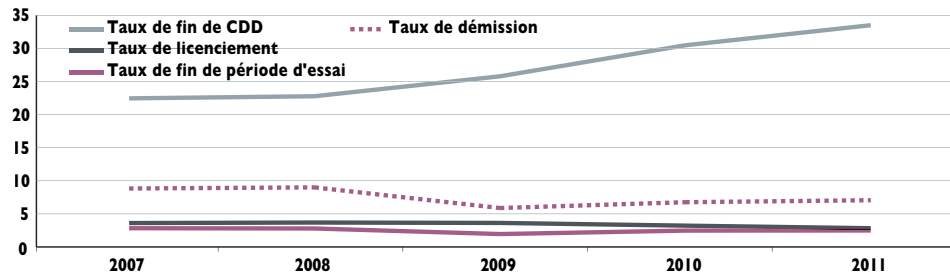
Taux d'entrée annuels, brut, par type de contrat, dans les établissements de 10 salariés et plus en Île-de-France, entre 2007 et 2011



Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2007-2011

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2011, 13,8 entrées en CDI ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.

Taux de sortie annuels, brut, par motif, dans les établissements de 10 salariés et plus en Île-de-France, entre 2007 et 2011



Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2007-2011

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2011, 33,5 sorties pour fin de CDD ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.

Taux de rotation hors transfert dans les établissements de 10 salariés et plus du secteur concurrentiel, par département francilien et secteur d'activité, en 2011

Secteurs d'activité *	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Tous secteurs	64,3	53,1	44,9	48,1	41,1	41,7	45,1	42,9	50,0	48,9
Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	52,4	20,6	24,1	35,7	30,4	36,0	30,8	27,9	35,4	33,1
Cokéfaction et raffinage	-	8,3	S	-	16,2	S	S	S	12,6	8,3
Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	13,5	10,4	11,2	13,2	10,5	15,6	11,4	14,3	12,0	11,8
Fabrication de matériels de transport	13,7	13,3	8,7	9,4	7,1	8,8	15,5	7,0	9,0	8,4
Fabrication d'autres produits industriels	34,1	19,1	15,6	19,9	17,3	19,5	21,2	12,7	20,5	15,4
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	12,3	15,7	14,8	13,9	12,0	11,6	11,0	10,0	12,4	11,9
Construction	20,7	19,9	14,7	17,5	16,8	18,4	16,3	17,7	17,6	17,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	44,9	36,5	33,6	32,8	29,8	34,6	29,4	36,3	35,5	43,5
Transports et entreposage	16,6	25,2	22,3	20,0	21,3	21,9	13,6	8,8	17,1	24,8
Hébergement et restauration	105,6	77,8	92,9	75,3	81,2	105,8	95,8	81,3	96,6	104,6
Information et communication	90,5	34,0	23,2	23,4	36,5	27,3	23,3	14,5	52,0	43,1
Activités financières et d'assurance	17,3	10,5	12,8	14,6	17,0	16,2	14,0	18,7	16,6	16,0
Activités immobilières	33,0	23,5	18,3	49,3	29,9	24,3	23,6	27,1	29,4	25,6
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	72,4	64,6	55,0	43,3	49,9	58,8	65,3	77,1	60,4	69,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	67,0	119,8	131,3	137,1	104,8	95,8	97,8	148,6	100,3	94,2
Autres activités de services	138,9	138,4	111,5	227,5	158,6	113,9	186,8	55,8	141,1	121,7

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

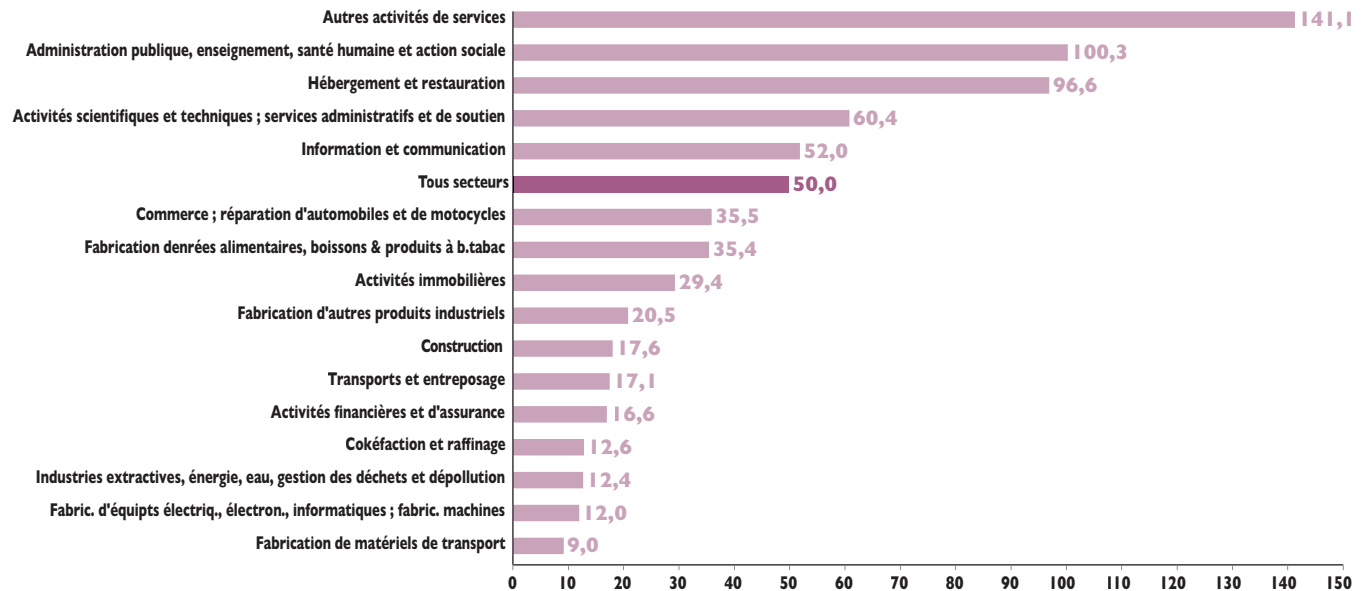
* Nomenclature A17 hors Agriculture.

Le taux de rotation est défini comme la moyenne du taux d'entrée et du taux de sortie.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens début 2011, 50,0 entrées / sorties ont eu lieu au cours de l'année.

S : secret statistique.

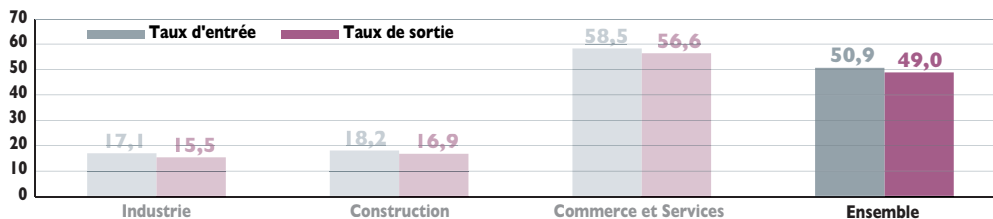
Taux de rotation hors transfert dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus du secteur concurrentiel, par secteur d'activité, en 2011



Sources : Directe / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Taux annuels d'entrée et de sortie hors transfert par grand secteur, dans les établissements franciliens, de 10 salariés et plus, en 2011

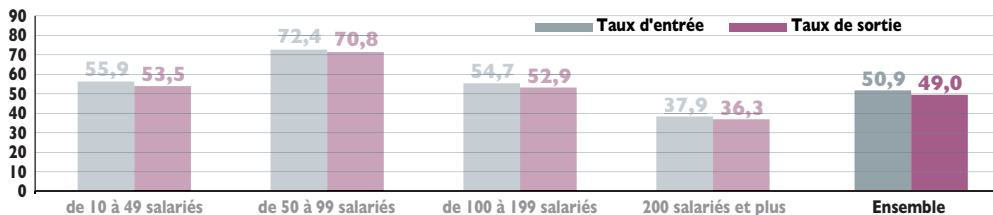
(en %)



Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Taux annuels d'entrée et de sortie hors transfert par taille d'établissement, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, en 2011

(en %)



Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Répartition des salariés par motif d'entrée dans les établissements de 10 salariés et plus, en 2011

Type d'entrée (hors transfert)	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Entrées en CDD	75,0 %	75,5 %	71,2 %	70,4 %	68,3 %	72,6 %	70,2 %	71,6 %	72,5 %
Entrées en CDI	25,0 %	24,5 %	28,8 %	29,6 %	31,7 %	27,4 %	29,8 %	28,4 %	27,5 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Lecture : 72,5 % des entrées dans les établissements franciliens en 2011 se sont faites sous la forme d'un contrat à durée déterminée. Les contrats d'entrée à **Objet défini** ont été regroupés avec les contrats à durée déterminée (CDD).

Répartition des salariés par motif de sortie dans les établissements de 10 salariés et plus, en 2011

Type de sortie (hors transfert)	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Fin de CDD	71,2 %	67,6 %	65,2 %	64,0 %	64,2 %	66,8 %	64,8 %	65,0 %	67,5 %
Licenciement autre qu'économique	3,3 %	5,1 %	5,6 %	6,0 %	4,8 %	5,8 %	6,4 %	5,6 %	4,7 %
Licenciement économique	0,8 %	0,8 %	1,8 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,2 %	1,6 %	1,0 %
Rupture conventionnelle	2,6 %	2,4 %	2,6 %	2,7 %	2,9 %	2,6 %	2,2 %	2,6 %	2,6 %
Démission	13,8 %	14,5 %	15,8 %	16,2 %	17,1 %	13,7 %	14,7 %	15,8 %	14,9 %
Fin de période d'essai	4,9 %	4,9 %	4,8 %	5,9 %	5,0 %	4,9 %	5,7 %	4,9 %	5,0 %
Retraite et Préretraite	1,2 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,9 %	2,0 %	2,1 %	1,6 %
Autres	2,3 %	3,1 %	2,7 %	2,4 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	2,5 %	2,7 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Autres : décès, maladie...

Les fins de contrat à **Objet défini** ont été regroupées avec les fins de contrat à durée déterminée (fin de CDD).

Répartition des entrées hors transfert par catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socio-professionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Dirigeants salariés et cadres	22,4 %	9,5 %	13,1 %	9,6 %	26,7 %	11,9 %	10,2 %	6,6 %	17,7 %
Professions intermédiaires	16,0 %	12,8 %	18,0 %	22,0 %	18,4 %	18,2 %	15,1 %	16,8 %	16,9 %
Employés	49,1 %	46,8 %	49,4 %	43,2 %	36,1 %	43,6 %	42,4 %	49,9 %	45,2 %
Ouvriers qualifiés	6,0 %	14,5 %	7,0 %	9,5 %	5,5 %	11,9 %	12,4 %	9,3 %	8,1 %
Ouvriers non qualifiés	6,5 %	16,4 %	12,4 %	15,7 %	13,3 %	14,5 %	19,9 %	17,4 %	12,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Répartition des sorties hors transfert par catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socio-professionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Dirigeants salariés et cadres	22,1 %	9,4 %	11,8 %	8,9 %	25,0 %	11,4 %	9,7 %	6,8 %	17,0 %
Professions intermédiaires	16,6 %	13,0 %	18,8 %	22,5 %	19,0 %	18,4 %	15,7 %	17,2 %	17,5 %
Employés	48,8 %	46,9 %	49,6 %	43,7 %	36,2 %	44,0 %	42,1 %	50,1 %	45,3 %
Ouvriers qualifiés	6,0 %	14,5 %	7,1 %	9,3 %	6,0 %	11,8 %	12,5 %	8,2 %	8,1 %
Ouvriers non qualifiés	6,5 %	16,3 %	12,7 %	15,6 %	13,9 %	14,4 %	19,9 %	17,8 %	12,2 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

Répartition des entrées hors transfert, par classe d'âge

Tranche d'âge	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
de 15 à 29 ans	47,1 %	48,8 %	47,6 %	43,7 %	46,0 %	46,0 %	44,3 %	44,7 %	46,4 %
de 30 à 49 ans	41,2 %	40,2 %	40,3 %	44,6 %	43,5 %	42,8 %	44,3 %	41,4 %	42,1 %
50 ans et plus	11,7 %	11,0 %	12,2 %	11,7 %	10,6 %	11,2 %	11,5 %	13,9 %	11,5 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Répartition des sorties hors transfert, par classe d'âge

Tranche d'âge	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
de 15 à 29 ans	44,0 %	46 %	43,4 %	40,2 %	40,6 %	41,8 %	41,0 %	41,2 %	42,7 %
de 30 à 49 ans	42,2 %	40 %	41,3 %	44,9 %	45,7 %	43,4 %	44,3 %	41,6 %	43,0 %
50 ans et plus	13,7 %	13 %	15,3 %	14,9 %	13,7 %	14,8 %	14,8 %	17,2 %	14,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Répartition des entrées hors transfert, par sexe

Sexe	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Hommes	49,1 %	48,5 %	45,0 %	48,9 %	49,0 %	52,1 %	49,3 %	45,0 %	48,7 %
Femmes	50,9 %	51,5 %	55,0 %	51,1 %	51,0 %	47,9 %	50,7 %	55,0 %	51,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Répartition des sorties hors transfert, par sexe

Sexe	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Hommes	49,1 %	48 %	44,4 %	48,2 %	50,8 %	51,6 %	49,5 %	43,8 %	48,8 %
Femmes	50,9 %	52 %	55,6 %	51,8 %	49,2 %	48,4 %	50,5 %	56,2 %	51,2 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Sources : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2011.

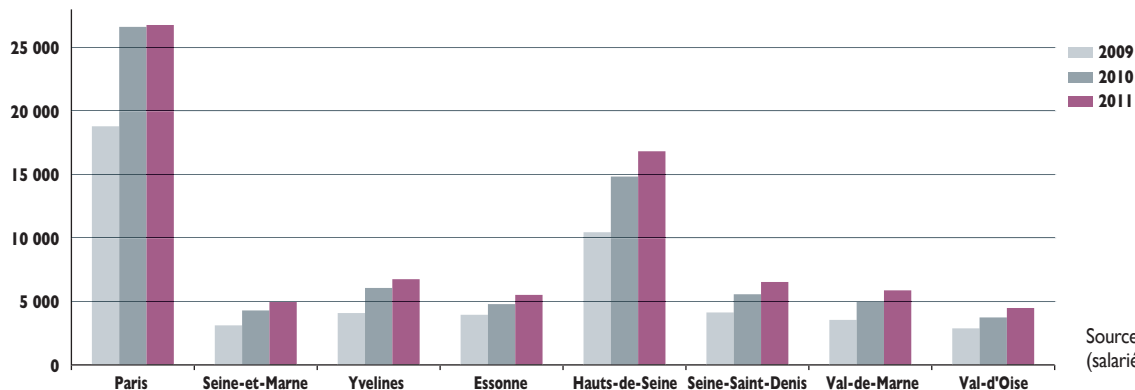
Ruptures conventionnelles

(nombre de demandes d'homologation reçues par les Direccte)

	2008*	2009	2010	2011	Évolution 2011-2010
Paris	3 111	18 793	26 623	26 771	+ 1 %
Seine-et-Marne	549	3 114	4 289	4 952	+ 15 %
Yvelines	694	4 084	6 061	6 750	+ 11 %
Essonne	688	3 947	4 788	5 514	+ 15 %
Hauts-de-Seine	1 769	10 448	14 835	16 825	+ 13 %
Seine-Saint-Denis	715	4 130	5 564	6 531	+ 17 %
Val-de-Marne	677	3 544	4 956	5 871	+ 18 %
Val-d'Oise	537	2 878	3 738	4 482	+ 20 %
Île-de-France	8 740	50 938	70 854	77 696	+ 10 %
France entière	44 930	239 597	298 599	321 656	+ 8 %

Source : remontées mensuelles Dares (salariés protégés + non protégés).

* la rupture conventionnelle ayant été instituée par la loi du 25 juin 2008, les premières demandes ont été enregistrées à partir d'août 2008.



Source : remontées mensuelles Dares (salariés protégés + non protégés).

Les travailleurs handicapés

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2009

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Taux d'emploi	2,0 %	2,9 %	2,6 %	2,6 %	1,8 %	2,3 %	2,7 %	2,8 %	2,2 %
- établissements sans accord	1,6 %	2,7 %	2,2 %	2,4 %	1,5 %	2,1 %	2,3 %	2,5 %	1,9 %
- établissements avec accord	2,5 %	3,6 %	3,4 %	3,4 %	2,5 %	2,8 %	4,1 %	3,5 %	2,8 %

* Le taux d'emploi est le rapport : (Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH) + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH) / effectif d'assujettissement total des établissements.

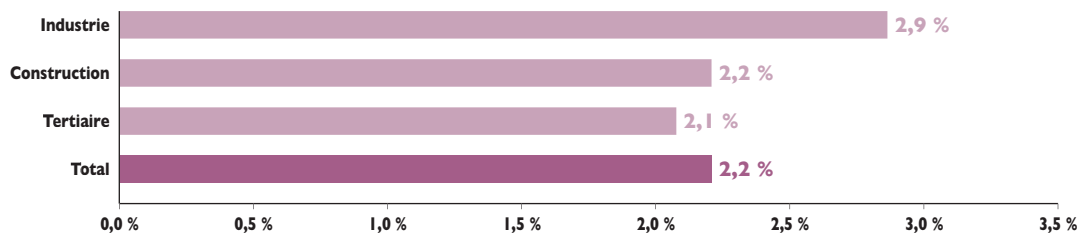
Salariés handicapés dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, selon l'âge et le sexe, par département, en 2009

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Hommes	51 %	63 %	67 %	62 %	58 %	63 %	62 %	66 %	59 %
Femmes	49 %	37 %	33 %	38 %	42 %	37 %	38 %	34 %	41 %
Moins de 25 ans	2 %	3 %	2 %	2 %	2 %	2 %	3 %	3 %	2 %
De 25 ans à 49 ans	54 %	57 %	50 %	55 %	57 %	55 %	54 %	56 %	55 %
50 ans et plus	44 %	40 %	48 %	43 %	41 %	43 %	44 %	41 %	43 %
Temps complet	72 %	82 %	82 %	76 %	79 %	80 %	76 %	78 %	77 %
Temps partiel	28 %	18 %	18 %	24 %	21 %	20 %	24 %	22 %	23 %
CDI	93 %	91 %	95 %	95 %	95 %	94 %	95 %	93 %	94 %
CDD	6 %	5 %	3 %	4 %	3 %	5 %	4 %	4 %	4 %
Intérim	1 %	4 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	3 %	2 %
Mise à disposition	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

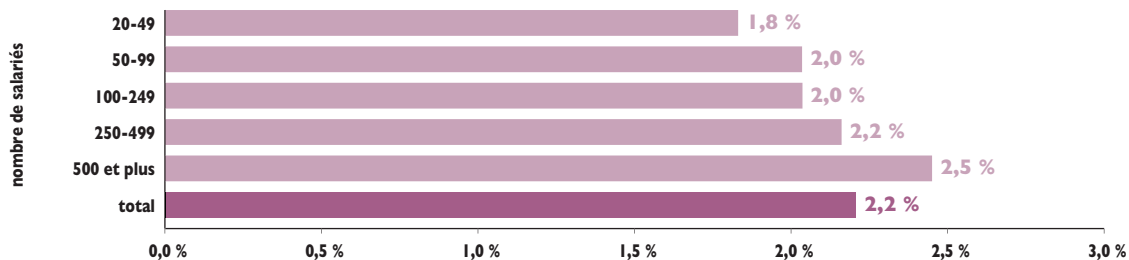
Source : Direccte - Dares DOETH 2009.

Champ : établissements répondants.

Taux d'emploi* par secteur d'activité des établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2009



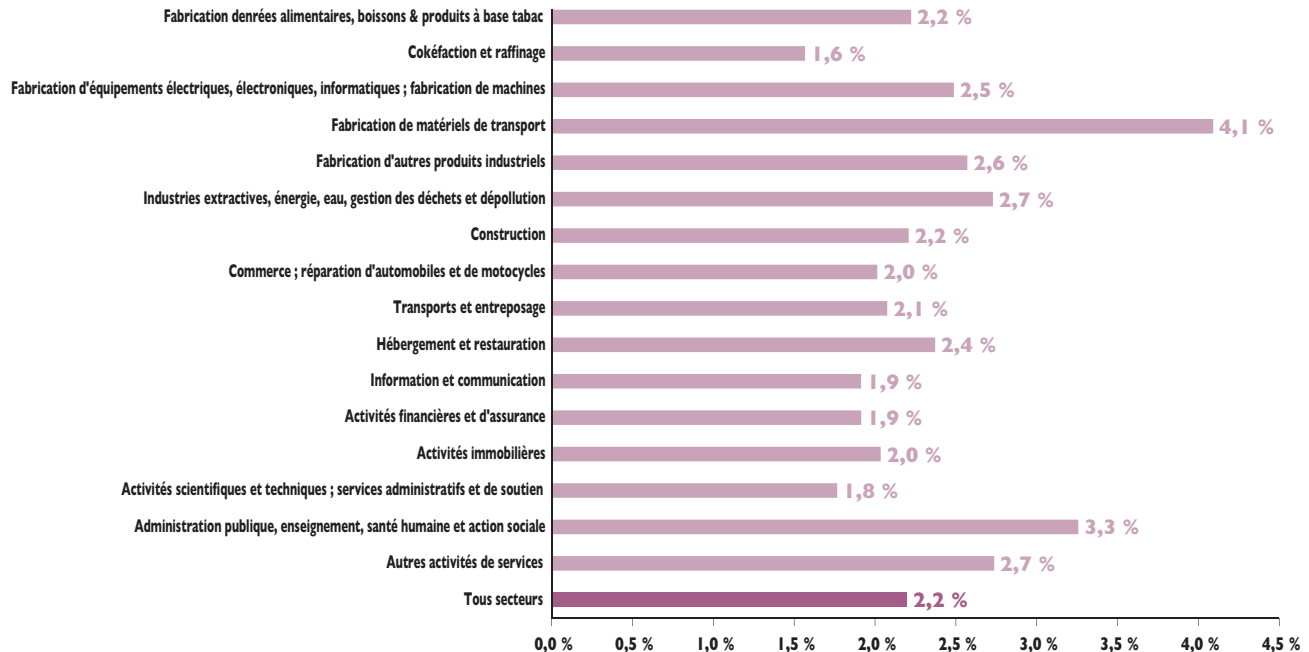
Taux d'emploi* par taille des établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2009



Source : Direccte - Dares DOETH 2009.

* Le taux d'emploi est le rapport : (Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH) + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH) / effectif d'assujettissement total des établissements.

Taux d'emploi par secteur d'activité dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2009



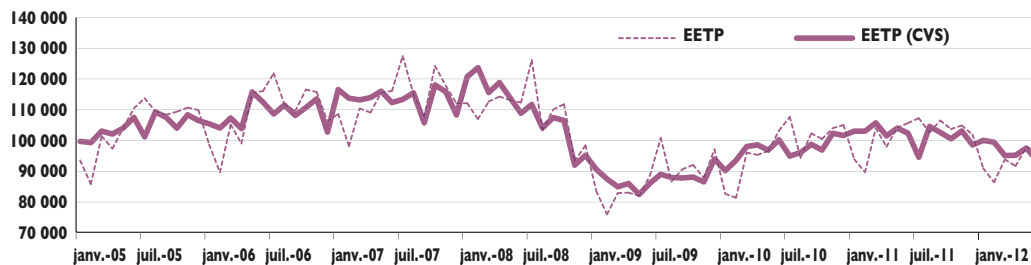
Sources : Direccte - Dares DOETH 2009.

Note : l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont été retirées du graphique car le taux d'emploi calculé ne reflète en rien la réalité francilienne.

L'intérim

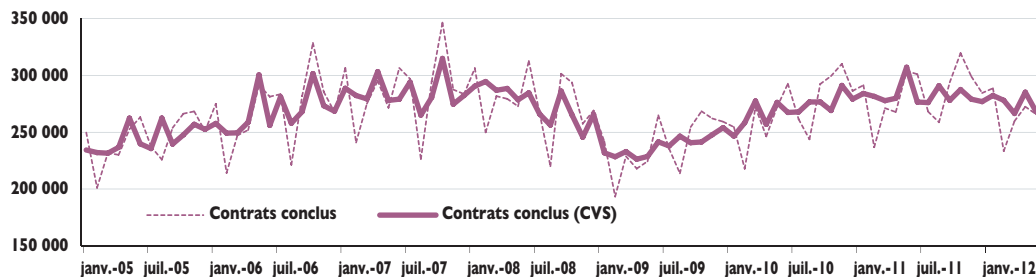
Évolution du nombre d'intérimaires en Île-de-France

En équivalent temps plein



Sources : Dares / Pôle emploi, calcul des CVS : Direccte-SESE.

Évolution du nombre de contrats d'intérim conclus en Île-de-France



L'intérim par département, entre le 1^{er} juillet 2011 et le 30 juin 2012

Département	Nombre de contrats conclus	Évolution du nombre de contrats par rapport à la même période de l'année passée	Nombre d'équivalents temps plein	Évolution du nombre d'équivalents temps plein par rapport à la même période de l'année passée	Part des femmes	Part des moins de 25 ans	Durée moyenne mensuelle des missions (en jour)	Taux de recours à l'intérim en 2010*
Paris	589 905	2,1 %	13 958	-3,8 %	53,9 %	19,6 %	7,4	1,1 %
Seine-et-Marne	456 794	-3,7 %	12 279	-3,8 %	26,0 %	27,5 %	7,0	3,9 %
Yvelines	349 983	-8,5 %	12 008	-6,6 %	22,9 %	23,7 %	9,2	3,1 %
Essonne	355 259	2,1 %	11 139	1,3 %	22,7 %	21,6 %	8,1	3,6 %
Hauts-de-Seine	511 600	-4,7 %	18 001	-0,6 %	39,9 %	18,6 %	9,2	2,2 %
Seine-Saint-Denis	299 957	1,4 %	10 110	0,7 %	26,6 %	20,4 %	8,7	2,6 %
Val-de-Marne	344 336	2,1 %	10 169	-2,9 %	24,9 %	18,9 %	7,7	2,9 %
Val-d'Oise	425 753	3,2 %	11 090	0,2 %	21,8 %	22,4 %	6,8	3,7 %
Île-de-France	3 333 587	-0,9 %	98 755	-2,1 %	31,2 %	21,5 %	7,7	2,4 %
France	16 489 716	-0,4 %	557 138	-1,5 %	27,3 %	26,5 %	8,8	3,4 %

Sources : Dares / Pôle emploi, calcul des CVS : Direccte-SESE.

* Nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein) employés pour 100 salariés (champ Pôle emploi 2010)

Lecture : en Île-de-France, pour 100 salariés employés, on comptait 2,4 intérimaires.

Définitions

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée.

Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Emplois en équivalent temps plein (EETP, au cours d'une période) :

nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps.

Sur l'année, 45 semaines de travail sont retenues pour le calcul de cet indicateur.

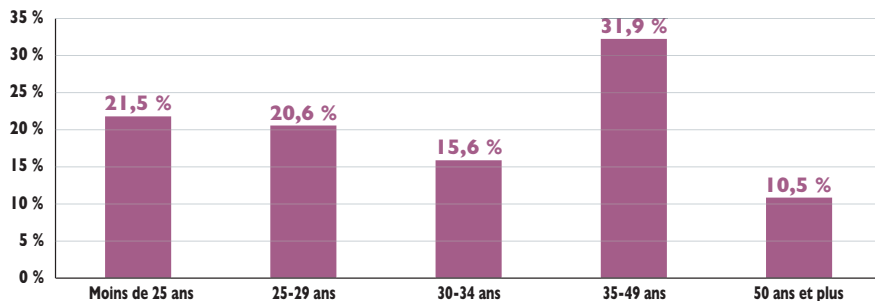
Taux de recours : nombre d'intérimaires employés (en équivalent temps plein sur l'année) pour 100 salariés en fin d'année (selon Pôle emploi).

Les contrats et les emplois ETP sont comptés dans le département de l'établissement utilisateur.

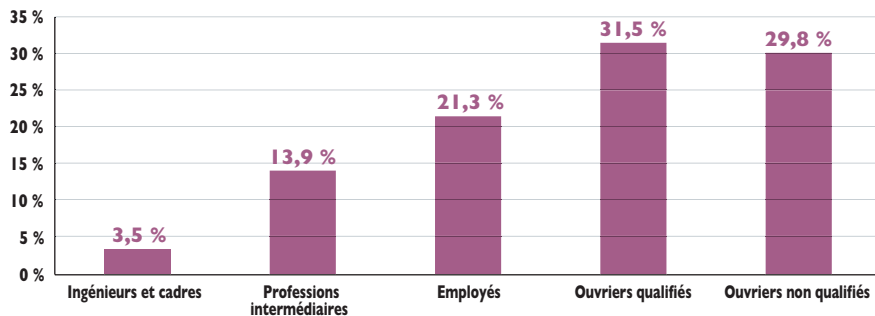
Profil des intérimaires en Île-de-France

En équivalent temps plein

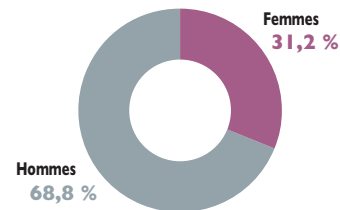
Répartition par âge



Répartition par catégorie socio-professionnelle



Répartition par sexe



Sources : Dares / Pôle emploi.

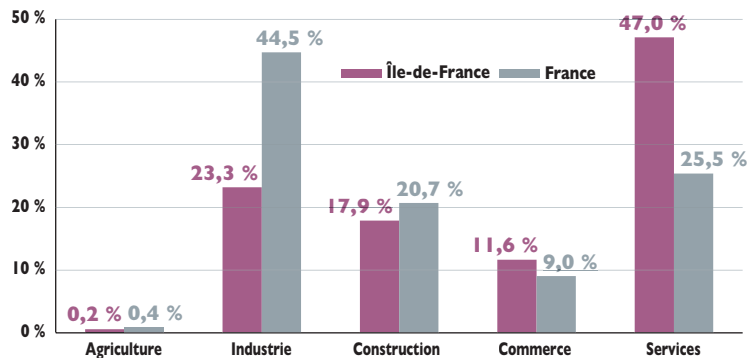
Nombre d'emplois intérimaires par secteur d'activité, selon la localisation de l'établissement utilisateur, entre le 1^{er} juillet 2011 et le 30 juin 2012
En équivalent temps plein, moyenne annuelle

Secteurs d'activité	Nombre d'emplois intérimaires									Évolution par rapport à la même période de l'année passée	Durée moyenne mensuelle des missions (en jour)
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France		
Agriculture, sylviculture et pêche	31	12	36	11	51	3	53	31	229	-3,5 %	6,4
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	276	294	436	324	986	618	509	332	3 775	-0,9 %	7,5
Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	81	736	168	338	506	93	300	129	2 351	-2,9 %	5,5
Cokéfaction et raffinage	0	4	3	1	50	8	0	9	75	-24,4 %	17,8
Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	90	251	644	434	513	246	213	300	2 692	-10,2 %	20,7
Fabrication de matériels de transport	135	186	2 820	72	746	434	26	482	4 902	3,9 %	40,2
Fabrication d'autres produits industriels	732	1 902	1 097	906	1 702	828	715	1 303	9 185	-1,8 %	10,9
Construction	916	1 605	2 606	2 561	2 648	2 383	2 993	1 965	17 675	6,2 %	15,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 859	1 528	1 107	1 279	1 677	1 510	1 387	1 120	11 466	-5,9 %	7,4
Transports et entreposage	940	3 621	506	3 209	940	955	1 333	3 117	14 620	-3,2 %	5,8
Hébergement et restauration	1 143	248	288	188	1 016	118	222	298	3 523	-8,5 %	2,4
Information et communication	580	234	232	152	1 091	202	378	305	3 174	-6,6 %	15,0
Activités financières et d'assurance	2 172	66	198	93	1 251	255	311	88	4 433	-14,0 %	21,7
Activités immobilières	187	22	99	14	155	57	83	40	657	-11,9 %	8,5
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 735	966	1 442	1 239	3 297	1 150	1 162	1 257	13 248	-3,0 %	7,2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	976	114	187	199	434	971	300	225	3 406	18,2 %	3,2
Autres activités de services	941	341	74	62	595	150	62	44	2 269	-9,3 %	5,7
Non précisé	165	150	66	57	343	128	124	46	1 078	NS	8,2
Ensemble	13 958	12 279	12 008	11 139	18 001	10 110	10 169	11 093	98 757	-2,1 %	7,7

Sources : Dares / Pôle emploi.

Répartition du nombre d'emplois intérimaires par grand secteur d'activité

En équivalent temps plein



Sources : Dares / Pôle emploi.

Politique du travail

Politique du travail

29

Les accidents du travail

Déclarations d'accident du travail, en 2009

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Déclarations d'AT	60 783	34 302	28 457	25 938	37 992	34 929	28 797	28 041	11 254	290 493
dont trajet*	16 651	4 176	4 829	3 747	10 796	6 293	5 038	3 819	1 676	57 025
dont hors-trajet	44 132	30 126	23 628	22 191	27 196	28 636	23 759	24 222	9 578	233 468

Sources : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Directcte.

* Est considéré comme accident de trajet l'accident du salarié survenu pendant le trajet aller et retour :

- entre son lieu de travail et sa résidence principale ou une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité, ou tout autre lieu où le salarié se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial ;
- entre son lieu de travail et le restaurant, la cantine, ou tout autre lieu où le salarié prend habituellement ses repas.

Il doit s'agir d'un itinéraire « normal », c'est-à-dire du trajet le plus direct. Les détours injustifiés sont en principe exclus.

Enfin, le trajet doit avoir lieu dans un temps « normal », c'est-à-dire avant et après les heures de travail, sauf heures supplémentaires réclamées par l'employeur.

Nombre d'accidents du travail hors trajet

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Déclarations d'AT	44 132	30 126	23 628	22 191	27 196	28 636	23 759	24 222	9 578	233 468
dont indemnisés	20 066	17 040	11 888	11 766	12 515	15 330	12 144	12 943	1 038	114 730
dont indemnisés %	45 %	57 %	50 %	53 %	46 %	54 %	51 %	53 %	11 %	49 %

Sources : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Directcte

Répartition selon le genre et l'âge des accidents du travail hors trajet indemnisés

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Ensemble	20 066	17 040	11 888	11 766	12 515	15 330	12 144	12 943	1 038	114 730
Hommes	11 784	11 654	8 125	8 047	7 687	10 869	8 685	8 826	178	75 855
Femmes	8 282	5 386	3 763	3 719	4 828	4 461	3 459	4 117	860	38 875
Moins de 25 ans	2 908	3 400	2 320	1 988	1 590	2 213	1 795	1 947	88	18 249
25-34 ans	5 449	4 981	3 307	3 272	3 521	4 530	3 239	3 826	154	32 279
35-49 ans	7 475	6 140	4 234	4 522	4 851	5 822	4 744	5 077	367	43 232
50 ans et plus	4 196	2 498	2 010	1 970	2 546	2 753	2 361	2 088	406	20 828
Non précisé	38	21	17	14	7	12	5	5	23	142

Sources : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

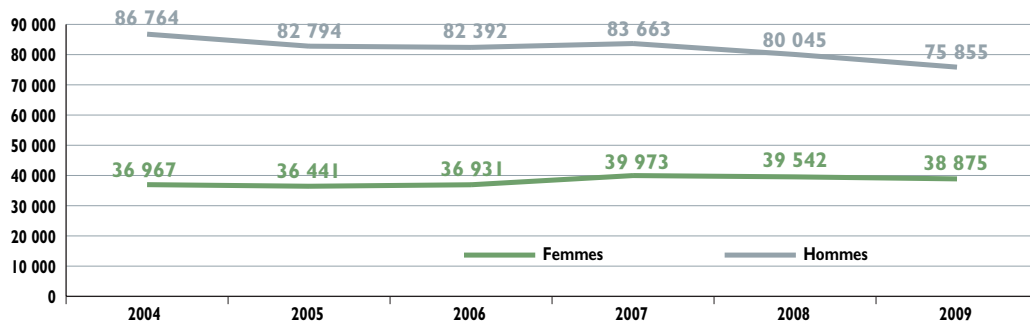
Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle des accidents du travail hors trajet indemnisés

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Cadres	6 %	4 %	4 %	3 %	7 %	3 %	3 %	2 %	2 %	4 %
Professions intermédiaires	10 %	7 %	8 %	7 %	14 %	8 %	8 %	7 %	3 %	8 %
Employés de commerce et services	39 %	27 %	28 %	26 %	28 %	25 %	24 %	33 %	53 %	30 %
Employés de bureau	4 %	2 %	2 %	2 %	4 %	3 %	2 %	2 %	0 %	3 %
Ouvriers	39 %	59 %	57 %	60 %	46 %	59 %	61 %	54 %	36 %	53 %
Non précisé	2 %	2 %	1 %	1 %	2 %	2 %	1 %	2 %	5 %	2 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

Calcul des catégories socioprofessionnelles : Direccte / SESE.

Évolution du nombre d'accidents du travail hors trajet indemnisés, de 2004 à 2009



Source : Cramif Île-de-France.
Données 2009.

Les données recensées ici correspondent aux accidents du travail ayant donné lieu à indemnisation à partir des déclarations d'accidents du travail hors trajet reçues par la CRAMIF.

Évolution du nombre d'accidents du travail hors trajet indemnisés par département, de 2004 à 2009

Départements	Année						Évolution sur	
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002-2009	2008-2009
Paris	22 299	21 068	20 829	21 649	20 611	20 066	-10,0 %	-2,6 %
Seine-et-Marne	16 694	16 294	17 250	17 929	17 752	17 040	2,1 %	-4,0 %
Yvelines	13 489	12 969	12 782	13 199	12 462	11 888	-11,9 %	-4,6 %
Essonne	12 935	12 538	12 500	12 866	12 528	11 766	-9,0 %	-6,1 %
Hauts-de-Seine	13 700	13 056	12 947	13 387	12 856	12 515	-8,6 %	-2,7 %
Seine-Saint-Denis	16 055	15 453	15 681	16 211	15 759	15 330	-4,5 %	-2,7 %
Val-de-Marne	13 062	12 593	12 173	12 750	12 723	12 144	-7,0 %	-4,6 %
Val-d'Oise	14 336	14 149	14 026	14 401	13 693	12 943	-9,7 %	-5,5 %
Non précisé	1 161	1 115	1 135	1 244	1 203	1 038	-10,6 %	-13,7 %
Total Île-de-France	123 731	119 235	119 323	123 636	119 587	114 730	-7,3 %	-4,1 %

Source : Cramif Île-de-France - Exploitation Directe / SESE.

Nombre d'accidents du travail avec arrêt par million d'heures salariées, en 2007

Catégorie socioprofessionnelle par sexe	Hommes	Femmes	Total
Cadres et chefs d'entreprise	2	3	2
Professions intermédiaires	5	6	5
Employés	25	17	20
Ouvriers	47	42	47
Total	20	13	17

Sources : données CNAM-TS pour les AT, DADS-Insee pour les heures salariées ; calculs DARES.

Lecture : pour un million d'heures salariées, les femmes employées ont eu 17 AT avec arrêt en moyenne.

Champ : salariés du régime général présents dans les DADS-Insee.

Nombre d'accidents du travail avec arrêt par million d'heures salariées, en 2007

Taille d'établissement par catégorie socioprofessionnelle	Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
De 1 à 9 salariés	4	4	11	36	14
De 10 à 49 salariés	3	6	21	52	20
De 50 à 199 salariés	2	7	22	45	18
De 200 à 499 salariés	2	6	24	53	17
500 salariés ou plus	2	5	28	52	13
Total	2	5	20	47	17

Sources : données CNAM-TS pour les AT, DADS-Insee pour les heures salariées ; calculs DARES.

Lecture : pour un million d'heures salariées, les employés des établissements de 10 à 49 salariés ont eu 21 AT avec arrêt en moyenne.

Champ : salariés du régime général présents dans les DADS-Insee.

Accidents du travail avec arrêt par secteur d'activité par million d'heures salariées, en 2007

Secteur d'activité par catégorie socioprofessionnelle	Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
A0 Agriculture, sylviculture, pêche	0	3	8	3	3
B0 Industries agricoles et alimentaires	3	7	23	31	22
C1 Habillement, cuir	2	3	11	12	8
C2 Édition, imprimerie, reproduction	1	3	6	33	9
C3 Pharmacie, parfumerie et entretien	2	6	20	27	8
C4 Industries des équipements du foyer	2	4	10	33	18
D0 Industrie automobile	1	2	10	18	6
E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1	3	16	31	9
E2 Industries des équipements mécaniques	2	6	9	51	20
E3 Industries des équipements électriques et électroniques	1	4	6	25	5
F1 Industries des produits minéraux	2	4	8	42	21
F2 Industrie textile	3	3	17	21	12
F3 Industries du bois et du papier	4	8	10	51	32
F4 Chimie, caoutchouc, plastiques	1	4	17	42	16
F5 Métallurgie et transformation des métaux	3	4	16	48	31
F6 Industrie des composants électriques et électroniques	1	3	10	30	10
G1 Production de combustibles et de carburants	3	1	18	27	7
G2 Eau, gaz, électricité	1	6	7	35	12
H0 Construction	5	3	8	58	38
J1 Commerce et réparation automobile	4	3	13	49	25
J2 Commerce de gros, intermédiaires	2	5	18	44	13
J3 Commerce de détail, réparations	9	9	28	53	25
K0 Transports	3	5	42	58	35
L0 Activités financières	1	2	9	54	3
M0 Activités immobilières	1	3	6	58	11
N1 Postes et télécommunications	1	4	24	N.S.	15
N2 Conseils et assistance	1	3	7	35	4
N3 Services opérationnels	3	5	15	37	23
N4 Recherche et développement	1	3	6	23	3
P1 Hôtels et restaurants	16	4	36	37	29
P2 Activités récréatives, culturelles et sportives	5	16	15	37	13
P3 Services personnels et domestiques	7	9	8	39	12
Q1 Éducation	4	4	8	N.S.	7
Q2 Santé, action sociale	11	13	23	N.S.	22
R1 Administration publique	3	13	10	N.S.	13
R2 Activités associatives et extraterritoriales	2	6	10	N.S.	8
Moyenne	2	5	20	47	17

Sources :
DADS-Insee
et données
de la table Section
de la CNAM-TS ;
calculs DARES.

Lecture : en 2007,
pour un million
d'heures salariées,
les ouvriers
de la construction
ont eu en moyenne
58 AT avec arrêt.

Champ : salariés
du régime général
présents dans les
DADS-Insee.

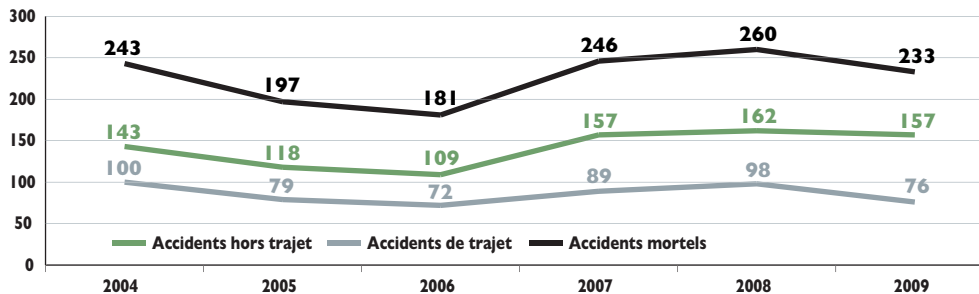
Les accidents du travail mortels en 2009

Nombre d'accidents du travail mortels par département et selon la qualification, en 2009

Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Cadres	9	3	8	2	7	1	5			35
Professions intermédiaires	12	2	3	3	9	5	4	3	2	43
Employés de commerces et services	10	4	1	2	3	8	6	8	1	43
Employés de bureau	2		1		1	2		3		9
Ouvriers	23	13	15	4	10	11	13	7	3	99
Non précisé	1	1				1		1		4
Ensemble	57	23	28	11	30	28	28	22	6	233

Sources : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

Évolution du nombre d'accidents du travail mortels survenus en Île-de-France



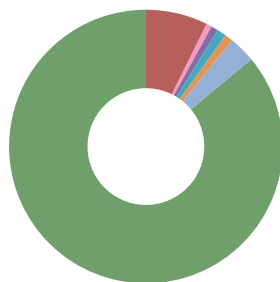
Sources : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

Les accidents mortels sont recensés par l'Inspection du travail, et confrontés aux données connues par la CRAMIF et l'OPPBT.

Des accidents graves mais n'ayant pas entraîné la mort immédiatement ne sont pas inclus dans ces statistiques. Les accidents de trajet sont inclus dans ces tableaux.

Les maladies professionnelles reconnues en Île-de-France en 2009

Répartition par type de maladies reconnues



- 86 % Troubles musculo-squelettiques (TMS)
- 7 % Affections liées à l'inhalation d'amiante
- 1 % Lésions eczématiformes de mécanisme allergique
- 1 % Atteinte auditive
- 1 % Rhinite et asthmes professionnels
- 1 % Lésions chroniques du ménisque
- 3 % Autres

Nombre de maladies reconnues par type et par sexe

	TMS	Amiante	Rhinite et asthme professionnel	Lésions eczématiformes	Atteinte auditive	Lésions chroniques du ménisque	Autres maladies	Ensemble
Hommes	2 295	542	35	23	49	67	163	3 174
Femmes	4 286	19	47	41	0	9	75	4 477
Ensemble	6 581	561	82	64	49	76	238	7 651

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

Nombre de maladies par type et par classe d'âge

Classe d'âge	TMS	Amiante	Rhinite et asthme professionnel	Lésions eczématiformes	Atteinte auditive	Lésions chroniques du ménisque	Autres maladies	Ensemble
Moins de 30 ans	240	-	29	25	-	-	31	325
30-39 ans	838	-	18	13	2	10	27	908
40-49 ans	2 118	9	13	14	4	29	60	2 247
50-59 ans	3 105	105	20	10	34	34	66	3 374
60 ans et plus	241	443	2	1	9	2	54	752
Non précisé	39	4	-	1	-	1	-	45
Ensemble	6 581	561	82	64	49	76	238	7 651

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

Nombre de maladies par type et par profession

Catégorie socioprofessionnelle	TMS	Amiante	Rhinite et asthme professionnel	Lésions eczématiformes	Atteinte auditive	Lésions chroniques du ménisque	Autres maladies	Total
Cadres	126	20	3	-	-	2	12	163
Professions intermédiaires	468	44	3	3	-	2	20	540
Employés de commerce et services	2 926	8	40	47	-	7	57	3 085
Employés de bureau	624	15	1	-	-	2	2	644
Ouvriers	2 436	474	35	14	48	63	147	3 217
Non précisé	1	-	-	-	1	-	-	2
Ensemble	6 581	561	82	64	49	76	238	7 651

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte.

Les statistiques des maladies professionnelles ne rendent compte que partiellement de la réalité de l'origine professionnelle de la maladie. Le dispositif de reconnaissance est en effet affecté par un phénomène de sous-déclaration.

La législation relative aux risques professionnels : la maladie professionnelle qui est la conséquence directe de l'exposition d'un travailleur à un risque physique, chimique, biologique, ou résulte des conditions dans lesquelles il exerce son activité professionnelle.

La négociation collective en Île-de-France

Nombre de textes enregistrés en 2011 *

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Total	8 819	1 238	1 725	1 364	6 205	2 067	903	1 155	23 476

Sources : ACCORD / UT - Direccte / Dares.

* L'application Gestion des accords permet aux Unités territoriales d'enregistrer les textes issus de la négociation collective.

Ces textes peuvent être :

- des accords négociés et signés par les partenaires sociaux
- des avenants à des accords déjà signés
- des adhésions à un accord existant, par exemple quand une entreprise va adhérer à l'accord du groupe qu'elle rejoint
- des dénonciations d'accords en vigueur
- des procès verbaux de désaccord, preuves que les négociations ont été lancées mais n'ont pas abouti
- des décisions unilatérales de l'employeur

Dénombrement des textes traitant de l'épargne salariale enregistrés en 2011, hors décisions unilatérales

Départements	Nombre de textes	Thèmes			
		Intéressement	Participation	Plans d'épargne	
				Plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne interentreprises (PEI), plan d'épargne groupe (PEG)	Plan d'épargne retraite collectif (PERCO), plan d'épargne retraite collectif de groupe (PERCOG), plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCOI)
Paris (1)	5 164	1 751	643	2 770	
Seine-et-Marne	644	324	88	200	34
Yvelines	862	423	110	238	94
Essonne	707	394	84	176	71
Hauts-de-Seine	2 974	1 149	513	1 102	226
Seine-Saint-Denis	574	208	126	215	31
Val-de-Marne	420	380	16	20	5
Val-d'Oise	596	330	57	157	60
Région (1)	11 941	4 959	1 637	-	-

Sources : ACCORD / UT - Direccte / Dares.

Note : à Paris, les données sur les plans d'épargne sont regroupées. Les données globales sur l'épargne salariale ne sont pas ventilées par type de texte (accord, avenant, décision unilatérale...). (1) : pour Paris ne sont connus que les thèmes traités et non le nombre de textes. Le total est donc surestimé. Par conséquent le total régional l'est également. La somme des textes déposés est donc un peu inférieure au total affiché. Le mode de comptage de Paris ne permet pas de fournir le nombre exact de textes.

Note : après une augmentation spectaculaire en 2010, les textes relatifs à l'épargne salariale retrouvent leur niveau courant en Ile de France. L'année 2010 a en effet été marquée par quelques évolutions législatives qui ont amené les entreprises à modifier les accords existants. En particulier, le décret d'application de la loi du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail, définissant les modalités de déblocage de la participation, a été publié en mars 2009 et les textes ont été massivement modifiés entre fin 2009 et mars 2010. Nationalement, les accords sur la participation ont augmenté de 147 % entre 2009 et 2010.

Textes enregistrés, par type, en 2011

hors textes traitant de l'épargne salariale

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Accord au sens strict	2 440	393	580	454	2 278	1 049	307	392	7 893
Adhésion à un accord	21	1	7	4	33	9	21	2	98
Avenant	643	63	114	70	520	198	41	70	1 719
Dénonciation d'accords	44	4	19	29	86	18	5	8	213
Désaccord (constats)	285	49	72	61	155	163	28	52	865
Autre	1	5	0	1	1	1	0	0	9
Total hors décisions unilatérales	3 434	515	792	619	3 073	1 438	402	524	10 797
Décision unilatérale employeur	221	79	71	38	158	55	81	35	738
Total	3 655	594	863	657	3 231	1 493	483	559	11 535

Sources : ACCORD / UT - Direccte / Dares.

Textes hors décisions unilatérales et hors textes traitant uniquement de l'épargne salariale

Répartition par thème des textes enregistrés en 2011

Thèmes	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Temps de travail	19,4 %	41,2 %	29,9 %	26,2 %	18,1 %	24,6 %	25,1 %	23,5 %	22,3 %
Salaires et primes	37,6 %	53,0 %	31,3 %	49,6 %	31,3 %	46,5 %	55,5 %	50,6 %	39,2 %
Droit syndical, institutions représentatives du personnel	15,4 %	5,8 %	13,9 %	12,9 %	14,5 %	13,4 %	11,2 %	9,5 %	13,7 %
Conditions de travail	0,6 %	2,1 %	1,6 %	0,2 %	0,9 %	2,0 %	0,7 %	0,2 %	1,0 %
Emploi	1,3 %	1,4 %	2,5 %	3,6 %	2,1 %	1,9 %	2,2 %	1,1 %	1,9 %
Classification	1,6 %	1,4 %	1,6 %	2,1 %	0,9 %	1,7 %	1,7 %	1,3 %	1,4 %
Formation professionnelle	1,8 %	0,4 %	1,6 %	1,3 %	1,5 %	2,6 %	3,7 %	0,8 %	1,7 %
Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	2,0 %	2,3 %	2,0 %	1,6 %	1,8 %	3,3 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %
Accords de méthode	1,1 %	0,8 %	0,9 %	1,9 %	0,8 %	1,5 %	0,5 %	0,8 %	1,1 %
Prévoyance	12,3 %	13,2 %	9,7 %	10,3 %	10,4 %	12,0 %	8,0 %	9,4 %	11,2 %
Non discrimination	0,2 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,2 %	0,1 %
Egalité hommes-femmes	6,2 %	41,2 %	12,9 %	14,7 %	5,1 %	20,0 %	20,4 %	8,4 %	11,0 %
Travailleurs handicapés	2,7 %	8,0 %	5,1 %	4,7 %	2,7 %	5,4 %	8,0 %	3,6 %	3,9 %
Seniors	4,0 %	3,5 %	3,9 %	2,9 %	2,7 %	3,5 %	6,7 %	1,1 %	3,4 %
Risques psychosociaux	2,0 %	1,0 %	1,9 %	1,1 %	1,4 %	1,8 %	1,7 %	0,0 %	1,6 %
Travail du dimanche	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	0,2 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %
Autres*	24,1 %	18,3 %	20,6 %	19,4 %	23,9 %	20,7 %	14,9 %	26,3 %	22,6 %
Ensemble	3 434	515	792	619	3 073	1 438	402	524	10 797

Sources : ACCORD / UT - Directe / Dares.

Un texte pouvant aborder plusieurs thèmes, le total des fréquences (colonnes) peut être supérieur à 100 %.

Lecture : 19,4 % des textes enregistrés à Paris portent sur le temps de travail.

* parmi ces textes classés en thème 'autres', on ne compte que 30 textes définis en clair comme portant sur la pénibilité.

Textes enregistrés, par type de signataire, en 2011

hors textes traitant de l'épargne salariale

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Délégué du personnel (DP), Délégué unique (DU), Comité d'entreprise (CE)	64	24	47	37	175	20	35	22	424
Délégué syndical	3 252	473	690	529	2 770	1 350	331	465	9 860
Employeur seul*	315	83	96	73	248	103	101	55	1 074
Ratification aux 2/3 **	15	14	26	18	33	18	16	15	155
Salarié mandaté	8	0	4	0	1	1	0	2	16
Non précisé	1	0	0	0	4	1	0	0	6
Total	3 655	594	863	657	3 231	1 493	483	559	11 535

Sources : ACCORD / UT - Direccte / Dares.

* Ce chiffre comprend les décisions unilatérales mais aussi des dénonciations d'accord, des constats de désaccord.

** procédure prévue pour les accords sur l'intéressement des salariés notamment, l'accord étant valide sans nécessité de la signature d'un représentant des salariés.

Textes signés par des délégués syndicaux, en 2011

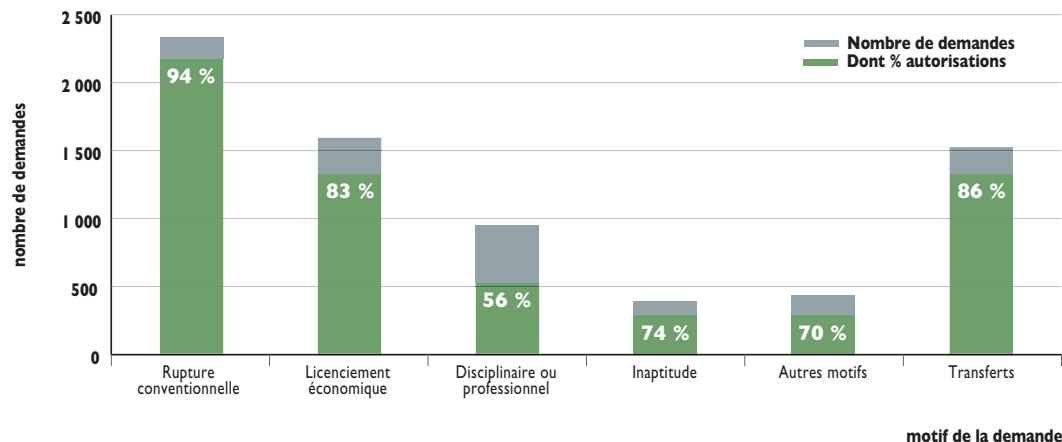
hors textes traitant de l'épargne salariale (% des accords signés)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
CGT	49,8	61,5	52,2	49,3	49,4	53,4	54,7	48,4	51,0
CFDT	66,9	55,2	61,4	51,0	65,1	54,9	57,7	51,2	61,9
CFTC	35,6	31,5	34,6	28,4	37,4	35,8	29,0	23,7	34,7
FO	39,7	37,8	48,3	44,2	43,8	44,4	36,9	41,3	42,2
CGC	53,6	32,6	51,6	44,0	58,7	45,1	37,5	39,4	51,0
Autres	24,6	13,3	16,5	13,2	24,0	19,6	31,4	24,9	22,3
Total	3 252	473	690	529	2 770	1 350	331	465	9 860

Sources : ACCORD / UT - Direccte / Dares.

Les licenciements de salariés protégés

Demandes et autorisations de licenciements et de transferts traitées en Île-de-France, en 2011



Source : Delphes / données saisies dans Cap Sitere - traitement Direccte SESE Île-de-France.

Lecture : en Île-de-France, environ 1 500 demandes de transfert de salarié protégé ont été instruites en 2011. 86 % de ces demandes ont été autorisées.

Les "autres motifs" regroupent les fins de CDD, mises à la retraite, autres motifs et motifs inconnus.

Note : le taux d'autorisation est le rapport "Nombre de décisions d'autorisation / Nombre de demandes (autorisation + refus + "autre" (dont rejet))".

Les élections aux prud'hommes de 2008

Collège salariés

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'inscrits	1 313 756	329 403	442 909	334 314	873 101	494 314	392 061	265 637	4 445 495	18 323 979
taux de participation	18,0 %	21,8 %	22,8 %	21,1 %	20,8 %	20,9 %	20,6 %	20,1 %	20,2 %	25,5 %
Répartition des suffrages exprimés par syndicat										
CGT	29,1 %	35,3 %	27,6 %	33,3 %	25,1 %	37,7 %	37,9 %	34,4 %	31,0 %	33,9 %
CFDT	21,6 %	21,5 %	21,8 %	21,7 %	24,0 %	17,9 %	18,7 %	20,7 %	21,4 %	21,9 %
CFTC	12,5 %	9,2 %	9,6 %	9,4 %	10,7 %	7,4 %	7,4 %	9,1 %	10,0 %	8,7 %
CGT-FO	10,8 %	15,8 %	13,4 %	13,5 %	10,0 %	13,2 %	12,5 %	15,7 %	12,3 %	16,0 %
CFE-CGC	11,8 %	9,1 %	12,9 %	10,0 %	16,1 %	9,8 %	10,0 %	10,6 %	12,0 %	8,3 %
UNSA	7,6 %	6,1 %	5,4 %	6,5 %	7,2 %	8,1 %	8,3 %	6,7 %	7,1 %	6,3 %
SOLIDAIRES	6,6 %	2,9 %	3,8 %	3,4 %	3,9 %	4,5 %	5,3 %	2,9 %	4,6 %	3,9 %
Autres	0,0 %	0,0 %	5,4 %	2,0 %	3,0 %	1,4 %	0,0 %	0,0 %	1,5 %	1,0 %

Collège employeurs

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'inscrits	34 218	9 083	11 548	8 124	20 630	9 035	8 620	6 449	107 707	513 491
taux de participation	21,2 %	26,9 %	30,8 %	23,9 %	21,4 %	16,3 %	22,9 %	23,6 %	22,8 %	31,2 %
Répartition des suffrages exprimés par syndicat										
UDE	58,5 %	88,9 %	58,2 %	65,9 %	65,0 %	77,8 %	57,7 %	71,0 %	65,1 %	72,2 %
AEES	14,6 %	11,1 %	12,3 %	23,0 %	13,5 %	22,2 %	20,3 %	23,4 %	15,9 %	19,1 %
Autres	26,9 %	0,0 %	29,4 %	11,2 %	21,4 %	0,0 %	22,0 %	5,6 %	19,1 %	8,7 %

Source : Ministère chargé du Travail et de l'Emploi.

Les salaires du secteur privé en 2010

Répartition par tranche de salaires annuels nets

Employés toute l'année et à temps complet

Salaires	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 15 500 €	12 %	19 %	13 %	14 %	8 %	15 %	14 %	15 %	13 %	20 %
de 15 500 à 21 999 €	21 %	34 %	25 %	28 %	16 %	25 %	26 %	28 %	23 %	34 %
de 22 000 à 25 999 €	14 %	16 %	15 %	15 %	12 %	16 %	16 %	16 %	15 %	15 %
de 26 000 à 29 999 €	11 %	10 %	11 %	11 %	11 %	11 %	11 %	12 %	11 %	9 %
de 30 000 à 39 999 €	17 %	12 %	16 %	15 %	19 %	16 %	16 %	15 %	17 %	11 %
40 000 € et plus	25 %	10 %	19 %	16 %	33 %	17 %	16 %	14 %	22 %	11 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Insee - DADS 2010, fichier au 12^e, calculs Direccte Île-de-France.

Lecture : 13 % des salariés du secteur privé travaillant en Île-de-France en 2010 ont perçu un salaire net inférieur à 15 500 euros annuels.

Répartition selon le sexe

Salariés employés toute l'année et à temps complet

Salaires	Île-de-France			France		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Moins de 15 500 €	10 %	16 %	13 %	15 %	28 %	20 %
de 15 500 à 21 999 €	22 %	26 %	23 %	34 %	35 %	34 %
de 22 000 à 25 999 €	14 %	15 %	15 %	15 %	14 %	15 %
de 26 000 à 29 999 €	11 %	12 %	11 %	10 %	8 %	9 %
de 30 000 à 39 999 €	17 %	16 %	17 %	13 %	9 %	11 %
40 000 € et plus	26 %	15 %	22 %	13 %	7 %	11 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Insee - DADS 2010, fichier au 12^e, calculs Directcte Île-de-France.

Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle

Employés toute l'année et à temps complet

Salaires	Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Île-de-France
Moins de 15 500 €	3 %	0 %	5 %	28 %	22 %	13 %
de 15 500 à 21 999 €	5 %	2 %	21 %	40 %	38 %	23 %
de 22 000 à 25 999 €	6 %	5 %	22 %	16 %	20 %	15 %
de 26 000 à 29 999 €	6 %	9 %	19 %	8 %	11 %	11 %
de 30 000 à 39 999 €	13 %	27 %	23 %	6 %	8 %	17 %
40 000 € et plus	67 %	57 %	10 %	2 %	1 %	22 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

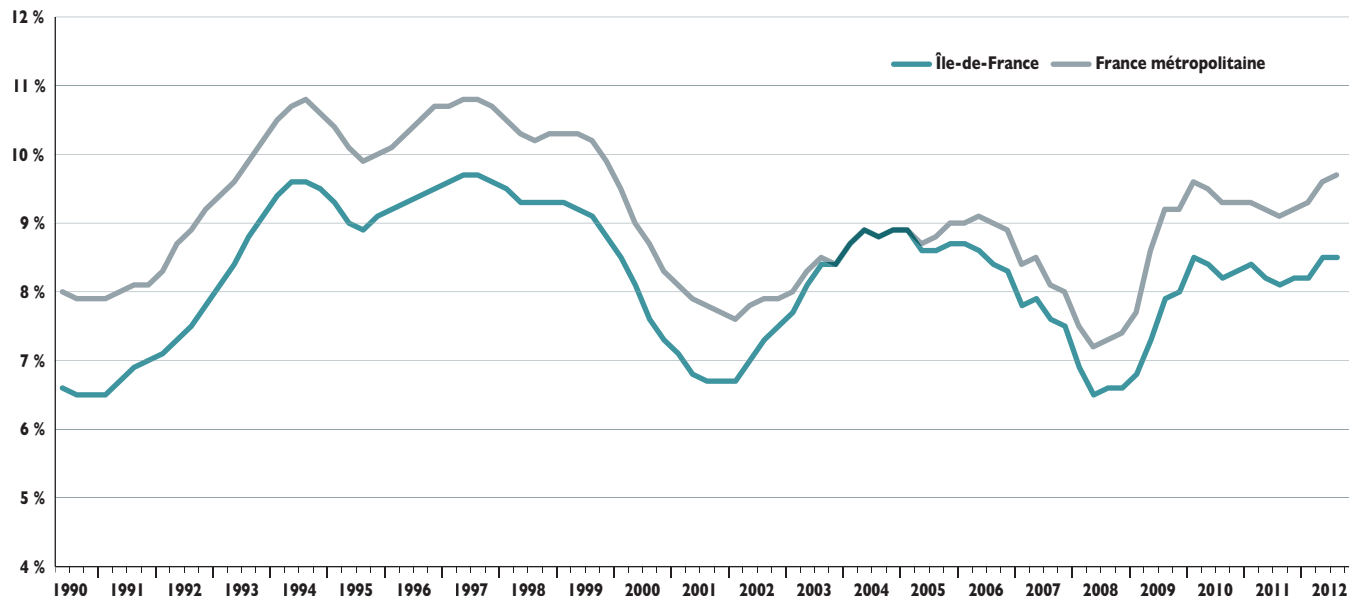
Source : Insee - DADS 2010, fichier au 12^e, calculs Direccte Île-de-France.

Marché du travail

Marché du travail 47

Le taux de chômage

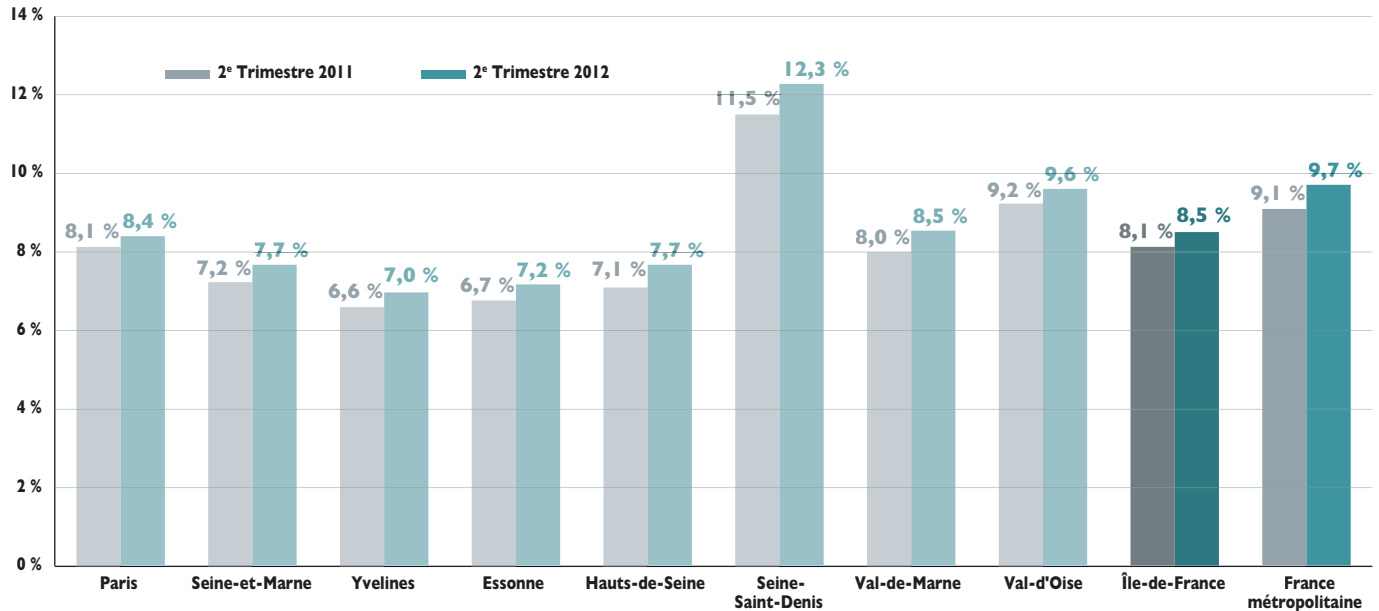
Évolution du taux de chômage* en Île-de-France et en France métropolitaine, depuis 1990



Source : Insee.

*Taux de chômage au sens du BIT en France, taux de chômage localisé en Île-de-France.

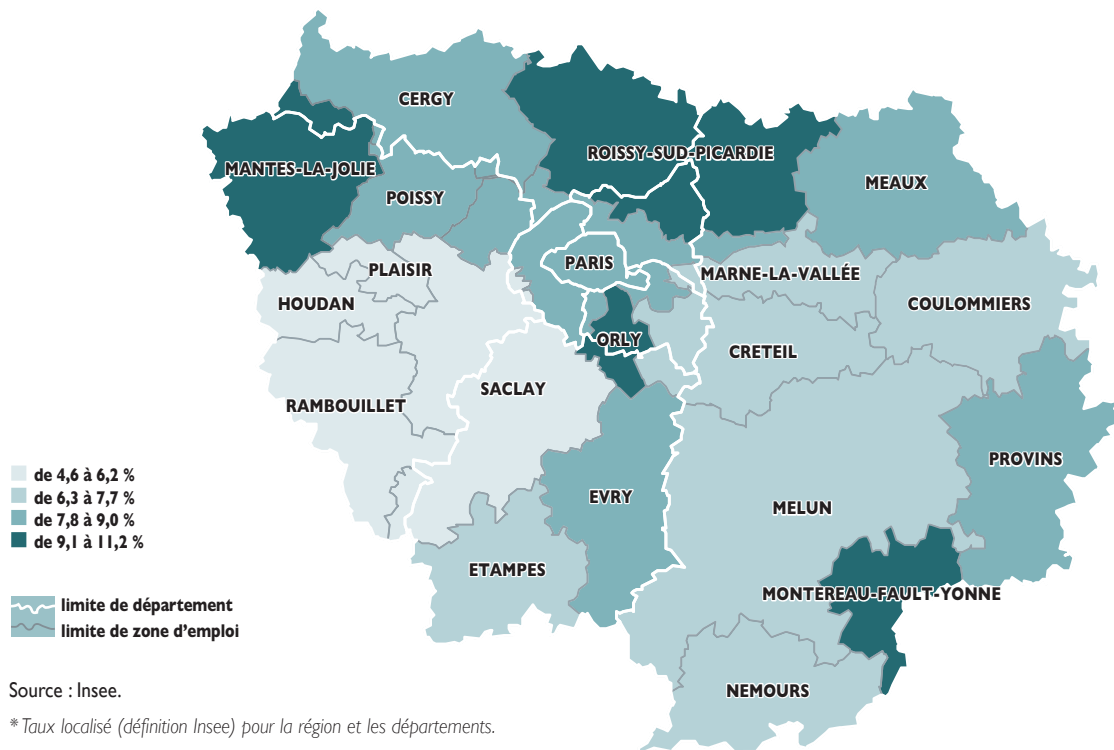
Taux de chômage* par département en Île-de-France



Source : Insee.

* Au sens du Bureau international du travail pour la France, taux de chômage localisé (définition Insee) pour la région et les départements.

Données disponibles en novembre 2012.

Taux de chômage* localisé par zone d'emploi au 2^{ème} trimestre 2012

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Demands d'emploi par catégorie, au 30 juin 2012

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	115 740	53 660	51 560	45 940	67 970	95 580	60 530	59 420	550 400	2 945 800
B	26 040	8 760	8 720	7 470	10 780	13 000	8 970	8 790	92 530	590 900
C	30 390	14 090	12 230	11 840	14 670	18 970	12 900	13 350	128 440	858 800
A+B+C	172 170	76 510	72 510	65 250	93 420	127 550	82 400	81 560	771 370	4 395 500
D	5 810	4 240	3 260	3 740	3 530	3 910	3 330	3 160	30 980	242 300
E	11 930	6 150	5 590	5 360	6 110	4 490	4 860	3 900	48 390	363 800
Ensemble A+B+C+D+E	189 910	86 900	81 360	74 350	103 060	135 950	90 590	88 620	850 740	5 001 600

Évolution entre juin 2011 et juin 2012

Données corrigées des variations saisonnières (CVS), en %

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	3,2	8,1	5,9	7,2	8,3	7,3	6,7	6,2	6,3	7,8
B	0,7	8,6	7,4	8,1	3,6	3,1	4,4	7,7	4,3	7,7
C	1,2	6,0	2,2	7,1	1,9	5,0	4,5	3,2	3,5	3,6
A+B+C	2,4	7,7	5,4	7,3	6,7	6,5	6,1	5,9	5,6	6,9
D	0,3	-0,2	-4,1	2,7	-5,1	0,3	2,8	-2,2	-0,6	1,8
E	7,9	1,5	1,1	6,6	-3,3	-1,5	6,8	0,8	3,0	3,8
Ensemble A+B+C+D+E	2,7	6,8	4,7	7,0	5,6	6,0	6,0	5,3	5,2	6,4

Sources : Dares / Pôle emploi.

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Répartition des demandeurs d'emploi par catégorie, au 30 juin 2012

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	60,9 %	61,7 %	63,4 %	61,8 %	66,0 %	70,3 %	66,8 %	67,1 %	64,7 %	58,9 %
B	13,7 %	10,1 %	10,7 %	10,0 %	10,5 %	9,6 %	9,9 %	9,9 %	10,9 %	11,8 %
C	16,0 %	16,2 %	15,0 %	15,9 %	14,2 %	14,0 %	14,2 %	15,1 %	15,1 %	17,2 %
A+B+C	90,7 %	88,0 %	89,1 %	87,8 %	90,6 %	93,8 %	91,0 %	92,0 %	90,7 %	87,9 %
D	3,1 %	4,9 %	4,0 %	5,0 %	3,4 %	2,9 %	3,7 %	3,6 %	3,6 %	4,8 %
E	6,3 %	7,1 %	6,9 %	7,2 %	5,9 %	3,3 %	5,4 %	4,4 %	5,7 %	7,3 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

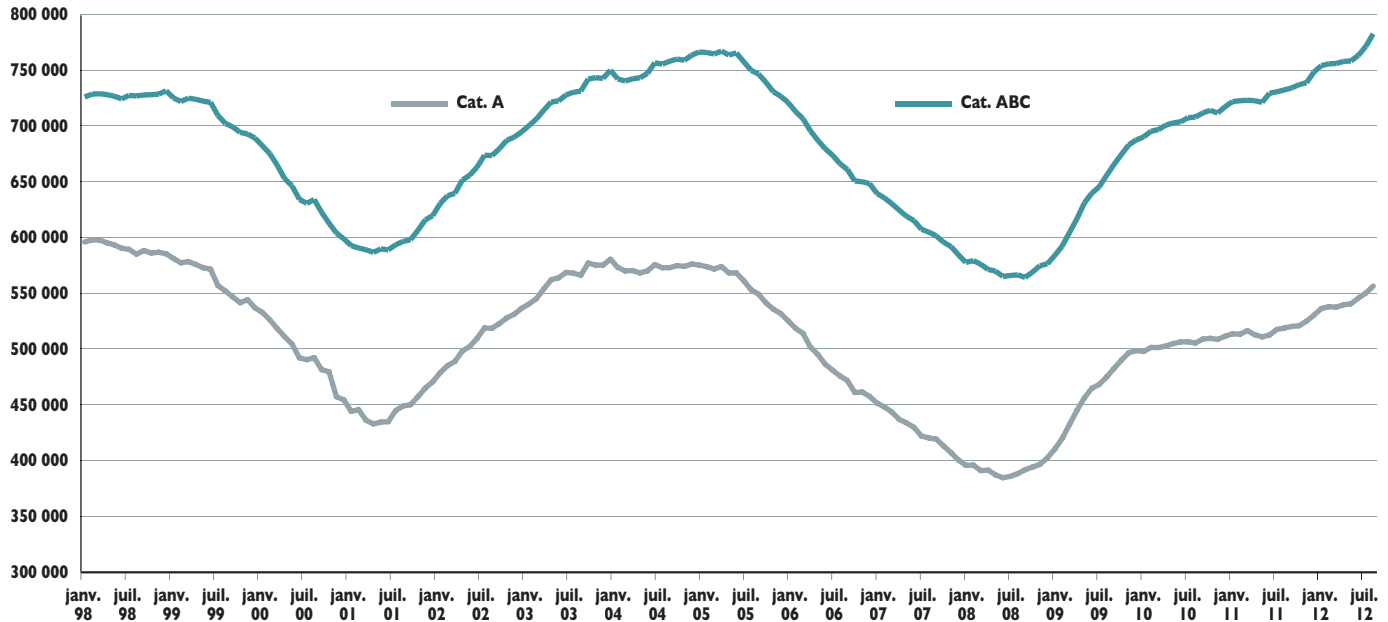
Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en Île-de-France, depuis janvier 1998

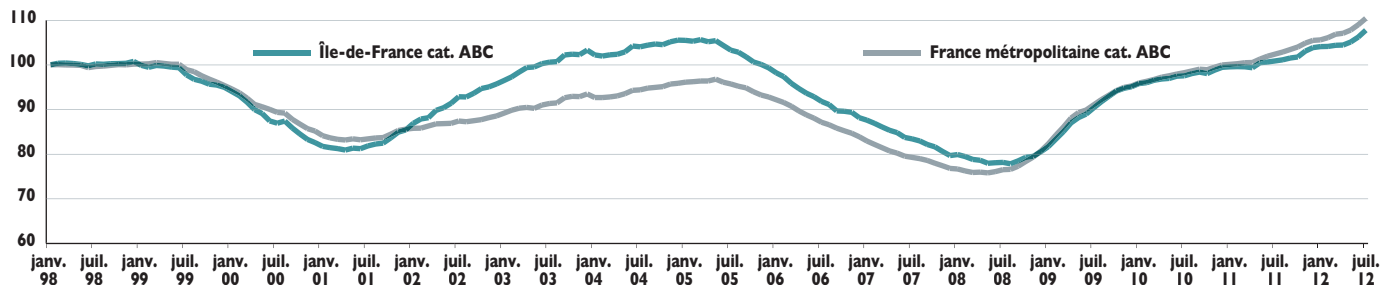
Données corrigées des variations saisonnières (CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC), depuis janvier 1998

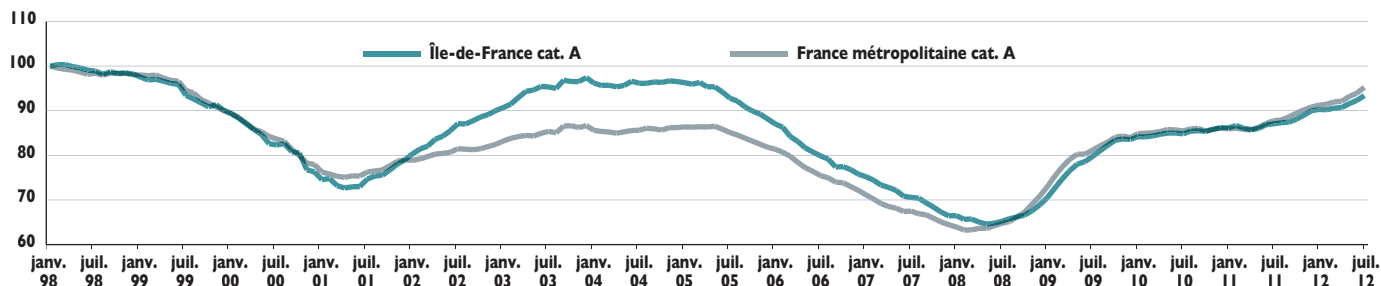
Données corrigées des variations saisonnières (CVS) / Base 100 en janvier 1998



Sources : Dares / Pôle emploi.

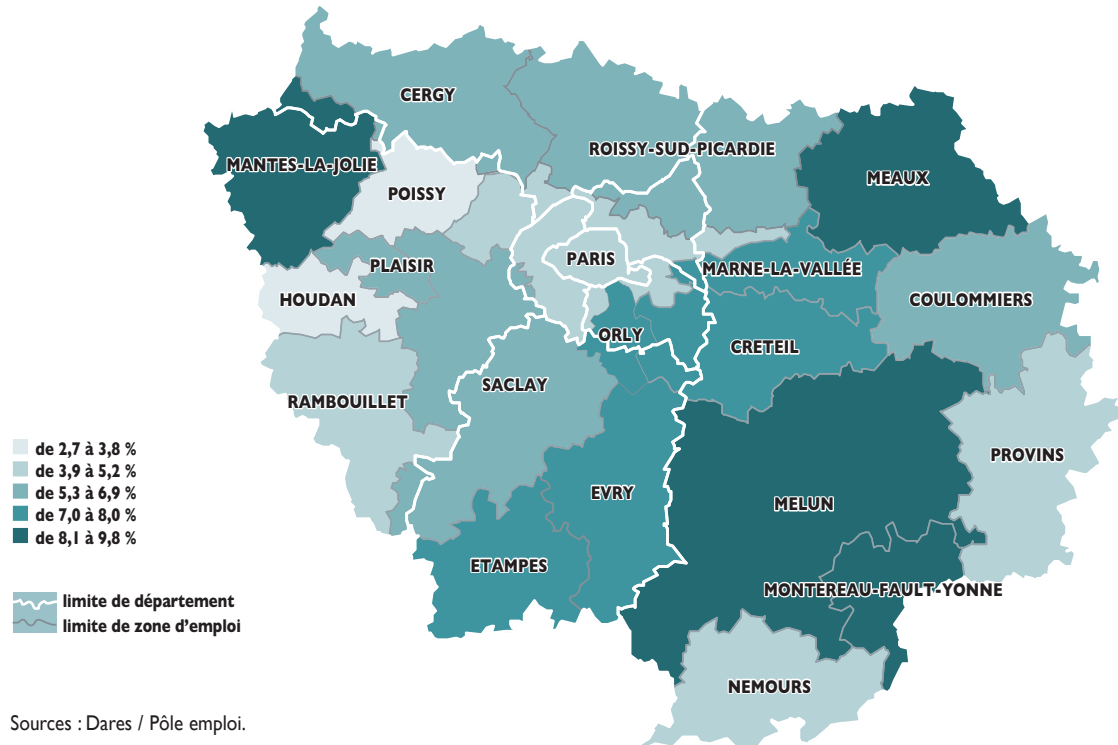
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A), depuis janvier 1998

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) / Base 100 en janvier 1998

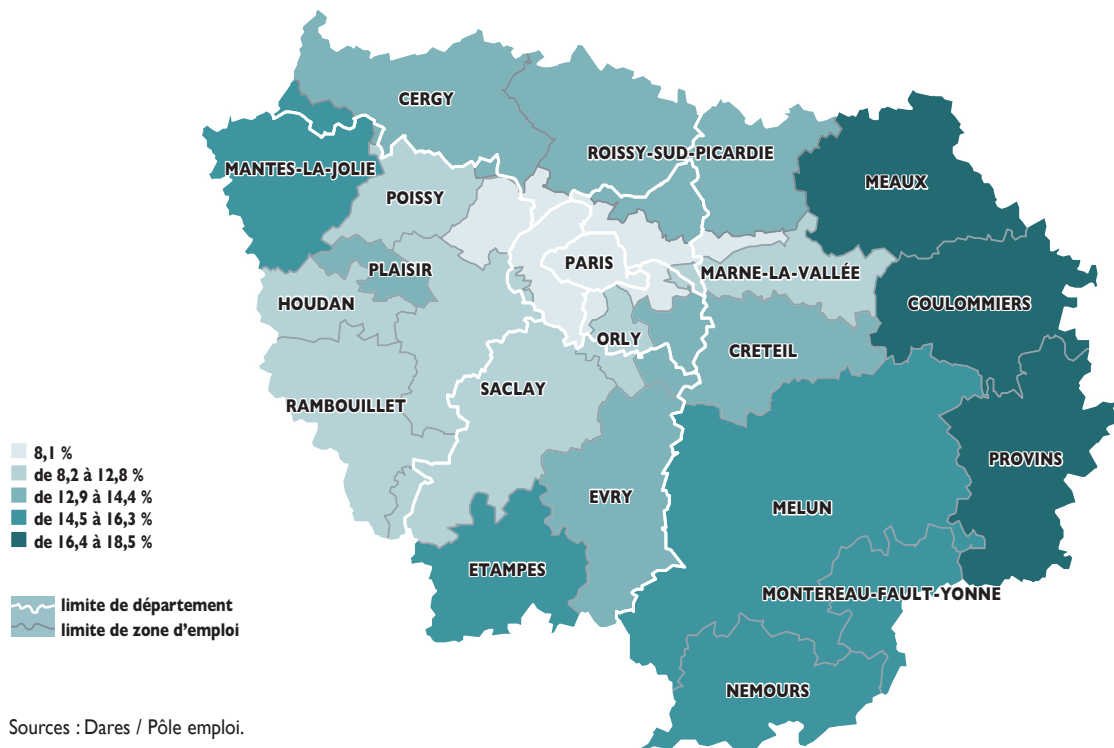


Sources : Dares / Pôle emploi.

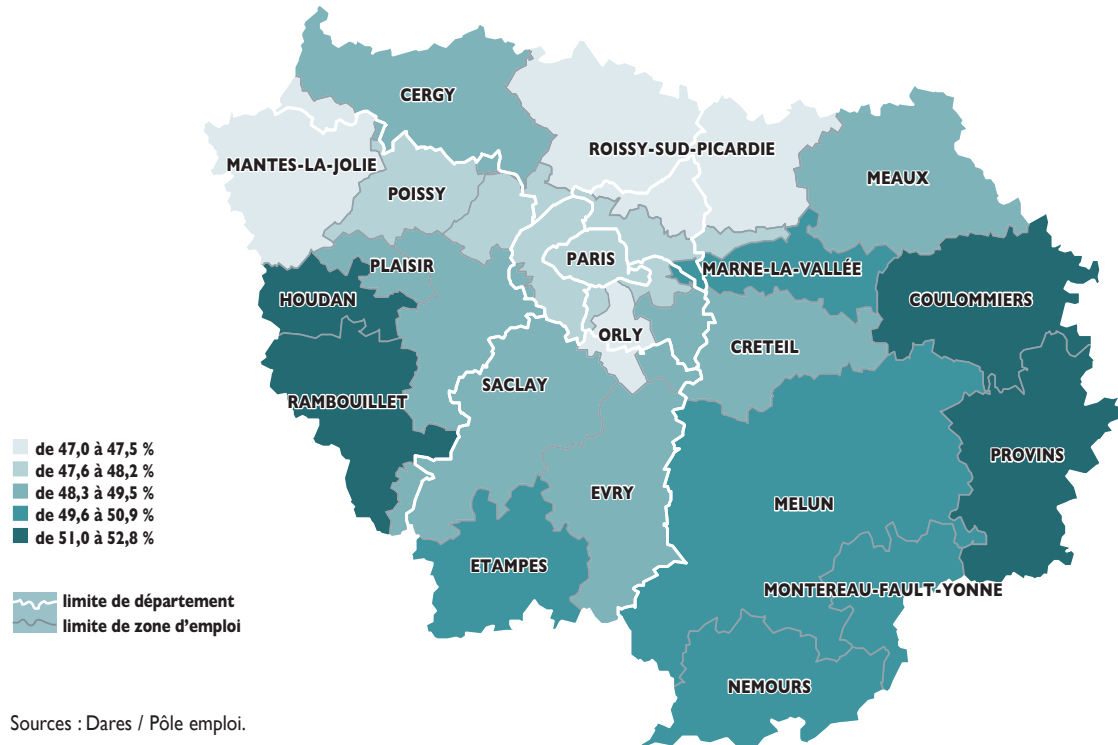
Évolution du nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégories ABC - données brutes), entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2012



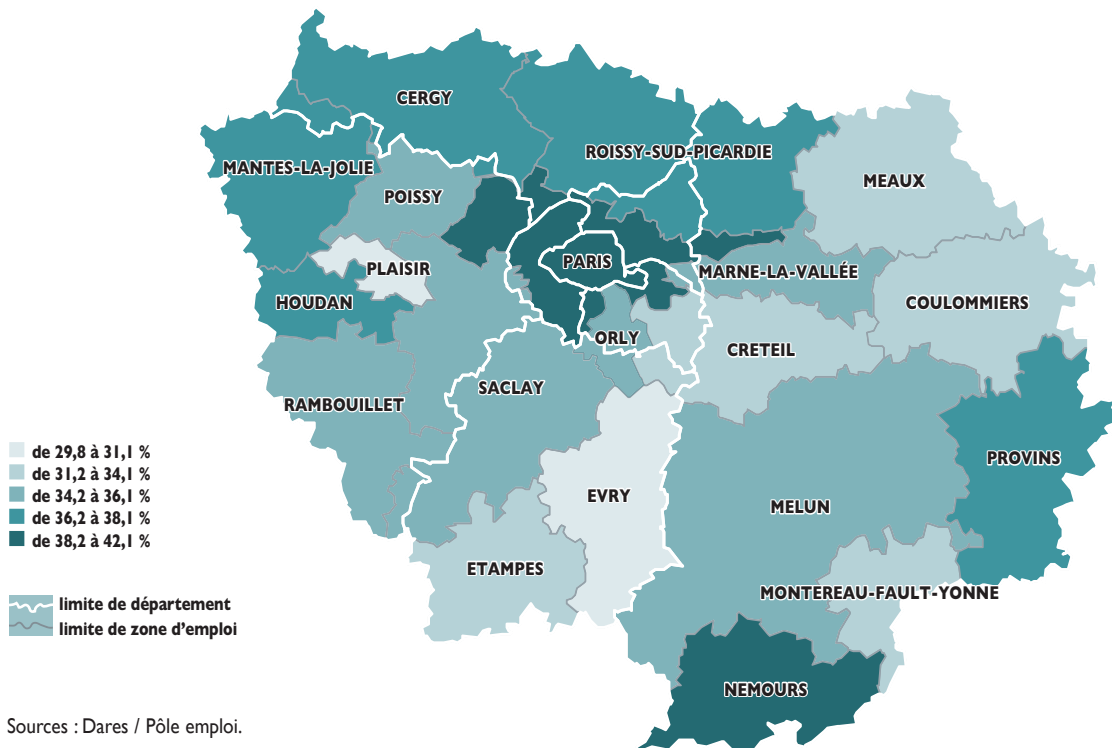
Part des jeunes de moins de 25 ans dans les inscrits à Pôle emploi (catégories ABC - données brutes),
au 30 juin 2012



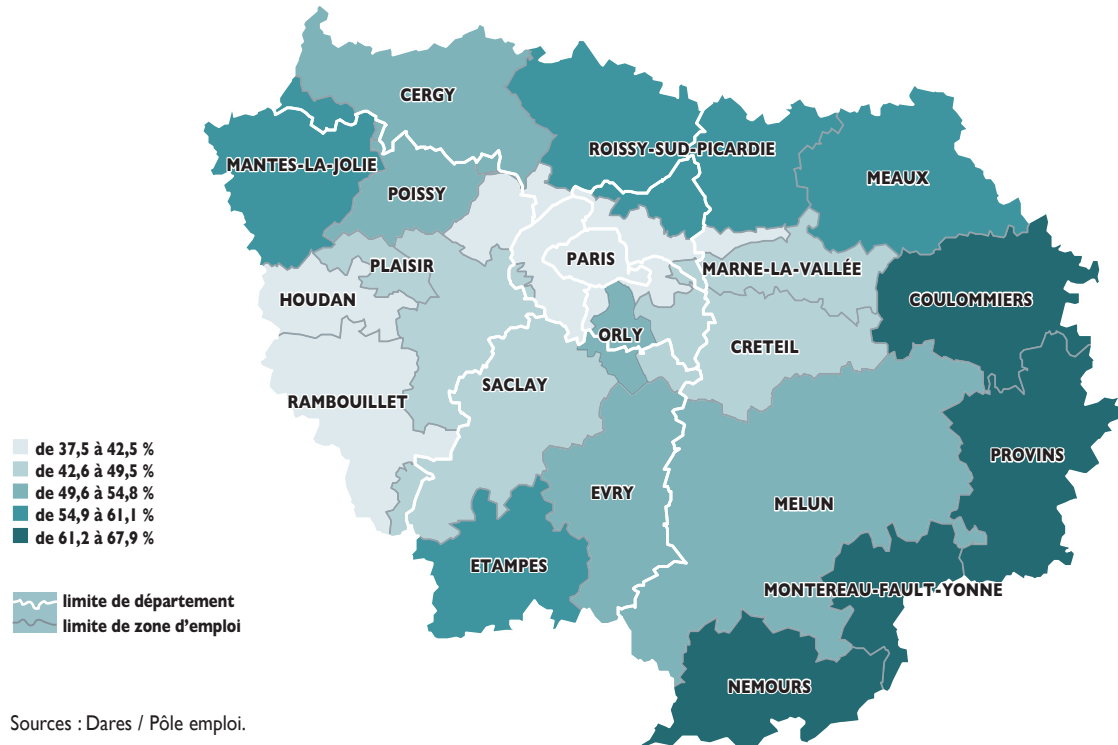
**Part des femmes dans les inscrits à Pôle emploi (catégories ABC - données brutes),
au 30 juin 2012**



Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus à Pôle emploi (catégories ABC - données brutes), au 30 juin 2012



**Part des demandeurs d'emploi de niveau de formation inférieur ou égal au CAP / BEP
dans les inscrits à Pôle emploi (catégories ABC - données brutes),
au 30 juin 2012**



Sources : Dares / Pôle emploi.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi (catégories ABC), au 30 juin 2012

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)

Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	51,4 %	49,5 %	50,8 %	50,5 %	50,4 %	53,0 %	51,5 %	51,1 %	51,2 %	49,3 %
Femmes	48,6 %	50,5 %	49,2 %	49,5 %	49,6 %	47,0 %	48,5 %	48,9 %	48,8 %	50,7 %
Moins de 25 ans	5,5 %	15,4 %	11,9 %	13,6 %	8,2 %	10,9 %	10,6 %	13,4 %	10,4 %	15,1 %
25 - 49 ans	71,9 %	63,9 %	66,1 %	65,9 %	69,4 %	67,7 %	68,1 %	65,4 %	68,0 %	64,1 %
50 ans et plus	22,6 %	20,7 %	22,0 %	20,5 %	22,3 %	21,4 %	21,3 %	21,2 %	21,7 %	20,8 %
Inscrits depuis plus d'un an (1)	45,0 %	34,1 %	35,3 %	32,5 %	38,0 %	39,8 %	36,9 %	37,1 %	38,6 %	38,3 %
Inscrits depuis plus de 2 ans (2)	26,9 %	15,1 %	16,7 %	14,3 %	19,0 %	19,7 %	18,2 %	17,8 %	19,6 %	18,9 %
Travailleurs handicapés*	4,3 %	5,4 %	5,6 %	5,7 %	4,6 %	5,8 %	5,9 %	4,2 %	5,1 %	ND
RSA payable**	15,8 %	11,7 %	11,4 %	10,5 %	13,1 %	17,8 %	14,3 %	13,0 %	14,1 %	15,7 %

(1) Un demandeur d'emploi inscrit depuis plus d'un an à Pôle emploi est dit de longue durée.

(2) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans est particulièrement élevé dans certains départements franciliens en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts) sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

Évolution, entre juin 2011 et juin 2012

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) en %, catégories ABC

Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	2,3	6,4	5,1	6,2	5,8	6,4	6,1	5,4	5,1	7,1
Femmes	2,5	9,1	5,7	8,4	7,6	6,7	6,1	6,4	6,0	6,8
Moins de 25 ans	1,3	3,1	3,6	5,5	8,5	3,7	0,7	5,6	3,9	5,1
25 - 49 ans	0,4	6,6	3,7	5,2	4,6	4,5	4,2	3,6	3,6	5,1
50 ans et plus	9,9	15,3	11,8	15,8	13,1	14,9	16,2	13,9	13,3	14,6
Inscrits depuis plus d'un an	2,6	11,6	6,6	11,0	7,4	11,4	8,3	6,5	7,3	7,7
Inscrits depuis plus de 2 ans	5,5	15,3	11,2	14,7	10,4	17,1	14,6	12,5	11,2	12,0
Travailleurs handicapés*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RSA payable**	5,9	22,9	15,3	12,2	13,2	17,2	17,0	12,7	13,2	8,8

* L'évolution sur un an du nombre de demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés n'est pas publiée dans cette édition des chiffres clés pour des raisons liées à l'absence de fiabilité des données 2010. Le nombre de demandeurs d'emploi reconnus handicapés publié ici reste très sous-estimé dans les fichiers de Pôle emploi, pour plusieurs raisons :

- la reconnaissance de handicap délivrée par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) n'est pas toujours transmise à Pôle emploi,

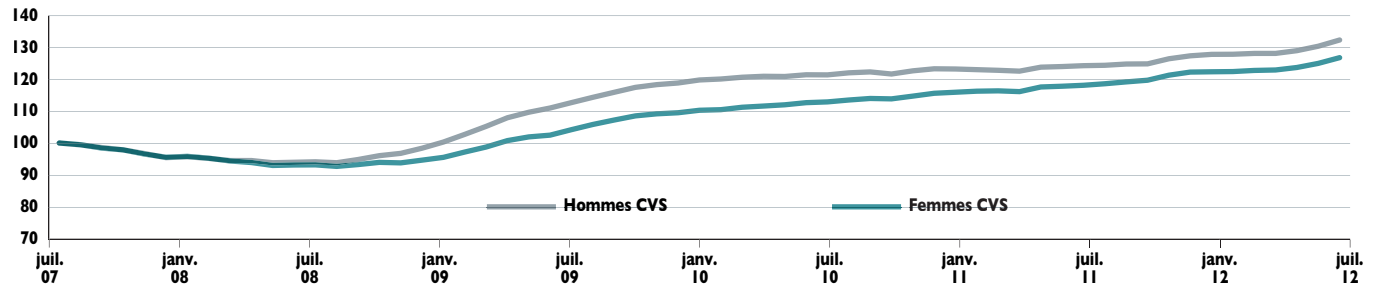
- le transfert en 2010 de la gestion informatique de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) du CNASEA à l'ASP a entraîné une rupture dans le suivi statistique des bénéficiaires de l'AAH par Pôle emploi.

** Données brutes.

Sources : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC - CVS) par sexe

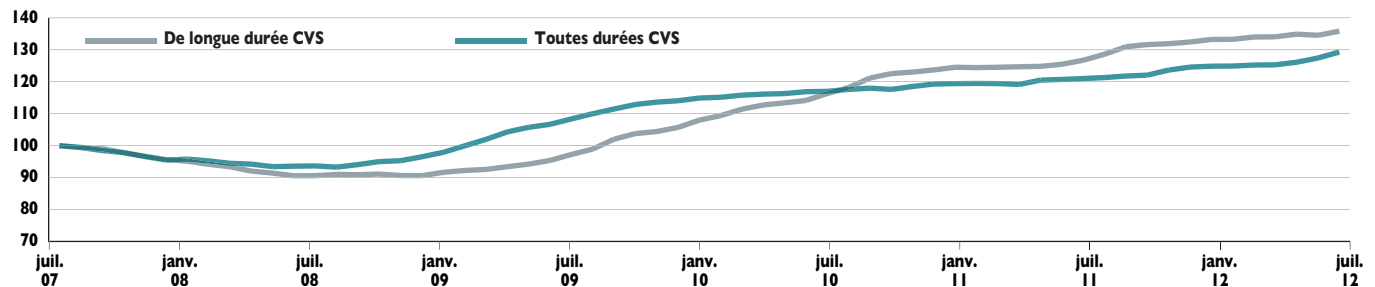
Base 100 en juillet 2007



Sources : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi selon la durée d'inscription (catégories ABC - CVS)

Base 100 en juillet 2007

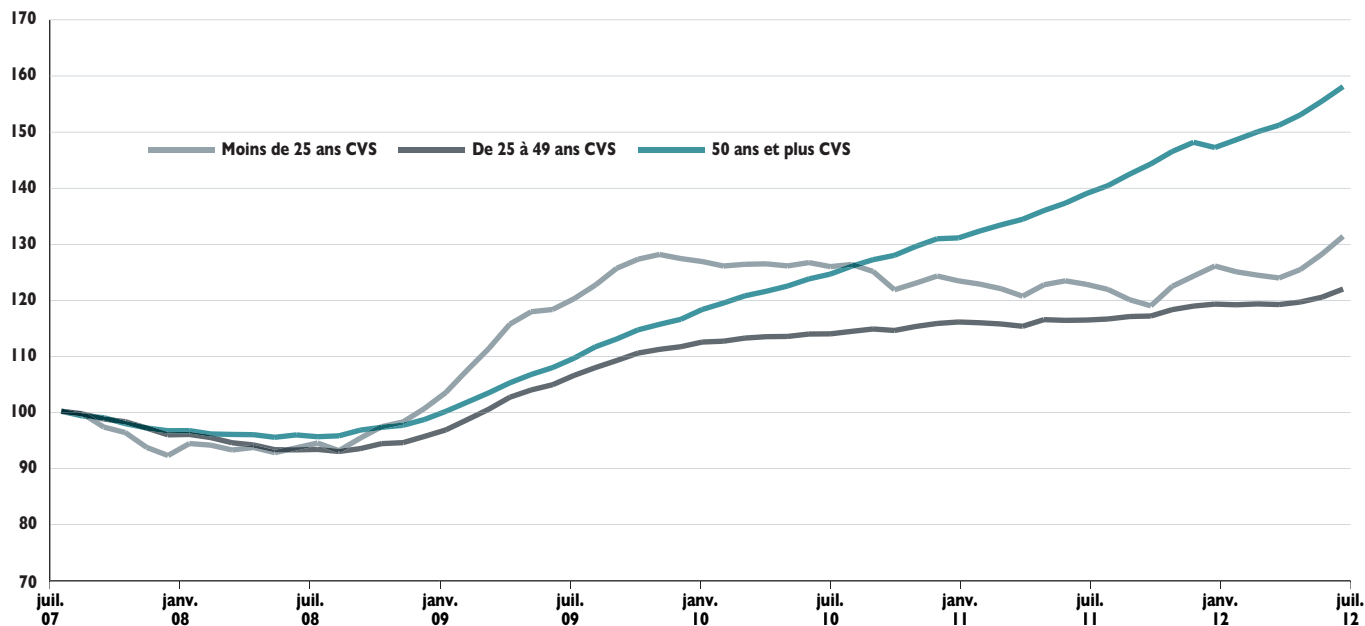


Sources : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France.

Longue durée : inscrits depuis plus d'un an.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC - CVS) par classe d'âge

Base 100 en juillet 2007



Sources : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégories ABC), au 30 juin 2012

Données brutes

Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V BIS)	13 %	19 %	17 %	19 %	15 %	26 %	19 %	22 %	19 %	18 %
BEP, CAP (V)	15 %	36 %	30 %	32 %	23 %	29 %	26 %	33 %	26 %	39 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	19 %	22 %	20 %	22 %	20 %	22 %	22 %	22 %	21 %	20 %
Bac + 2 ans (III)	15 %	12 %	14 %	13 %	15 %	11 %	14 %	12 %	13 %	11 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	38 %	10 %	19 %	13 %	27 %	12 %	18 %	12 %	21 %	12 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Évolution entre juin 2011 et juin 2012

En %

Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V BIS)	3,5	6,5	6,7	6,0	6,2	6,1	7,9	4,4	5,7	5,9
BEP, CAP (V)	1,6	6,7	5,1	5,9	6,8	6,3	5,4	5,0	5,4	6,8
Bac, BTN, BT, BP (IV)	1,4	11,7	4,9	9,7	6,5	8,4	5,6	7,7	6,4	9,0
Bac + 2 ans (III)	-0,8	4,3	4,5	6,4	5,4	5,4	5,3	6,1	3,7	6,3
Bac + 3 ou plus (I et II)	4,5	11,7	6,7	10,1	8,3	9,0	7,8	9,6	6,9	9,0

Sources : Dares / Pôle emploi.

Qualification du métier recherché par les demandeurs d'emploi (catégories ABC), au 30 juin 2012

Données brutes

Catégorie socioprofessionnelle*	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	12 %	30 %	23 %	28 %	17 %	28 %	22 %	27 %	22 %	32 %
Employés de commerce et de services	21 %	30 %	27 %	29 %	26 %	33 %	29 %	32 %	28 %	32 %
Employés administratifs	7 %	13 %	12 %	12 %	11 %	11 %	12 %	13 %	11 %	9 %
Professions intermédiaires	26 %	16 %	19 %	18 %	21 %	16 %	19 %	17 %	20 %	16 %
Cadres	34 %	11 %	19 %	13 %	25 %	11 %	17 %	11 %	20 %	10 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Évolution entre juin 2011 et juin 2012

En %

Catégorie socioprofessionnelle*	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	4,1	7,7	8,4	7,8	7,2	7,4	8,9	6,5	7,2	8,1
Employés de commerce et de services	5,0	9,6	8,4	8,5	9,4	7,6	7,7	7,0	7,6	7,6
Employés administratifs	1,2	8,7	4,4	9,2	5,7	7,1	5,1	4,4	5,5	6,4
Professions intermédiaires	2,5	6,6	2,4	3,9	5,6	5,0	3,6	5,5	4,0	6,7
Cadres	0,9	5,2	2,1	7,0	5,6	6,1	4,8	5,5	3,4	5,0

Sources : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi a été recalculée par le Sese à partir du code ROME (Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois).

Qualification du métier recherché par les demandeurs d'emploi (catégories ABC), au 30 juin 2012

Selon le sexe

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble
Ouvriers	38 %	5 %	22 %
Employés de commerce et de services	17 %	39 %	28 %
Employés administratifs	4 %	18 %	11 %
Professions intermédiaires	20 %	19 %	20 %
Cadres	20 %	19 %	20 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Selon l'âge

Catégorie socioprofessionnelle	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
Ouvriers	26 %	21 %	23 %	22 %
Empl. de comm. et de services	37 %	26 %	29 %	28 %
Employés administratifs	14 %	11 %	9 %	11 %
Professions intermédiaires	17 %	21 %	17 %	20 %
Cadres	6 %	21 %	23 %	20 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégories ABC), au 30 juin 2012

Selon le sexe

Niveau de formation	Hommes	Femmes	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V BIS)	19 %	18 %	19 %
BEP, CAP (V)	29 %	23 %	26 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	20 %	22 %	21 %
Bac + 2 ans (III)	13 %	14 %	13 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	19 %	23 %	21 %
Ensemble *	100 %	100 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

* En raison des arrondis, le total peut être légèrement différent des 100 %.

Selon l'âge

Niveau de formation	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V BIS)	10 %	16 %	33 %	19 %
BEP, CAP (V)	38 %	25 %	23 %	26 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	31 %	21 %	16 %	21 %
Bac + 2 ans (III)	12 %	15 %	10 %	13 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	9 %	24 %	17 %	21 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Durée d'inscription des demandeurs d'emploi (catégories ABC), au 30 juin 2012

Données brutes

Durée d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 6 mois	34,5 %	41,8 %	40,8 %	43,5 %	38,6 %	37,9 %	39,7 %	39,4 %	38,7 %	37,5 %
De 6 mois à moins d'un an	19,9 %	23,7 %	23,2 %	23,6 %	22,8 %	22,0 %	22,9 %	23,1 %	22,3 %	23,4 %
De 1 à moins de 2 ans	18,4 %	19,2 %	19,0 %	18,4 %	19,2 %	20,3 %	18,9 %	19,3 %	19,1 %	19,7 %
De 2 à moins de 3 ans	8,8 %	7,3 %	7,6 %	6,8 %	7,9 %	8,7 %	7,9 %	8,2 %	8,1 %	8,6 %
3 ans et plus (1)	18,4 %	7,9 %	9,5 %	7,7 %	11,5 %	11,2 %	10,7 %	10,0 %	11,9 %	10,8 %
Demandeurs d'emploi longue durée (2)	45,6 %	34,5 %	36,1 %	33,0 %	38,6 %	40,1 %	37,4 %	37,5 %	39,1 %	39,1 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis trois ans et plus est particulièrement élevé dans certains départements franciliens en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

(2) Un demandeur d'emploi est dit de longue durée s'il est inscrit à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Âge et sexe des demandeurs d'emploi de longue durée⁽²⁾ (catégories ABC), au 30 juin 2012

Données brutes

Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	53,0 %	50,9 %	52,9 %	53,0 %	53,3 %	55,2 %	54,3 %	52,8 %	53,3 %	49,5 %
Femmes	47,0 %	49,1 %	47,1 %	47,0 %	46,7 %	44,8 %	45,7 %	47,2 %	46,7 %	50,5 %
Moins de 25 ans	1,5 %	6,0 %	4,1 %	4,8 %	2,4 %	3,8 %	3,4 %	4,9 %	3,4 %	7,4 %
25 - 49 ans	68,5 %	62,2 %	62,6 %	63,2 %	65,0 %	65,7 %	65,0 %	63,5 %	65,3 %	63,5 %
50 ans et plus	30,0 %	31,8 %	33,3 %	32,0 %	32,6 %	30,4 %	31,6 %	31,6 %	31,3 %	29,1 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Les demandeurs d'emploi (catégories ABC) résidant en zone urbaine sensible (ZUS), au 30 juin 2012

Données brutes

Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	55,8 %	53,1 %	54,0 %	52,7 %	53,7 %	53,4 %	52,6 %	52,6 %	53,5 %	54,4 %
Femmes	44,2 %	46,9 %	46,0 %	47,3 %	46,3 %	46,6 %	47,4 %	47,4 %	46,5 %	45,6 %
Moins de 25 ans	6,1 %	15,8 %	15,0 %	14,5 %	11,6 %	13,0 %	14,1 %	13,8 %	12,8 %	15,1 %
25 - 49 ans	71,8 %	67,0 %	67,5 %	68,6 %	66,9 %	66,6 %	65,9 %	66,6 %	67,5 %	67,2 %
50 ans et plus	22,0 %	17,1 %	17,5 %	16,9 %	21,5 %	20,4 %	20,0 %	19,6 %	19,7 %	17,7 %
Inscrits depuis plus d'un an	47,3 %	34,2 %	35,6 %	30,8 %	38,7 %	39,1 %	35,4 %	38,1 %	37,9 %	39,5 %
Inscrits depuis plus de 2 ans	27,9 %	15,6 %	16,2 %	12,9 %	18,5 %	18,4 %	16,2 %	19,0 %	18,4 %	19,7 %
Travailleurs handicapés	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
RSA	22,2 %	26,6 %	22,9 %	18,8 %	22,1 %	25,9 %	23,3 %	23,0 %	23,2 %	31,9 %
Ensemble	13 802	7 656	10 927	15 106	14 853	28 604	10 723	18 576	120 247	466 752

Sources : Dares / Pôle emploi. Estimations Direccte / SESE.

Domaine professionnel du métier recherché par les demandeurs d'emploi de catégories ABC inscrits à Pôle emploi, au 30 juin 2012

Données brutes

Domaine	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A : Agriculture, marine, pêche	914	1 080	846	705	576	760	488	810	6 179	149 799
B : Bâtiment, travaux publics	8 478	5 850	4 925	4 650	5 036	11 675	5 870	6 318	52 802	400 057
C : Électricité, électronique	217	336	304	307	263	408	239	322	2 396	21 896
D : Mécanique, travail des métaux	674	1 225	1 910	796	724	1 442	609	1 330	8 710	140 610
E : Industries de process	554	1 822	947	1 066	534	1 277	724	1 133	8 057	142 575
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	2 469	1 086	739	870	1 012	2 757	1 185	1 288	11 406	49 645
G : Maintenance	1 698	2 223	1 892	1 625	1 706	3 179	1 749	2 273	16 345	124 940
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	615	430	535	421	448	385	382	407	3 623	22 150
J : Transports, logistique et tourisme	9 297	11 295	7 093	9 969	8 107	17 478	9 872	11 040	84 151	437 253
K : Artisanat	321	173	140	135	182	306	201	186	1 644	8 936
L : Gestion, administration des entreprises	22 077	11 485	12 827	10 135	16 374	16 421	12 451	12 588	114 358	511 593
M : Informatique et télécommunications	3 536	1 286	1 666	1 372	2 614	2 036	1 806	1 631	15 947	50 579
N : Études et recherche	1 505	244	459	418	740	394	402	268	4 430	17 111
P : Admin. publique, prof. juridiques, armée et police	2 161	370	438	408	697	697	568	450	5 789	26 308
Q : Banque et assurances	2 310	827	976	649	1 540	1 458	1 120	1 006	9 886	33 153
R : Commerce	19 574	10 205	10 042	8 273	13 035	13 060	10 650	9 690	94 529	554 965
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	11 513	4 749	4 057	3 834	6 401	9 946	5 574	5 438	51 512	266 408
T : Services aux particuliers et aux collectivités	17 164	11 513	10 478	9 914	12 924	23 078	12 349	14 071	111 491	749 459
U : Communication, information, art et spectacle	54 275	3 629	5 082	3 682	12 362	11 057	8 745	3 981	102 813	236 775
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	6 537	3 754	3 550	3 111	4 159	6 123	4 207	4 084	35 525	228 792
W : Enseignement, formation	3 403	643	1 007	720	1 364	1 315	1 147	900	10 499	56 535
Z : Non renseigné ou autre	81	31	39	32	44	118	36	76	457	1 462
Ensemble des domaines	169 373	74 256	69 952	63 092	90 842	125 370	80 374	79 290	752 549	4 231 001

Sources : Dares / Pôle emploi.

Le domaine professionnel est un regroupement en 22 postes des « Familles Professionnelles » (FAP). Celles-ci sont une nomenclature de métiers construite pour faciliter le rapprochement entre la nomenclature des « Professions et Catégories Socioprofessionnelles » (PCS) utilisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans les différentes sources sur l'emploi pour codifier les professions et le « Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois » (ROME) utilisé par Pôle emploi pour coder les emplois recherchés par les demandeurs ainsi que les offres déposées par les entreprises, dans une logique opérationnelle de placement. Les familles professionnelles sont déclinées en 224, 87 ou 22 postes.

Pour plus d'information : <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques-de,76/statistiques,78/metiers-et-qualifications,83/nomenclatures-des-familles,231/la-nomenclature-des-familles,10961.html>.

Évolution de la demande d'emploi de catégories ABC, selon le domaine du métier recherché, entre juin 2011 et juin 2012

Données brutes

Secteurs d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A : Agriculture, marine, pêche	14,0	2,3	12,2	4,6	8,5	9,8	9,7	15,7	9,3	7,9
B : Bâtiment, travaux publics	3,6	8,8	10,1	10,9	7,3	9,9	9,7	9,1	8,5	8,8
C : Électricité, électronique	-11,8	-2,0	-5,3	-7,0	1,9	-3,1	-9,1	3,2	-3,9	3,3
D : Mécanique, travail des métaux	-4,7	-6,0	2,1	-4,1	-3,1	-0,2	-4,1	-7,7	-3,0	3,3
E : Industries de process	4,5	5,7	11,5	4,3	10,1	9,0	7,6	5,0	7,0	9,6
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	-2,9	0,4	10,3	-3,8	1,0	0,0	3,3	-0,4	0,1	4,4
G : Maintenance	4,2	8,3	3,4	4,6	2,3	7,4	7,0	4,2	5,4	7,6
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	5,3	6,4	6,4	-1,4	-4,7	4,9	12,7	-1,5	3,3	2,4
J : Transports, logistique et tourisme	4,4	10,2	5,7	10,5	8,1	6,4	8,0	6,1	7,4	8,6
K : Artisanat	-13,7	-8,0	-4,1	12,5	11,0	-1,9	0,5	0,0	-2,6	3,5
L : Gestion, administration des entreprises	0,2	7,2	3,5	8,2	5,4	6,4	4,3	4,5	4,5	5,7
M : Informatique et télécommunications	4,2	9,6	6,0	6,9	7,9	2,8	5,2	11,9	6,3	5,1
N : Études et recherche	1,1	7,5	-8,2	0,2	8,5	15,2	-7,8	-6,6	1,2	3,3
P : Admin. publique, prof juridiques, armée et police	11,2	14,6	0,2	11,8	4,8	14,4	11,4	2,7	9,4	9,2
Q : Banque et assurances	4,6	10,4	7,6	10,9	16,9	11,0	10,0	9,1	9,6	9,5
R : Commerce	2,4	9,6	6,3	7,9	7,4	6,4	5,7	6,3	6,0	7,0
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	7,1	9,9	12,4	10,0	10,1	12,7	11,1	11,1	10,3	11,1
T : Services aux particuliers et aux collectivités	4,8	8,0	7,3	7,0	8,6	6,1	7,5	6,5	6,8	6,7
U : Communication, information, art et spectacle	0,7	1,0	-0,5	3,0	3,9	4,5	1,4	5,0	1,7	3,4
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	6,0	13,6	5,0	5,5	9,7	8,5	9,5	6,0	7,9	10,7
W : Enseignement, formation	4,3	2,6	1,9	3,2	3,8	7,0	7,2	8,7	4,8	6,9
Z : Non renseigné ou autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des domaines	2,4	7,7	5,4	7,3	6,7	6,5	6,1	5,9	5,6	6,9

Sources : Dares / Pôle emploi.

Inscriptions à Pôle emploi en catégories ABC, selon le motif, entre juillet 2011 et juin 2012

Données brutes

Durée d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Licenciement économique *	3 %	4 %	4 %	3 %	4 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %
Autres licenciements	11 %	13 %	14 %	13 %	14 %	12 %	13 %	13 %	13 %	9 %
Fin de CDD	23 %	23 %	22 %	22 %	20 %	21 %	22 %	20 %	22 %	26 %
Fin de mission d'intérim	3 %	8 %	6 %	8 %	4 %	6 %	5 %	6 %	6 %	6 %
Première entrée	6 %	5 %	5 %	5 %	5 %	7 %	6 %	6 %	6 %	5 %
Reprise d'activité	5 %	6 %	6 %	6 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	8 %
Démission	3 %	4 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %
Rupture conventionnelle	7 %	5 %	6 %	5 %	7 %	3 %	5 %	5 %	5 %	5 %
Autres cas	39 %	32 %	35 %	33 %	38 %	41 %	37 %	39 %	37 %	36 %
Total	216 258	110 340	106 385	101 720	131 480	176 218	120 640	117 662	1 080 703	5 893 200

Sources : Dares / Pôle emploi.

* Y compris PAP anticipé, fin de congé de conversion, fin de CRP, CTP, CSP.

Sorties de Pôle emploi de catégories ABC, selon le motif, entre juillet 2011 et juin 2012

Données brutes

Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Reprise d'emploi déclarée	18 %	21 %	21 %	20 %	20 %	13 %	17 %	16 %	18 %	21 %
Entrée en stage	4 %	6 %	4 %	5 %	3 %	3 %	4 %	4 %	4 %	8 %
Arrêt recherche d'emploi	5 %	7 %	7 %	7 %	6 %	5 %	6 %	5 %	6 %	8 %
Non réponse à convocations*	7 %	10 %	9 %	10 %	7 %	9 %	10 %	10 %	9 %	9 %
Autres radiations administratives*	0 %	0 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %	1 %	1 %	—
Absence à contrôle	48 %	42 %	43 %	42 %	47 %	52 %	48 %	48 %	47 %	43 %
Autres cas de sortie	17 %	14 %	15 %	15 %	16 %	17 %	16 %	16 %	16 %	11 %
Total	209 945	103 774	101 701	96 771	123 160	166 742	114 419	112 181	1 028 693	5 506 600

Sources : Dares / Pôle emploi.

* « Non réponse à convocation » et « Autres radiations administratives » sont cumulées au niveau national.

Inscriptions à Pôle emploi, selon le motif, le sexe et l'âge, entre juillet 2011 et juin 2012

Données brutes - catégories ABC

Motif	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et plus	
Licenciement économique *	4 %	3 %	1 %	3 %	8 %	3 %
Autres licenciements	13 %	12 %	8 %	13 %	19 %	13 %
Fin de CDD	20 %	23 %	30 %	20 %	15 %	22 %
Fin de mission d'intérim	8 %	3 %	7 %	5 %	3 %	6 %
Première entrée	5 %	6 %	13 %	4 %	1 %	6 %
Reprise d'activité	4 %	7 %	4 %	6 %	5 %	5 %
Démission	3 %	3 %	4 %	3 %	2 %	3 %
Ruptures conventionnelles	8 %	6 %	2 %	7 %	7 %	5 %
Autres cas	35 %	37 %	31 %	39 %	39 %	37 %
Total	544 808	535 895	249 232	708 303	123 168	1 080 703

Sources : Dares / Pôle emploi.

* Y compris PAP anticipé, fin de congé de conversion, fin de CRP, CTP, CSP.

Sorties de Pôle emploi, selon le motif, le sexe et l'âge, entre juillet 2011 et juin 2012

Données brutes - catégories ABC

Motif	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et plus	
Reprise d'emploi déclarée	17 %	18 %	15 %	19 %	19 %	18 %
Entrée en stage	3 %	5 %	3 %	4 %	3 %	4 %
Arrêt recherche d'emploi	4 %	8 %	3 %	6 %	13 %	6 %
Non réponse à convocations	10 %	7 %	9 %	9 %	8 %	9 %
Autres radiations administratives	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Absence à contrôle	48 %	46 %	59 %	45 %	39 %	47 %
Autres cas de sortie	16 %	16 %	10 %	18 %	17 %	16 %
Total	519 734	508 959	222 382	688 892	117 419	1 028 693

Sources : Dares / Pôle emploi.

Les caractéristiques des offres d'emploi déposées à Pôle emploi, de juillet 2011 à juin 2012

Offres d'emploi selon le type de contrat, par département

Données brutes

Type de contrat	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'offres	254 837	42 816	57 075	40 645	105 043	50 202	45 080	36 075	631 773	3 217 737
Dont										
CDI	40,6 %	48,0 %	48,5 %	50,2 %	41,2 %	43,7 %	49,9 %	45,1 %	43,7 %	32,5 %
CDD de plus de 6 mois	9,0 %	8,3 %	9,3 %	8,2 %	9,2 %	11,0 %	10,3 %	7,8 %	9,1 %	9,8 %
CDD de moins de 6 mois	42,1 %	32,2 %	33,6 %	30,0 %	47,6 %	37,6 %	35,1 %	30,7 %	39,3 %	44,4 %
Intérim	8,3 %	11,5 %	8,7 %	11,7 %	2,0 %	7,7 %	4,7 %	16,4 %	7,9 %	13,3 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Offres d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle du métier demandé, par département

Données brutes

Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	13 %	33 %	22 %	31 %	12 %	26 %	21 %	34 %	19 %	35 %
Empl. commerce et de services	24 %	31 %	30 %	30 %	34 %	27 %	36 %	30 %	28 %	30 %
Employés administratifs	15 %	8 %	14 %	10 %	15 %	13 %	14 %	9 %	14 %	8 %
Professions intermédiaires	25 %	21 %	24 %	22 %	23 %	22 %	21 %	21 %	23 %	19 %
Cadres *	24 %	7 %	11 %	7 %	17 %	11 %	8 %	6 %	16 %	7 %
Nombre d'offres	254 837	42 816	57 075	40 645	105 043	50 202	45 080	36 075	631 773	3 217 737

Sources : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie cadre, qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Offres d'emploi selon le type de contrat et la catégorie socioprofessionnelle, entre juillet 2011 et juin 2012

Catégorie socioprofessionnelle	CDI	CDD de plus de 6 mois	CDD de 6 mois et moins	Intérim	Île-de-France
Ouvriers	37 %	6 %	35 %	22 %	100 %
Employés de commerce et de services	34 %	9 %	50 %	7 %	100 %
Employés administratifs	48 %	8 %	41 %	3 %	100 %
Professions intermédiaires	52 %	14 %	27 %	7 %	100 %
Cadres *	39 %	9 %	50 %	2 %	100 %
Total	44 %	9 %	39 %	8 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

Offres d'emploi selon la durée hebdomadaire et la catégorie socioprofessionnelle, de juillet 2011 à juin 2012

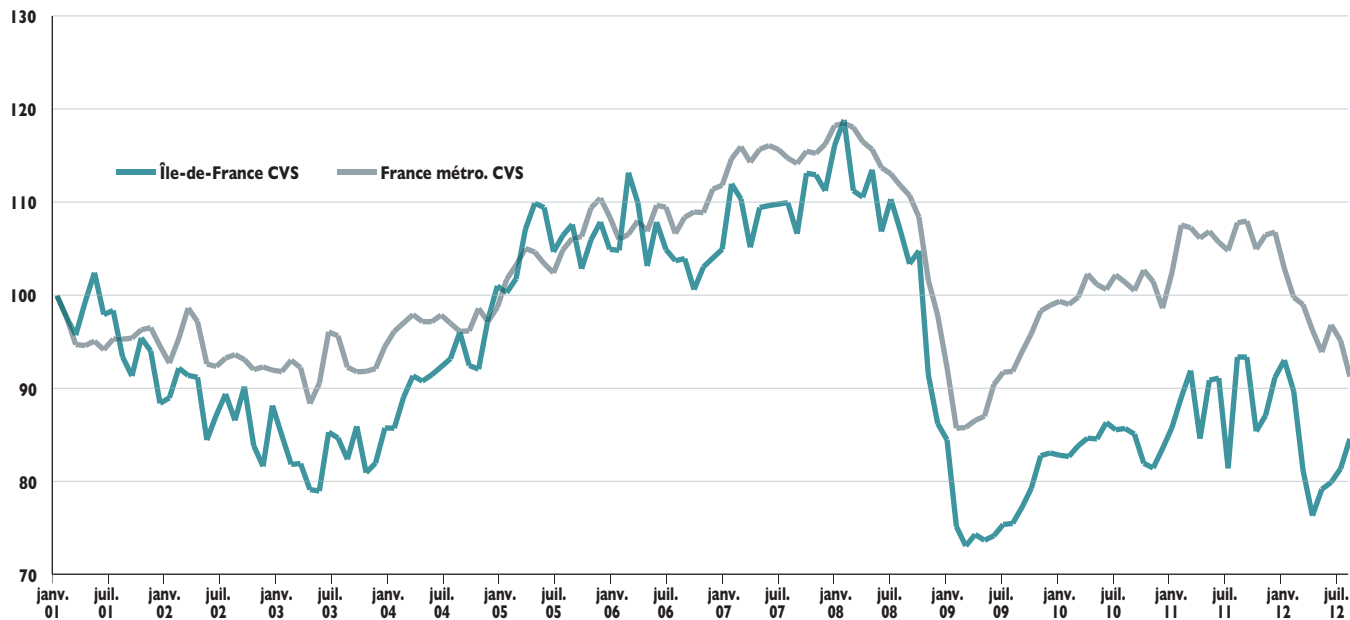
Catégorie socioprofessionnelle	Temps plein	Mi-temps et plus	Moins d'un mi-temps	Île-de-France
Ouvriers	84 %	11 %	5 %	100 %
Employés de commerce et de services	68 %	15 %	17 %	100 %
Employés administratifs	54 %	22 %	24 %	100 %
Professions intermédiaires	73 %	8 %	18 %	100 %
Cadres *	52 %	2 %	47 %	100 %
Total	73 %	10 %	17 %	100 %

Sources : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie cadres, qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Évolution du nombre d'offres recueillies par Pôle emploi, entre janvier 2001 et juin 2012

Données corrigées des variations saisonnières / Base 100 en janvier 2001



Sources : Dares / Pôle emploi.

Politique de l'emploi

Politique de l'emploi 75

Les dispositifs d'accès à l'emploi

Synthèse	Île-de-France 2011	France métropolitaine 2011	Poids Île-de-France / France	Évolution 2011 / 2010 (en %)	
				Île-de-France	France métropolitaine
ENTRÉES EN EMPLOI MARCHAND AIDÉ					
Exonérations de cotisations sociales et primes à l'embauche	6 930	66 103	10,5 %		
Contrats uniques d'insertion secteur marchand (CUI CIE) hors avenants de reconduction	5 585	52 291	10,7 %	-53,6	-53,6
Autres exonérations à l'embauche (zone franche urbaine, redynamisation urbaine...)	1 345	13 812	9,7 %	-22,7	-8,9
Aides à la création d'entreprise					
ACCRE (bénéficiaires)	30 017	193 284	15,5 %	-11,5	-6,4
Formation en alternance	100 269	462 068	21,7 %	6,9	6,8
Contrats d'apprentissage (nbre d'entrées en Île-de-France et d'enregistr. en France en 2011)	55 689	289 583	19,2 %	4,4	2,0
Contrats de professionnalisation (nombre d'entrées en contrat en 2011)	44 580	172 485	25,8 %	14,1	15,8
dont contrats de professionnalisation jeunes	37 000	139 607	26,5 %	11,1	13,6
Insertion par l'activité économique	15 504	-	-	1,4	ND
Association intermédiaire (AI)	8 590	-	-	-1,0	ND
Entreprise d'insertion (EI)	1 684	-	-	-7,4	ND
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	2 205	-	-	15,7	ND
Atelier et chantier d'insertion (ACI)	3 025	-	-	4,7	ND
ENTRÉES EN EMPLOI NON MARCHAND AIDÉ					
Emplois aidés dans le secteur non marchand	21 546	241 775	8,9 %	-	-
Contrats uniques d'insertion secteur non marchand (CUI CAE) hors avenants de reconduction	19 106	233 117	8,2 %	-48,7*	-28,9*
Apprentis du secteur public	2 440	8 658	28,2 %	-3,3	3,2
ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FORMATION					
Formation	54 324	512 373	10,6 %	1,0	-
Entrées en formation (catégorie D Pôle emploi)	53 429	504 775	10,6 %	1,0	-
Validation des acquis de l'expérience (VAE) Ministère de l'emploi uniquement	895	7 598	11,8 %	1,9	-15,1
ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES					
Accompagnement des jeunes	25 625	168 070	15,2 %	-22,9	-22,4
Contrats d'autonomie	2 783	8 429	33,0 %	-39,6	-43,2
Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	22 842	159 641	14,3 %	-20,3	-20,8
ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES					
Accompagnement des restructurations	19 390	101 541	19,1 %	-24,7	-24,6
Cellules de reclassement (bénéficiaires potentiels)	3 415	13 766	24,8 %	-14,1	-17,3
Convention de reclassement personnalisé (entrées à Pôle emploi pour motif de CRP, CTP, CSP)	15 975	87 775	18,2 %	-26,6	-25,6

Sources : Dares, Pôle emploi,
Agence des services et des paiements, Direccte.

AI et ETTI : nombre de personnes
nouvellement accueillies ET mises
à disposition dans l'année.

ACI : nombre de salariés en insertion
dans les ACI au titre de leur activité
conventionnée en 2011.

EI : nombre de salariés embauchés
en CDD d'insertion (CDDI)
en 2011.

* Ces évolutions ne sont pas significatives. En 2010 étaient comptabilisées comme « entrées en CUI » les nombreuses personnes auparavant en CAE, contrat aidé du secteur non marchand jusqu'à la fin 2009.

Les emplois aidés dans le secteur marchand

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur marchand (CUI-CIE), en 2011

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenant de reconduction)	1 204	536	748	452	690	675	524	756	5 585	52 291
Femmes	46,7	36,0	38,8	36,1	37,5	31,1	40,3	38,4	39,0	42,2
Moins de 26 ans	14,6	27,4	20,5	20,8	21,6	20,0	20,8	30,4	21,4	32,8
50 ans et plus	44,5	43,8	38,4	47,6	47,2	37,2	44,5	34,5	42,0	26,5
Bénéficiaires de minima sociaux	23,7	8,8	17,4	13,5	17,1	15,7	13,0	9,7	16,0	21,2
dont bénéficiaires du RSA	13,7	4,9	14,6	7,5	8,8	8,9	6,1	5,7	9,5	14,5
Travailleurs handicapés	3,9	2,1	1,6	2,4	2,6	1,0	3,2	1,6	2,4	6,3
Salariés ayant un bas niveau de formation (V, Vbis et VI)	40,2	63,4	58,6	58,8	46,5	61,2	55,3	62,6	54,2	62,3
Inscrits à Pôle emploi	94,4	93,8	95,6	95,4	95,1	95,0	96,4	95,2	95,0	92,3
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	27,2	18,7	19,7	24,1	22,3	19,9	21,8	16,5	21,7	22,5
Résidents d'une zone urbaine sensible (ZUS)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
En contrat à durée indéterminée	74,1	79,3	69,8	74,1	75,2	71,3	74,8	78,7	74,5	68,5
En contrat à temps plein	81,3	82,6	81,0	85,2	83,9	83,7	82,4	80,8	82,4	71,0
Entrants en entreprise de - de 10 salariés	72,3	70,3	67,4	56,9	59,6	73,0	64,1	60,1	66,3	64,6
Entrants dans une association	1,1	1,7	0,7	0,7	1,7	1,5	2,1	0,8	1,2	2,7
Répartition des entrées selon le secteur d'activité de l'employeur en %										
Agriculture, sylviculture, pêche	0,0	1,1	0,1	0,7	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	2,4
Industrie	6,7	12,3	8,8	12,6	4,9	10,1	9,0	9,0	8,7	13,8
Construction	6,5	12,7	7,1	13,5	8,0	12,6	11,5	9,5	9,5	13,2
Commerce de gros et de détail	24,0	30,4	23,9	27,2	26,4	27,9	26,0	25,0	25,9	22,6
Transports et entreposage	2,7	5,0	4,7	4,4	6,4	13,3	6,3	8,3	6,2	5,2
Hébergement et restauration	9,3	15,9	9,5	7,3	8,7	6,7	10,7	15,3	10,3	15,2
Information & communication	8,2	1,5	2,9	2,7	6,7	3,0	3,4	2,8	4,4	1,6
Activités financières et d'assurance, activités immobilières	4,0	3,2	4,5	3,3	4,8	2,4	3,4	2,0	3,5	2,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	26,1	9,1	21,7	17,5	22,6	12,7	18,5	18,9	19,4	12,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	5,6	4,5	12,0	5,1	5,2	5,8	4,2	3,8	5,9	5,2
Autres activités de services	7,0	4,3	4,7	5,8	6,2	5,6	7,1	5,2	5,8	5,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Dares / ASP - données arrêtées au 30 septembre 2012.

Les emplois aidés dans le secteur non marchand

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand (CUI-CAE), en 2011

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenant de reconduction)	5 016	2 132	1 992	1 687	1 711	2 661	1 825	2 082	19 106	233 117
Femmes	54,2	61,4	63,7	59,8	62,0	66,0	68,2	64,6	61,5	61,4
Moins de 26 ans	25,2	26,6	26,1	31,2	27,6	24,6	26,9	28,3	26,6	28,3
50 ans et plus	19,0	16,6	17,2	17,1	18,2	15,6	16,0	18,3	17,5	17,1
Bénéficiaires de minima sociaux	35,7	34,4	30,6	22,4	29,7	20,9	19,5	22,4	28,3	38,3
dont bénéficiaires du RSA	29,7	31,6	28,4	17,4	24,0	17,4	14,4	20,0	24,0	31,9
Travailleurs handicapés	4,2	2,0	1,8	3,6	3,5	1,8	1,8	1,3	2,7	6,0
Salariés ayant un bas niveau de formation (V, Vbis et VI)	48,2	69,0	59,3	62,0	53,9	63,6	56,1	58,4	57,4	68,3
Inscrits à Pôle emploi	90,5	86,1	93,0	93,7	91,7	94,3	96,7	94,0	92,2	92,3
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	19,8	13,7	18,7	17,3	20,5	17,1	18,4	17,0	18,0	28,7
Entrants dans une association	56,1	46,5	49,6	44,6	53,4	56,7	58,3	50,2	52,7	51,3
Entrants dans un établissement scolaire	10,2	25,9	20,1	28,6	23,1	30,9	22,7	27,1	21,7	14,7
Répartition par employeur des salariés en CUI-CAE présents au 31 décembre 2011										
Communes & EPCI	0	238	288	209	141	111	91	200	1 278	39 051
Départements & Région	1 680	250	234	24	5	2	9	235	2 439	5 436
Associations	2 771	882	834	642	877	1 359	979	852	9 196	109 248
Autres personnes morales chargées d'un service public	5	3	23	12	38	8	14	8	111	1 150
Etablissements publics d'enseignement	854	856	695	804	757	988	564	751	6 269	43 047
Etablissements sanitaires publics	6	59	55	68	63	21	58	40	370	15 606
Autres établissements publics	714	140	122	157	140	92	196	98	1 659	14 552
Total	6 030	2 428	2 251	1 916	2 021	2 581	1 911	2 184	21 322	223 861

Sources : Dares / ASP - données arrêtées au 30 septembre 2012.

L'alternance

Les entrées en contrat de professionnalisation, lors de la campagne 2011/2012

Données arrêtées au 30 juin 2012

Département de l'établissement employeur Effectifs et %	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts- de-Seine	Seine- Saint-Denis	Val-de- Marne	Val-d'Oise	Île-de- France	France métropolitaine
Nombre d'entrées	15 830	2 358	3 087	2 325	9 395	4 033	3 595	2 388	43 011	167 485
Répartition par sexe										
Hommes	39,9	50,4	53,6	47,7	45,1	54,0	51,7	49,6	45,9	50,5
Femmes	60,1	49,6	46,4	52,3	54,9	46,0	48,3	50,4	54,1	49,5
Répartition par âge										
Moins de 18 ans	1,9	1,8	1,8	2,5	0,9	1,3	1,6	1,9	1,6	2,8
18-21 ans	40,2	43,8	40,3	42,1	31,9	38,2	38,4	41,6	38,4	44,0
22-25 ans	44,5	32,0	38,8	34,1	50,8	39,9	39,1	32,1	42,6	34,1
26 ans et plus	13,5	22,4	19,1	21,4	16,4	20,6	20,9	24,4	17,3	19,1
Répartition par niveau de formation à l'entrée										
Niveau I,II	22,3	11,5	20,8	14,8	33,7	15,3	15,6	12,4	21,9	15,2
Niveau III	19,0	15,3	20,1	17,3	21,4	16,9	17,4	15,9	18,8	20,4
Niveau IV	39,3	39,1	35,3	40,9	28,0	40,5	39,7	37,1	36,6	36,1
Niveau V,Vbis et VI	18,1	31,6	21,8	26,2	10,9	22,0	25,5	27,8	19,5	26,9
Inconnu	1,3	2,5	1,9	0,8	5,9	5,3	1,8	6,9	3,1	1,4
Répartition par type de qualification préparée										
Diplôme d'Etat de l'enseignement technologique ou professionnel	42,0	37,6	42,3	40,8	33,1	34,5	36,9	36,4	38,3	40,9
Autre diplôme d'Etat ou titre homologué	21,8	20,5	19,1	23,0	29,9	19,2	20,8	20,8	23,0	20,0
Certificat de Qualification Professionnel (CQP)	6,7	14,4	12,2	13,4	5,0	10,1	8,4	10,2	8,2	13,1
Qualification figurant dans une liste de la CPNE dans la branche	0,3	0,5	0,5	2,2	0,4	0,7	2,3	1,0	0,7	0,6
Qualification reconnue dans les classifications d'une convention collective de branche	29,2	27,0	25,9	20,6	31,7	35,4	31,6	31,7	29,9	25,4
Type de contrat										
Contrat à durée indéterminée	10,9	10,3	17,9	10,8	14,6	14,5	13,2	11,9	12,8	11,9
Contrat à durée déterminée	88,6	89,4	81,4	89,2	85,3	84,8	86,8	88,1	86,9	86,4
Intérim	0,5	0,3	0,7	0,0	0,0	0,7	0,1	0,0	0,3	1,7

Sources : Extrapro, Dares / Direccte Île-de-France.

Les entrées en contrat de professionnalisation, lors de la campagne 2011/2012

Données arrêtées au 30 juin 2012, en %

Secteur d'activité de l'employeur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture sylviculture pêche	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Industrie	5,0	7,3	7,7	4,9	7,2	3,9	6,7	5,3	5,8	8,2
Construction	0,7	5,9	7,5	4,2	2,3	4,5	4,8	4,4	2,9	4,8
Commerce	15,7	36,8	27,7	31,9	13,6	28,2	26,5	29,3	21,0	22,3
Transports, entreposage	9,6	9,9	4,9	9,2	6,5	23,2	10,6	16,2	10,3	6,3
Hébergement restauration	6,7	1,8	2,5	2,2	1,7	1,3	1,9	3,6	3,7	4,9
Information et communication	10,2	2,3	5,5	4,6	14,5	5,5	4,8	2,4	8,7	3,4
Activités financières et d'assurance	8,0	3,3	7,2	7,6	13,0	6,5	7,4	3,4	8,3	5,2
Activités immobilières	3,5	2,2	3,4	2,8	2,4	2,8	3,4	2,6	3,0	2,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	23,4	13,6	20,0	17,6	30,0	13,5	20,4	18,4	22,3	15,2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	6,9	7,4	5,5	7,9	4,4	5,7	6,7	8,0	6,3	4,0
Autres activités de services	8,9	8,4	7,2	6,3	4,0	4,5	6,2	5,9	6,8	6,1
Non précisé	1,1	0,8	0,9	0,7	0,5	0,5	0,6	0,5	0,8	9,3
Taille de l'établissement employeur										
Moins de 5 salariés	32,3	18,4	20,9	19,6	16,7	23,4	24,6	18,2	24,4	25,4
De 5 à 9 salariés	13,0	10,1	11,2	11,2	7,7	10,3	10,6	10,8	10,9	12,6
De 10 à 19 salariés	9,0	8,7	6,6	7,0	6,8	6,5	7,5	6,4	7,7	9,5
De 20 à 49 salariés	11,1	12,4	11,9	10,8	7,9	8,0	9,2	12,4	10,1	11,9
De 50 à 99 salariés	5,5	10,2	6,3	7,4	6,3	6,5	7,0	8,7	6,5	7,1
De 100 à 249 salariés	7,8	10,6	11,1	11,3	10,0	8,4	6,7	15,7	9,3	9,5
250 salariés et plus	19,9	28,2	31,1	31,1	43,7	36,0	33,0	26,7	29,9	22,8
Non précisé	1,4	1,5	0,9	1,6	1,0	0,9	1,3	1,1	1,2	1,3

Sources : Extrapro, Dares / Direccte Île-de-France.

Les entrées en contrat d'apprentissage, lors de la campagne 2011/2012

Données arrêtées au 30 juin 2012, effectifs et %

Département de l'établissement employeur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre d'entrées *	13 145	6 002	7 475	4 830	10 066	4 634	4 647	4 460	55 259
Répartition par sexe									
Hommes	49,6	64,7	63,6	63,5	54,9	62,4	63,1	63,3	58,6
Femmes	50,4	35,3	36,4	36,5	45,1	37,6	36,9	36,7	41,4
Répartition par âge									
Moins de 18 ans	16,8	39,1	26,0	28,4	12,2	21,6	24,3	33,8	23,0
18-21 ans	45,4	45,5	47,7	48,1	43,0	46,7	48,1	46,5	45,9
22-25 ans	37,8	15,4	26,3	23,5	44,8	31,7	27,6	19,8	31,0
Répartition par niveau de diplôme préparé									
Mention complémentaire	1,8	1,0	0,7	0,5	0,6	1,6	1,5	3,6	1,3
Master professionnel...	23,5	6,1	18,1	12,2	35,8	17,5	15,7	7,0	19,6
Licence professionnelle...	17,0	9,6	14,5	15,7	19,3	14,9	15,3	11,0	15,4
BTS, DUT...	17,3	19,9	19,9	21,4	16,4	19,0	18,7	18,6	18,5
Baccalauréat professionnel...	19,9	26,5	20,2	21,4	13,4	21,5	21,0	24,3	20,2
CAP...	20,5	36,9	26,6	28,9	14,6	25,5	27,9	35,5	25,0
Répartition par secteur d'activité de l'employeur									
Agriculture	0,0	1,5	0,8	0,3	0,0	0,0	0,2	0,6	0,4
Industrie	8,1	16,6	29,0	16,9	18,6	12,9	13,4	15,9	16,0
Construction	3,9	18,7	12,8	14,6	8,0	16,8	17,4	15,5	11,5
Tertiaire	88,0	63,2	57,4	68,1	73,4	70,3	69,0	68,0	72,1

Sources : Ariane, Direccte Île-de-France.

* Entrées dans un premier contrat ou nouveau contrat suite à un premier contrat, hors avenant.

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Candidats à la VAE en Île-de-France dans les différents ministères certificateurs, en 2010

Motif	Présentés	Reçus	Reçus France	Part Île-de-France
Ministère de l'éducation nationale (CAP au BTS)	3 870	2 572	13 220	19 %
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	nd	570	2 225	26 %
Ministère de l'agriculture	27	20	370	5 %
Ministères chargés de la santé et des affaires sociales	2 726	1 168	7 539	15 %
Ministère chargé de l'emploi	744	398	5 479	7 %
Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports	nd	nd	nd	nd
Ministère de la défense	30	26	378	7 %
Ministère de la culture	nd	nd	56	nd
Ministère chargé des affaires maritimes	0	0	14	0 %
Total	7 397	4 754	29 281	16 %

Sources : ministères certificateurs, traitement Dares.

Champ : Île-de-France.

Les missions locales

Les jeunes suivis en 2011

Effectifs et %

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de jeunes en premier accueil	9 810	10 107	7 862	10 179	8 774	14 760	8 727	11 464	81 683
dont jeunes en CIVIS	2 979	2 894	2 163	2 491	2 045	4 832	2 357	3 081	22 842
Nombre de jeunes suivis*	24 521	25 831	20 462	27 330	20 380	40 401	24 496	25 330	208 751
dont jeunes en CIVIS	4 416	4 054	3 040	3 469	2 693	7 406	3 262	4 056	32 396
Répartition par sexe									
Hommes	51,4	48,8	51,4	49,9	52,1	49,5	49,5	49,8	50,2
Femmes	48,6	51,2	48,6	50,1	47,9	50,5	50,5	50,2	49,8
Répartition par âge**									
Moins de 18 ans	5,2	7,8	7,8	8,0	7,8	5,8	6,4	7,5	6,9
18-21 ans	44,5	48,4	45,3	44,8	45,2	45,3	45,1	46,8	45,7
22-25 ans	47,4	41,4	43,8	43,7	44,1	45,9	45,6	42,7	44,4
26 ans et plus	3,0	2,4	3,1	3,6	3,0	3,0	2,8	3,0	3,0
Répartition par niveau de formation*** à l'entrée									
Niveau I,II	2,8	1,8	2,4	2,7	3,6	1,5	2,5	1,9	2,3
Niveau III	3,6	3,6	4,0	4,1	4,6	3,2	4,0	3,5	3,8
Niveau IV	28,5	31,0	28,9	28,9	31,6	30,2	32,9	29,4	30,2
Niveau V	31,4	35,5	32,9	33,8	32,2	31,6	32,3	33,3	32,8
Niveau Vbis	21,0	20,4	21,9	19,8	18,2	20,8	18,3	18,8	20,0
Niveau VI	12,7	7,6	9,5	10,3	9,3	12,5	9,8	12,2	10,7
Inconnu	0,0	0,2	0,3	0,4	0,5	0,2	0,2	0,8	0,3

Source : PARCOURS 3 extraction 12/11/2012.

* Jeunes suivis : jeunes en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation...

** Estimation Direccte.

*** Il s'agit du niveau validé.

Les missions locales d'insertion sont des organismes chargés d'aider les jeunes âgés de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale. Elles ont été créées par ordonnance en mars 1982. En 2011, le territoire francilien était réparti en 80 missions locales.

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE)

Structures* d'insertion par l'activité économique (SIAE) dans les départements, en 2011

Nombre de structures	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	18	7	10	8	11	6	7	12	79
Entreprise d'Insertion (EI)	32	12	17	16	25	25	13	13	153
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	6	2	2	2	1	3	1	2	19
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	45	45	17	23	43	33	17	22	245
Total	101	66	46	49	80	67	38	49	496

Source : Direccte-UT - Données 2011.

* Nombre de structures pour les EI-ETTI-AI et nombre de chantiers pour les ACI.

Salariés en insertion dans les SIAE, en 2011

Nombre de salariés présents dans les SIAE	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	3 619	2 506	2 445	2 160	2 281	549	918	2 263	16 698
Entreprise d'Insertion (EI)	492	252	362	243	841	689	378	142	3 399
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	852	910	307	23	111	722	134	247	3 306
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	801	960	395	383	709	740	447	401	4 836
Total	5 764	4 628	3 509	2 809	3 942	2 700	1 877	3 053	28 239

Source : Direccte-UT - Données 2011.

Sont considérés comme salariés en insertion dans les SIAE :

AI et ETTI : les personnes mises à disposition au moins une fois en 2011 ;

EI : salariés en CDDI en 2011 ;

ACI : personnes en contrats aidés (CUI-CAE) présentes dans le chantier durant 2011.

Nombre de salariés en équivalent temps plein d'insertion (ETP), en 2011

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	651	306	264	290	321	74	139	306	2 349
Entreprise d'Insertion (EI)	276	139	183	120	381	358	185	74	1 718
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	324	118	54	3	37	252	44	61	894
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	280	392	107	151	218	254	141	122	1 666
Total	1 531	955	608	564	957	938	509	563	6 626

Source : Direccte-UT - Données 2011. Calcul des ETP : pour les ETTI, les AI et les ACI, 1 600 heures réalisées par des salariés en insertion. Pour les EI, le nombre d'heures nécessaires est de 1 505 heures.

Nombre de salariés en insertion embauchés par les SIAE, en 2011

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	1 965	1 202	1 312	1 192	1 104	289	492	1 034	8 590
Entreprise d'Insertion (EI)	210	121	202	120	449	327	195	60	1 684
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	432	803	264	23	64	404	73	142	2 205
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	476	588	266	319	395	431	269	281	3 025
Total	3 083	2 714	2 044	1 654	2 012	1 451	1 029	1 517	15 504

Source : Direccte-UT - Données 2011. AI et ETTI: nombre de personnes nouvellement accueillies ET mises à disposition dans l'année / ACI: nombre de salariés en insertion dans les ACI au titre de leur activité conventionnée en 2011 / EI: nombre de salariés embauchés en CDDI en 2011.

Principales caractéristiques des salariés en insertion dans les SIAE, en 2011

Tous types de SIAE confondus : AI-EI-ETTI et ACI

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Femmes	38 %	56 %	43 %	54 %	44 %	33 %	50 %	52 %	46 %
Seniors (plus de 50 ans)	20 %	19 %	16 %	19 %	23 %	17 %	15 %	20 %	19 %
Jeunes (moins de 26 ans)	18 %	16 %	26 %	21 %	15 %	23 %	21 %	26 %	20 %
Chômeurs depuis plus de 2 ans	35 %	46 %	36 %	45 %	38 %	38 %	39 %	43 %	40 %
Bénéficiaires du RSA	29 %	34 %	24 %	31 %	32 %	35 %	32 %	21 %	30 %
Bénéficiaires de l'ASS	4 %	5 %	3 %	5 %	5 %	6 %	5 %	4 %	5 %
Handicapés	3 %	6 %	4 %	5 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %
Total	5 764	4 628	3 509	2 809	3 942	2 700	1 877	3 053	28 239

Source : Direccte-UT - Données 2011.

Les sorties des salariés en insertion intervenues dans l'ensemble des SIAE, en 2011

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Emploi durable	19 %	19 %	20 %	30 %	26 %	23 %	28 %	14 %	21 %
dont :									
CDI	9 %	9 %	10 %	16 %	16 %	13 %	15 %	8 %	11 %
CDD ou Intérim de 6 mois et plus	9 %	9 %	8 %	12 %	9 %	8 %	10 %	5 %	9 %
Intégration fonction publique	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %
Création d'entreprise	1 %	1 %	1 %	2 %	0 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Emploi de transition	11 %	12 %	7 %	13 %	10 %	8 %	10 %	8 %	10 %
dont :									
CDD ou Intérim de moins de 6 mois	9 %	8 %	6 %	12 %	9 %	7 %	9 %	6 %	8 %
Contrats aidés non marchands (CUI-CAE)	4 %	4 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	2 %
Sorties positives	10 %	7 %	13 %	15 %	12 %	11 %	12 %	10 %	11 %
dont :									
Entrées en formation	6 %	4 %	9 %	9 %	8 %	7 %	7 %	7 %	7 %
Emplois d'insertion dans une autre SIAE	3 %	3 %	3 %	4 %	3 %	4 %	3 %	2 %	3 %
Départ à la retraite	0 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	1 %	1 %
Autres sorties	58 %	62 %	61 %	42 %	52 %	58 %	50 %	68 %	58 %
dont :									
Sortie administrative AI-ETTTI *	33 %	35 %	41 %	16 %	25 %	33 %	21 %	51 %	34 %
Demandeur d'emploi	11 %	8 %	6 %	10 %	11 %	14 %	14 %	5 %	9 %
Situation inconnue	8 %	10 %	3 %	5 %	5 %	5 %	6 %	5 %	7 %
Autre cas	4 %	7 %	7 %	8 %	9 %	5 %	7 %	5 %	6 %
Total sorties	3 905	3 517	2 638	1 584	2 306	1 629	1 081	2 398	19 058

Source : Direccte-UT - Données 2011.

Sorties prise en compte : EI et ACI = sorties après + 3 mois dans la structure.

AI-ETTTI = toutes les sorties, y compris celles au titre de la non mise à disposition depuis 6 mois.

* Un salarié sans mission depuis 6 mois est considéré comme ayant quitté la structure d'insertion. C'est une « sortie administrative ».

Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA)

Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) sont des dispositifs d'appui et de conseil aux structures d'utilité sociale dont la finalité est de développer et consolider leurs emplois et leurs activités. Ces dispositifs sont gérés par une association dans chacun des huit départements franciliens.

Activité des DLA franciliens (2005-2011 / comparaison avec le niveau national)

Différentes phases d'activité*	Île-de-France 2005	Île-de-France 2011	France métropolitaine 2011
Structures accueillies	757	355	3 333
Structures diagnostiquées	307	476	4 671
Structures bénéficiaires d'ingénieries	482	524	4 653
Structures accompagnées (diagnostiquées et/ou bénéficiaires d'ingénieries)**	607	694	6 395

Sources : Enée / Dlrrecte- Données 2005 et 2011.

*Définitions des phases d'activité des DLA

1/ un accueil et une orientation des structures : un responsable du DLA présente à la structure le rôle du DLA. Lors de cette réunion d'information, il discute avec elle de l'intérêt d'une intervention éventuelle du DLA. Il peut aussi l'orienter vers d'autres acteurs territoriaux.

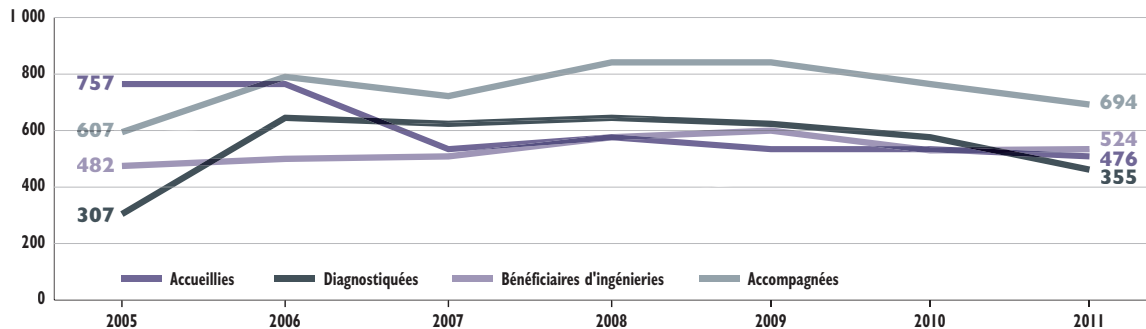
2/ un diagnostic global et partagé de leur situation : le correspondant du DLA étudie le dossier de la structure afin de définir ses besoins d'accompagnement. Il établit des pistes de travail susceptibles d'améliorer la situation de la structure et de résoudre ses difficultés dans divers domaines possibles : organisation interne, ressources humaines, stratégie économique, situation financière.

3/ un plan d'ingénieries : il suit le diagnostic. Il se compose de prestations individuelles ou collectives dans des domaines professionnels variés. Le DLA finance un prestataire spécialisé qu'il choisit selon les besoins des structures.

4/ un suivi : par lequel le responsable du DLA suit et évalue l'intervention du prestataire. En cas de besoin, il peut réaliser un nouveau diagnostic, dit de post-accompagnement, et faire appel à des ingénieries complémentaires pour cette même structure ou la réorienter vers d'autres organismes et partenaires compétents.

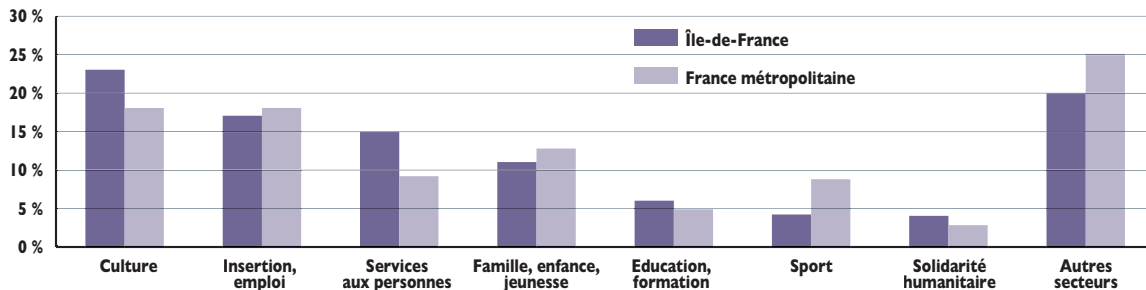
** Par structures accompagnées, on entend ainsi les structures qui ont bénéficié d'un diagnostic et / ou d'une ingénierie. Le plus souvent, en Île-de-France, une même structure reçoit un diagnostic et bénéficie ensuite d'une ingénierie par un prestataire externe. Le temps du diagnostic peut aussi permettre d'identifier des accompagnements réalisés en interne par la structure avec l'aide de réseaux et de partenaires.

Les structures accueillies et accompagnées par les DLA franciliens, entre 2005 et 2011



Secteurs d'activité des DLA franciliens (comparaison avec le niveau national), en 2011

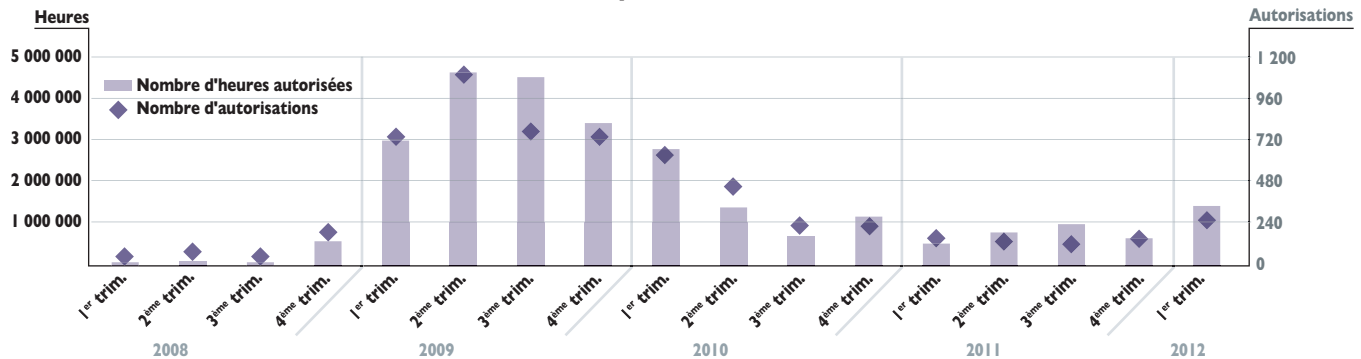
Principaux secteurs bénéficiaires d'ingénieries



Sources : Enée / Direccte. Données de 2005 à 2011.

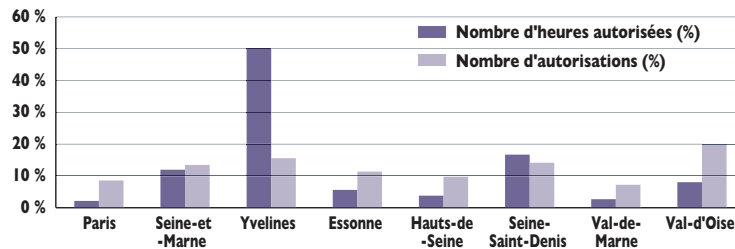
L'activité partielle du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012 (Au titre de la conjoncture économique)

Évolution des heures et des demandes d'activité partielle autorisées



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Répartition par département des heures et des demandes d'activité partielle autorisées, du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012

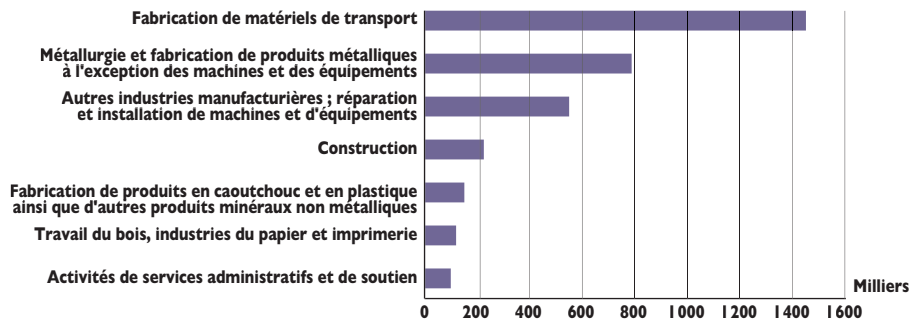


Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements en difficulté de diminuer ou de cesser temporairement leur activité, tout en maintenant le lien aux salariés par leur contrat de travail et en leur assurant une indemnisation pendant cette période. Pour bénéficier de ce dispositif, un établissement déposait une demande d'autorisation d'activité partielle, préalable à la réduction de l'activité auprès des unités territoriales de la Direccte. Cette autorisation préalable a été suspendue en mars 2012.

Exemple de lecture : au cours du premier trimestre 2012, 264 demandes de recours à l'activité partielle ont été autorisées par les Unités territoriales de la Direccte d'Île-de-France pour un total de 1 472 809 heures de travail ainsi autorisées à être chômées dans les établissements franciliens.

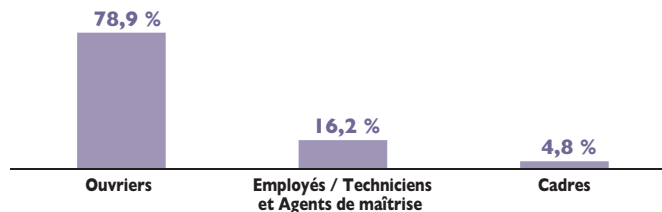
Secteurs d'activité pour lesquels le plus d'heures d'activité partielle ont été autorisées, du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012

Données brutes



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Répartition des heures d'activité partielle autorisées, du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012 par catégorie socioprofessionnelle des salariés concernés



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

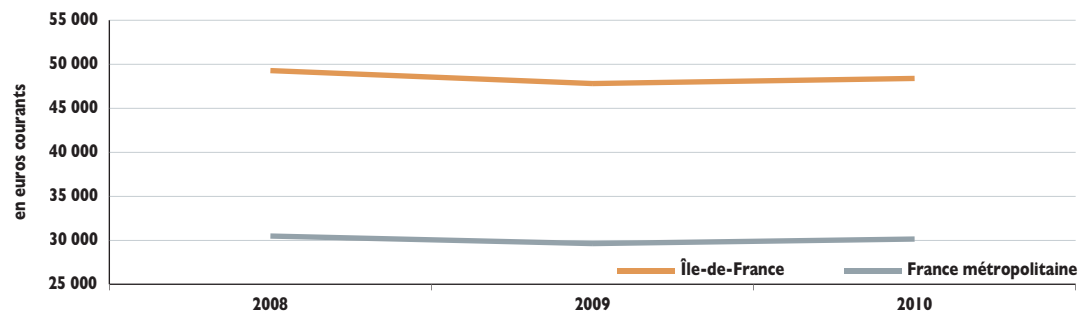
Activité économique

Activité économique

91

Le Produit Intérieur Brut

Évolution du PIB par habitant, de 2008 à 2010

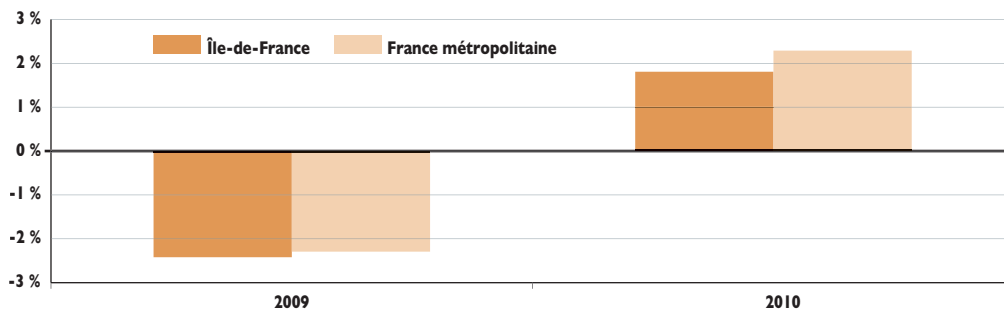


Source : Insee.

2009 : semi définitif ;
2010 : provisoire.

Les données pour les années 1995 à 2007 seront mises à disposition au printemps 2013.

Évolution du PIB en volume, en 2009 et en 2010



Le **produit intérieur brut** (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

La **valeur ajoutée** est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

Les établissements du secteur privé

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié, par taille, au 31 décembre 2010

Données provisoires

Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Moins de 10 salariés	122 499	23 307	24 667	20 097	33 730	28 031	25 168	19 081	296 580
De 10 à 19 salariés	11 870	2 903	2 830	2 483	4 055	3 109	2 954	2 272	32 476
De 20 à 49 salariés	6 395	1 805	1 851	1 633	3 158	2 014	1 916	1 432	20 204
De 50 à 99 salariés	2 017	620	666	626	1 261	678	643	520	7 031
De 100 à 249 salariés	1 110	314	372	342	928	419	366	259	4 110
De 250 à 499 salariés	318	76	110	95	343	144	113	79	1 278
De 500 à 999 salariés	134	26	51	36	167	57	59	24	554
1000 salariés et plus	68	8	26	14	80	19	19	16	250
Total	144 411	29 059	30 573	25 326	43 722	34 471	31 238	23 683	362 483

Source : Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Champ : Ensemble des activités hors fonction publique.

Répartition par taille d'établissement des effectifs salariés, au 31 décembre 2010

Données provisoires

Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Moins de 10 salariés	24,7 %	22,2 %	18,7 %	19,6 %	11,5 %	19,8 %	19,4 %	19,8 %	19,7 %
De 10 à 19 salariés	11,9 %	12,1 %	9,4 %	10,3 %	6,4 %	9,8 %	10,3 %	10,2 %	10,0 %
De 20 à 49 salariés	12,8 %	14,7 %	13,8 %	16,0 %	16,6 %	14,7 %	14,5 %	12,4 %	14,3 %
De 50 à 99 salariés	14,4 %	17,2 %	13,9 %	15,6 %	11,3 %	14,4 %	15,4 %	14,6 %	14,2 %
De 100 à 249 salariés	8,4 %	8,0 %	9,3 %	9,9 %	13,6 %	12,1 %	10,1 %	9,0 %	10,1 %
De 250 à 499 salariés	10,5 %	13,2 %	11,2 %	13,3 %	10,2 %	11,0 %	11,4 %	12,0 %	11,1 %
De 500 à 999 salariés	6,7 %	5,1 %	8,3 %	7,3 %	13,3 %	9,3 %	10,2 %	5,2 %	8,5 %
1000 salariés et plus	7,1 %	7,3 %	15,8 %	5,7 %	16,6 %	9,3 %	7,4 %	16,7 %	10,6 %
Total	1 325 355	324 813	404 477	323 744	859 282	425 961	385 879	299 144	4 348 655

Source : Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié, par grand secteur, au 31 décembre 2010

Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	55	670	252	168	15	14	34	194	1 402
Industrie	5 288	2 538	1 947	1 859	2 114	2 389	1 849	1 846	19 830
Construction	6 555	4 372	3 567	3 754	3 091	6 042	4 232	3 727	35 340
Commerce	25 303	6 964	7 182	6 012	7 841	8 651	7 093	5 645	74 691
Services	107 210	14 515	17 625	13 533	30 661	17 375	18 030	12 271	231 220
Total	144 411	29 059	30 573	25 326	43 722	34 471	31 238	23 683	362 483

Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Champ : Ensemble des activités hors fonction publique.

Répartition des établissements par grand secteur, au 31 décembre 2010

Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	0,0 %	2,3 %	0,8 %	0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,8 %	0,4 %
Industrie	3,7 %	8,7 %	6,4 %	7,3 %	4,8 %	6,9 %	5,9 %	7,8 %	5,5 %
Construction	4,5 %	15,0 %	11,7 %	14,8 %	7,1 %	17,5 %	13,5 %	15,7 %	9,7 %
Commerce	17,5 %	24,0 %	23,5 %	23,7 %	17,9 %	25,1 %	22,7 %	23,8 %	20,6 %
Services	74,2 %	50,0 %	57,6 %	53,4 %	70,1 %	50,4 %	57,7 %	51,8 %	63,8 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Nombre d'établissements actifs par secteur d'activité détaillé, en Île-de-France, au 31 décembre 2010

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	55	670	252	168	15	14	34	194	1 402
Industries extractives	21	49	12	9	8	6	11	8	124
Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	1 351	564	518	433	605	594	548	410	5 023
Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	1 449	47	36	31	106	328	86	50	2 133
Travail bois, ind. papier & imprimerie	554	233	132	222	213	243	180	177	1 954
Cokéfaction et raffinage		3	1		6	1	2	1	14
Industrie chimique	136	57	43	40	89	48	37	57	507
Industrie pharmaceutique	33	10	18	8	50	7	15	9	150
Fab. prdts caoutchouc, plasti. ou minéraux non métall.	104	220	102	106	117	134	108	86	977
Métall. et fab. de prdts métall. sauf machines et équipts	136	379	260	214	105	271	176	300	1 841
Fab. de prdts informatiques, électroniques et optiques	102	70	117	167	103	49	79	85	772
Fabrication d'équipements électriques	66	65	50	61	51	70	44	62	469
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	49	142	104	117	99	113	85	126	835
Fabrication de matériels de transport	18	52	60	26	33	25	17	40	271
Aut. ind. manuf.; répa. & inst. de mach. & équipts	1 005	473	344	308	275	311	324	314	3 354
Prod./distrib. élect., gaz, vapeur et air conditionné	193	45	45	29	160	74	43	26	615
Prod./distrib. eau ; assainil., gestion déchets et dépollution	71	129	105	88	94	115	94	95	791
Construction	6 555	4 372	3 567	3 754	3 091	6 042	4 232	3 727	35 340
Commerce ; réparation auto. et motocycles	25 303	6 964	7 182	6 012	7 841	8 651	7 093	5 645	74 691
Transports et entreposage	2 276	1 325	878	992	1 149	1 980	1 294	1 215	11 109
Hébergement et restauration	14 683	2 223	2 461	1 895	4 099	2 939	2 588	1 812	32 700
Edition, audiovisuel et diffusion	4 603	138	267	184	1 367	403	310	107	7 379
Télécommunications	367	41	58	52	191	168	100	89	1 066
Activités informatiques et services d'information	3 460	300	623	450	1 774	453	554	319	7 933
Activités financières et d'assurance	6 790	1 250	1 436	1 096	2 344	1 104	1 212	847	16 079
Activités immobilières	6 276	838	1 015	719	1 585	823	1 002	619	12 877
Act. jur., compta, gestion, archi., ingén., cont. & anal. tech.	15 343	1 565	2 341	1 668	4 251	1 502	1 910	1 338	29 918
Recherche-développement scientifique	426	14	44	83	101	30	54	14	766
Autres activités spé., scientifiques et techniques	3 071	351	442	362	1 441	493	495	321	6 976
Activités de services administratifs et de soutien	29 943	1 932	2 818	1 874	6 161	2 996	3 790	1 931	51 445
Administration publique	171	15	17	7	43	30	24	21	328
Enseignement	2 463	484	586	422	754	524	505	434	6 172
Activités pour la santé humaine	3 164	942	1 008	756	1 223	909	986	705	9 693
Héberg. médico-social et soc. et act. soc. sans héberg.	1 441	510	605	528	736	488	504	433	5 245
Arts, spectacles et activités récréatives	2 618	889	948	791	859	703	813	623	8 244
Autres activités de services	9 913	1 697	2 077	1 654	2 578	1 888	1 888	1 441	23 076
Activités extra-territoriales	202	1	1		5	2	1	2	214
Nombre total d'établissements	144 411	29 059	30 573	25 326	43 722	34 471	31 238	23 683	362 483

Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Champ : Ensemble des activités hors fonction publique.

L'emploi salarié privé

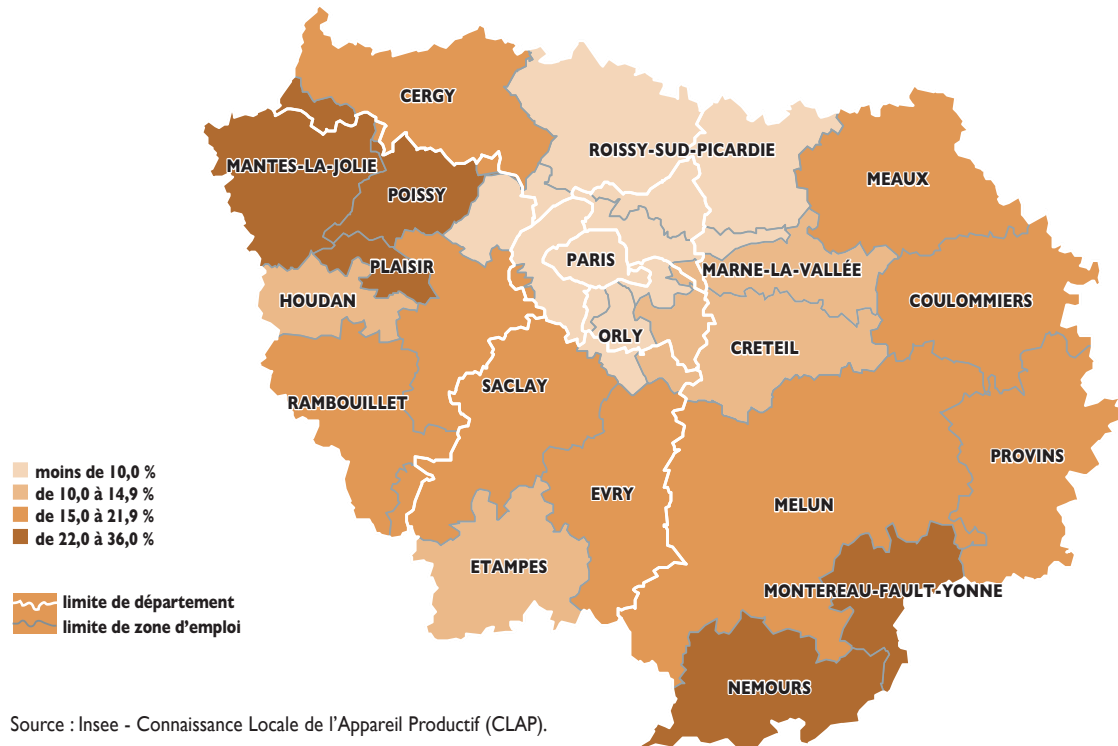
Emploi salarié par secteur d'activité détaillé, en Île-de-France, au 31 décembre 2010

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	758	1 717	916	535	46	40	143	524	4 679
Industries extractives	271	582	92	110	83	78	258	87	1 561
Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	12 127	6 157	5 102	4 312	6 947	4 206	5 848	2 932	47 631
Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	12 286	584	297	240	1 474	3 673	718	782	20 054
Travail bois, ind. papier & imprimerie	3 421	3 920	926	3 296	2 477	3 082	2 330	2 353	21 805
Cokéfaction et raffinage		516	47		491	141	13	1	1 209
Industrie chimique	3 767	2 532	1 644	1 602	9 254	3 144	1 966	3 638	27 547
Industrie pharmaceutique	4 268	345	2 364	1 596	9 059	758	3 113	632	22 135
Fab. prdts caoutchouc, plasti. ou minéraux non métall.	1 137	5 420	2 581	2 616	3 258	1 809	1 767	2 602	21 190
Métall. et fab. de prdts métall. sauf machines et équips	796	6 757	4 386	3 396	4 151	3 891	2 607	4 223	30 207
Fab. de prdts informatiques, électroniques et optiques	1 540	1 879	14 414	9 664	9 521	533	3 035	4 332	44 918
Fabrication d'équipements électriques	1 275	2 015	1 202	2 001	3 307	1 178	828	2 322	14 128
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	311	2 250	4 016	2 094	3 091	2 455	1 418	2 466	18 101
Fabrication de matériels de transport	3 336	4 737	33 994	3 687	16 422	7 291	1 133	4 075	74 675
Aut. ind. manif., répa. & inst. de mach. & équips	6 078	6 415	8 622	4 270	4 835	3 800	5 757	5 105	44 882
Prod./distrib. élect. gaz, vapeur et air conditionné	8 627	2 256	2 559	1 314	18 835	6 461	1 840	1 338	43 230
Prod./distrib. eau ; assaini., gestion déchets et dépollution	2 524	3 141	4 483	3 048	6 243	3 188	3 503	2 629	28 759
Construction	31 632	30 499	37 213	31 275	37 330	43 261	38 661	26 490	276 361
Commerce ; réparation auto. et motocycles	170 220	70 707	75 484	66 387	101 394	80 633	75 248	56 905	696 978
Transports et entreposage	84 516	32 983	19 206	28 844	35 420	57 551	47 109	63 266	368 895
Hébergement et restauration	141 790	19 369	19 247	14 114	31 766	17 940	16 960	15 163	276 349
Edition, audiovisuel et diffusion	68 008	1 796	4 869	2 028	42 512	6 089	4 458	708	130 468
Télécommunications	16 112	2 566	2 587	1 124	19 346	5 163	7 613	1 484	55 995
Activités informatiques et services d'information	53 647	1 997	12 797	7 210	83 225	13 847	8 991	7 785	189 499
Activités financières et d'assurance	145 486	9 374	11 976	10 494	89 977	24 894	22 781	6 294	321 276
Activités immobilières	35 292	4 031	6 497	3 274	13 599	7 023	5 910	3 300	78 926
Act. juri., compta., gestion, archi., ingén., cont. & anal. tech.	137 133	10 299	30 952	23 173	111 415	18 972	18 642	9 040	359 626
Recherche-développement scientifique	8 765	749	1 420	13 440	8 614	1 198	2 172	160	36 518
Autres activités spé., scientifiques et techniques	27 801	2 657	5 991	2 703	35 588	5 661	3 630	3 002	87 033
Activités de services administratifs et de soutien	123 606	27 680	33 092	30 495	67 883	43 389	45 785	25 166	397 096
Administration publique	15 880	2 401	3 418	1 988	4 580	6 272	4 216	2 582	41 337
Enseignement	39 718	5 659	8 619	5 484	13 857	7 363	7 363	6 548	94 611
Activités pour la santé humaine	25 147	8 373	9 127	8 885	17 497	10 130	11 167	7 328	97 654
Héberg. médico-social et soc. et act. soc. sans héberg.	38 834	16 952	18 401	16 666	19 921	13 898	14 298	13 255	152 225
Arts, spectacles et activités récréatives	31 498	17 959	5 033	4 264	8 526	4 893	5 176	3 162	80 511
Autres activités de services	64 903	7 535	10 900	8 115	17 270	12 023	9 382	7 424	137 552
Activités extra-territoriales	2 845	4	3		68	33	40	41	3 034
Emploi salarié privé total	1 325 355	324 813	404 477	323 744	859 282	425 961	385 879	299 144	4 348 655

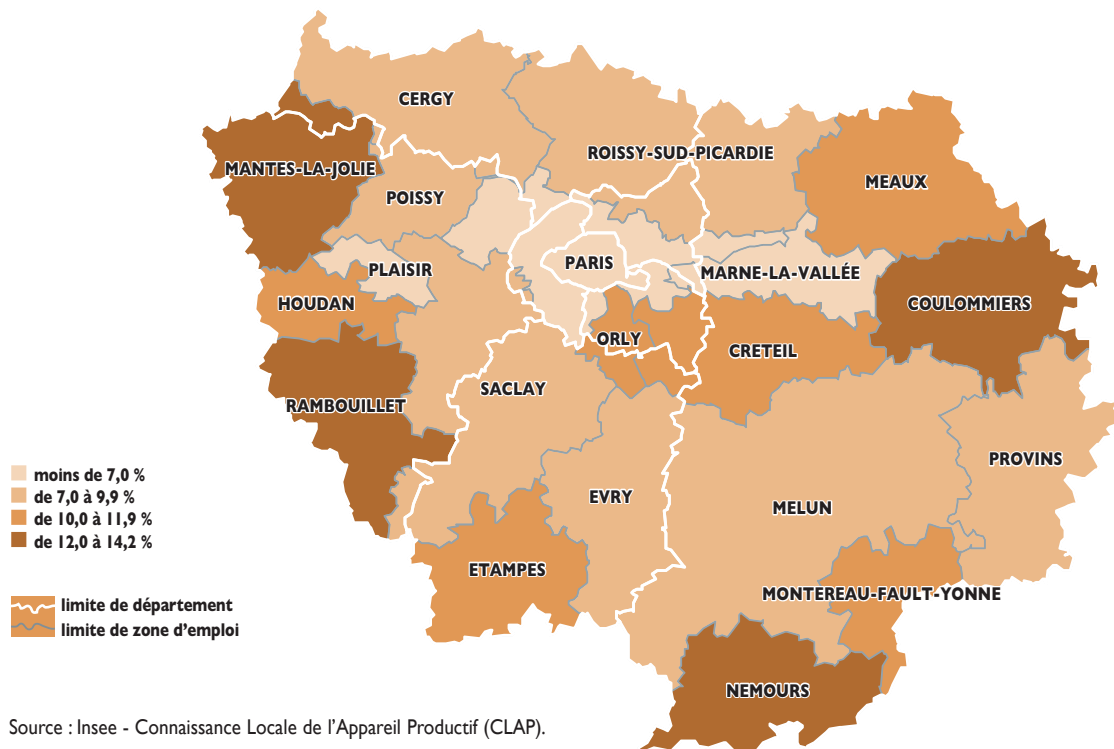
Source : Insee
Connaissance
Locale de l'Appareil
Productif (CLAP).

Champ : Ensemble
des activités hors
fonction publique.

Part de l'industrie dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2010

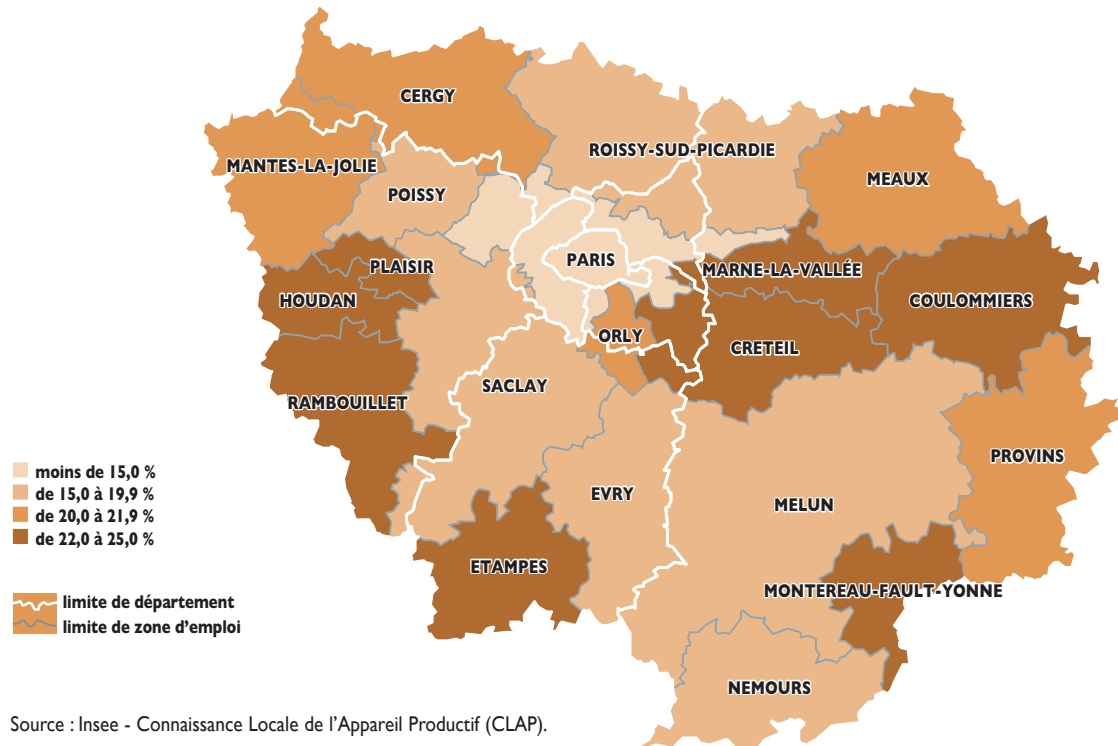


Part de la construction dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2010

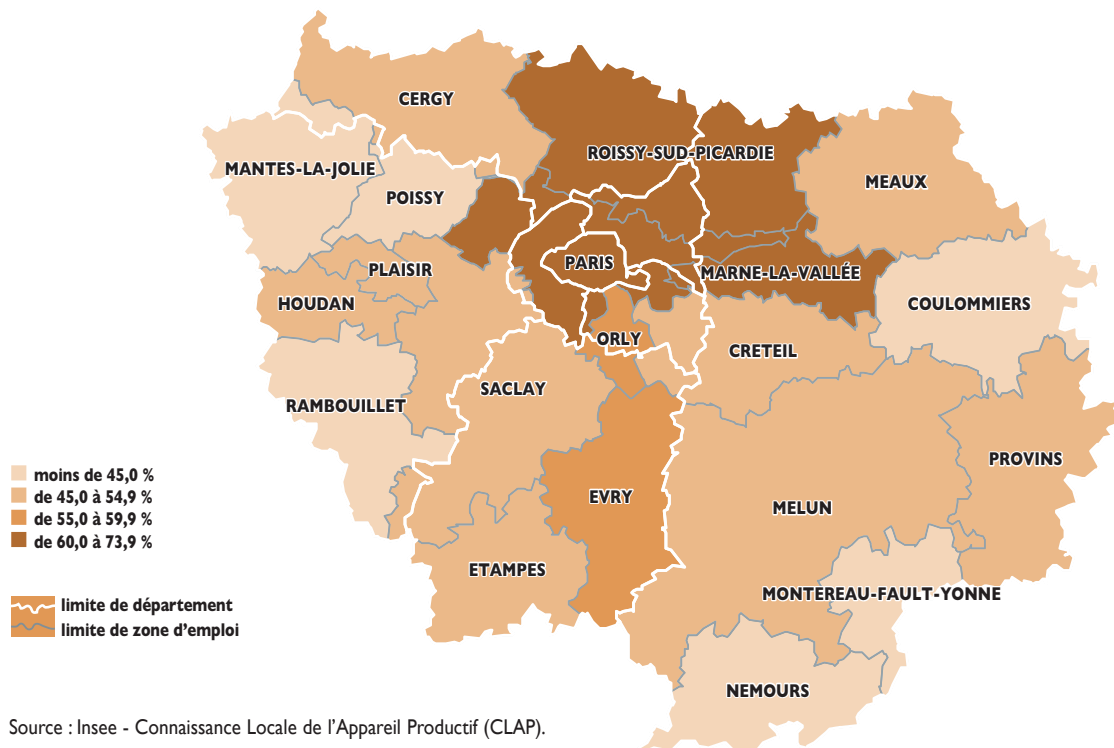


Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Part du commerce dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2010



Part des services dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2010



L'économie sociale et solidaire

Nombre d'établissements employeurs de l'économie sociale, par famille de l'économie sociale et par secteur d'activité, en 2010

Taille	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France/ France
Agriculture, sylviculture et pêche	9	0	17	0	26	1 %
Industrie et construction	113	1	23	1	138	5 %
Commerce, transports, hébergement et restauration	151	26	447	29	653	7 %
Activités financières et d'assurance	1 300	580	51	1	1 932	10 %
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	204	18	1 753	43	2 018	11 %
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	26	56	7 651	236	7 969	13 %
Autres services	19	1	19 555	111	19 686	18 %
Total	1 822	682	29 497	421	32 422	15 %

Source : Insee, Clap 2010.

Effectif salarié de l'économie sociale, par famille de l'économie sociale et par secteur d'activité, en 2010

Taille	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France/ France
Agriculture, sylviculture et pêche	s	0	s	0	186	2 %
Industrie et construction	2 930	s	169	s	3 118	6 %
Commerce, transports, hébergement et restauration	4 988	132	4 605	507	10 232	11 %
Activités financières et d'assurance	20 129	18 400	s	s	40 425	16 %
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	3 021	22	13 089	4 190	20 322	15 %
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	412	5 499	196 049	18 752	220 712	15 %
Autres services	s	s	89 366	1 654	91 309	25 %
Total	31 828	24 072	305 298	25 106	386 304	16 %

Source : Insee, Clap 2010.

s : *secret statistique*.

La démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par secteur d'activité, en 2011

Données brutes

Secteurs	Créations 2011		Évolution 2011/2010		Île-de-France / France
	Total	Dont auto-entrepreneurs	Créations totales	Hors auto-entrepreneurs	
Industrie	4 138	54 %	- 12,8 %	-19,2 %	20,7 %
Construction	15 564	36 %	- 9,1 %	3,8 %	25,2 %
Commerce, transports et services divers	101 541	52 %	- 12,2 %	-1,3 %	27,8 %
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	11 936	62 %	- 7,7 %	6,6 %	24,9 %
Île-de-France	133 179	51 %	- 11,4 %	- 0,7 %	23,8 %

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Les informations sur les créations d'entreprises sont issues du répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE). La définition des créations d'entreprises s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen dans lequel une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur et qui met en œuvre de nouveaux moyens de production. La notion de création d'entreprise est désormais plus large que celle de création pure de l'ancien concept puisqu'elle inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation a plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise.

Cette continuité est évaluée en fonction des critères suivants : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Quand au moins deux de ces critères sont modifiés lors de la reprise, il n'y a pas continuité et donc création.

Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune).

Créations d'entreprises par département, en 2011

Données brutes

Départements	Créations 2011			Évolution annuelle	
	Total	Hors auto-entrepreneurs	Auto-entrepreneurs	Total	Hors auto-entrepreneurs
Paris	46 441	26 017	20 424	- 10,3 %	- 1,3 %
Seine-et-Marne	10 832	4 545	6 287	- 13,6 %	- 0,4 %
Yvelines	11 807	5 099	6 708	- 15,6 %	0,6 %
Essonne	9 690	4 055	5 635	- 13,6 %	1,0 %
Hauts-de-Seine	17 856	8 300	9 556	- 11,6 %	- 0,5 %
Seine-Saint-Denis	14 575	7 827	6 748	- 6,0 %	4,6 %
Val-de-Marne	12 288	5 162	7 126	- 12,8 %	- 3,0 %
Val-d'Oise	9 690	4 507	5 183	- 12,3 %	- 6,7 %
Île-de-France	133 179	65 512	67 667	-11,4 %	- 0,7 %
France entière	549 805	258 084	291 721	-11,6 %	- 1,6 %

Défaillances d'entreprises par secteur d'activité, en 2011

Données brutes, en date de jugement

Secteurs d'activité	Île-de-France			Île-de-France / France
	En 2011	Répartition	Évolution 2011/2010 (%)	
Industrie	515	5,3 %	- 7,5	13,7 %
Industrie manufacturière	502	5,2 %	- 7,7	13,8 %
Construction	2 766	28,6 %	2,3	20,4 %
Commerce, transports, hébergement, restauration	3 084	31,9 %	- 1,1	16,0 %
Commerce-réparation	1 922	19,9 %	- 3,4	16,3 %
Transports	440	4,6 %	- 1,8	28,0 %
Hébergement restauration	722	7,5 %	6,2	12,2 %
Information, communication	504	5,2 %	- 2,3	39,0 %
Activités financières	189	2,0 %	- 2,1	20,3 %
Activités immobilières	233	2,4 %	- 4,5	14,4 %
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1 565	16,2 %	0,5	27,7 %
Enseignement, santé, action sociale	272	2,8 %	17,2	19,3 %
Autres activités de services	540	5,6 %	9,5	18,2 %
Ensemble Île-de-France	9 668	100,0 %	0,6	19,2 %
France entière	50 443	-	- 0,8	-

Défaillances d'entreprises par département, en 2011

Données brutes, en date de jugement

Départements	En 2011	Évolution annuelle (%)
Paris	2 476	14,6
Seine-et-Marne	821	-2,1
Yvelines	963	9,1
Essonne	851	-9,7
Hauts-de-Seine	1 184	3,2
Seine-Saint-Denis	1 428	-9,2
Val-de-Marne	917	-14,5
Val-d'Oise	1 028	3,3
Île-de-France	9 668	0,6
France entière	50 443	- 0,8

Sources : BODACC / Insee.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit la liquidation judiciaire.

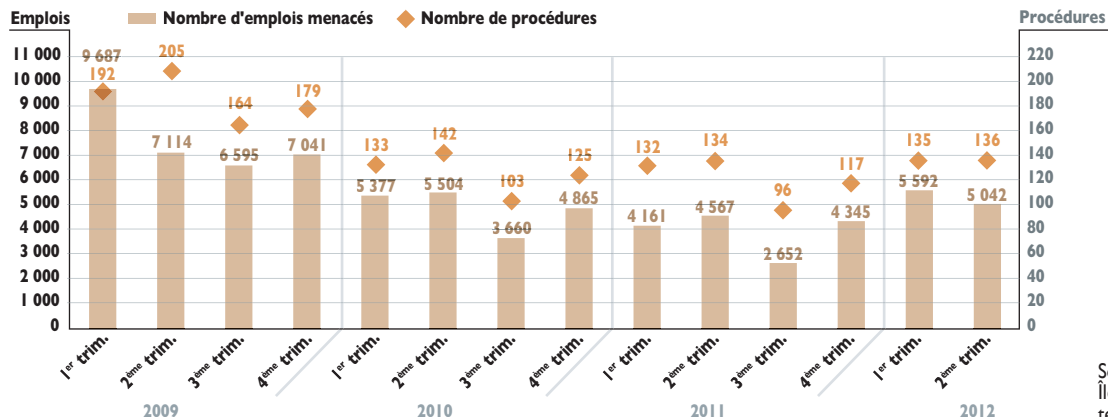
Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Les procédures collectives de licenciement du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

(Y compris les Plans de sauvegarde de l'emploi)

Évolution des procédures et des emplois menacés



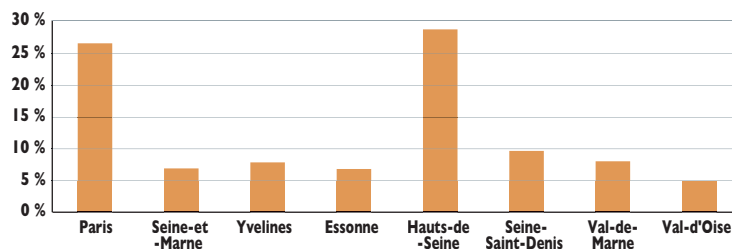
Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Répartition par département des emplois concernés par les procédures collectives

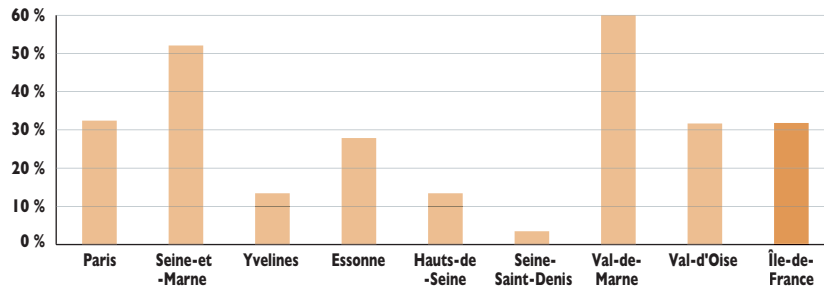
Lorsqu'au moins 10 licenciements sont envisagés sur une période de 30 jours, l'employeur doit suivre une procédure impliquant :

- la consultation des représentants du personnel ;
- l'information et la prise en compte des suggestions de l'administration (unités territoriales de la Direccte) ;
- l'élaboration, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, d'un plan de sauvegarde de l'emploi.

Exemple de lecture : au cours du deuxième trimestre 2011, 134 procédures collectives de licenciement ont été notifiées aux Unités territoriales de la Direccte d'Île-de-France, pour un total de 4 567 emplois franciliens ainsi menacés.

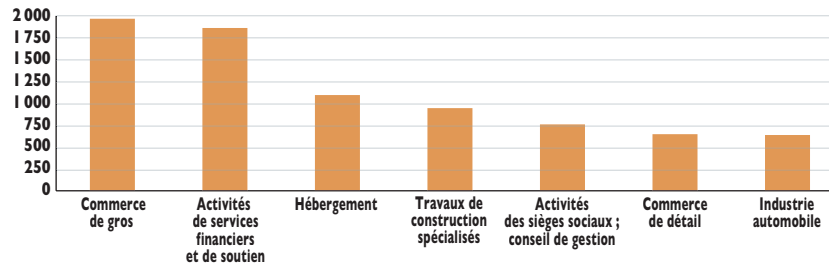


Part des emplois menacés par une liquidation judiciaire, par département, de juillet 2011 à juin 2012 (Parmi ceux concernés par une procédure collective)



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

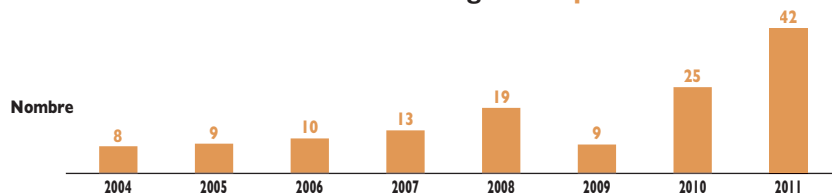
Nombre d'emplois visés par une procédure collective de licenciement, par principaux secteurs concernés, de juillet 2011 à juin 2012 Données brutes



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Les conventions de revitalisation

Evolution du nombre de conventions de revitalisation signées depuis 2004

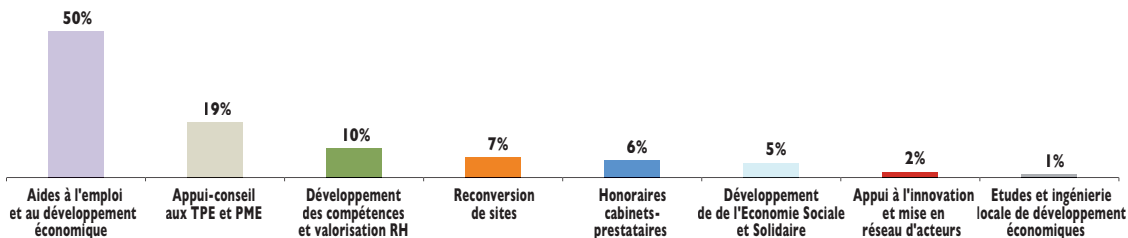


Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Note : à la fin de l'année 2010, l'Île-de-France concentrait 12 % des conventions de revitalisation signées sur le territoire national.

Répartition des fonds de la revitalisation

En 2011, 79 conventions de revitalisation étaient en cours d'exécution. Elles représentaient 42 millions d'euros, investis dans des projets visant la création de 11 750 emplois.



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Les pôles de compétitivité, en 2010

Pôles franciliens de compétitivité	Domaines d'activité	Nombre d'entreprises ayant un établissement membre du Pôle	Nombre d'entreprises ayant un établissement membre du Pôle	Nombre d'établissements d'entreprises membres du Pôle	Dont Île-de-France	Nombre de salariés des établissements membres du Pôle	Dont Île-de-France	Dont cadres
Finance innovation	Ingénierie /services	Pôle mondial	190	213	195	43 570	100 %	59 %
Medicen Paris-région	Biotechnologies / Santé	Pôle mondial	137	153	145	10 583	99 %	45 %
Systematic Paris-région	Technologies de l'information et de la communication	Pôle mondial	447	487	413	65 296	84 %	59 %
Cap Digital Paris-région	Technologies de l'information et de la communication	Pôle à vocation mondiale	556	575	519	33 301	97 %	63 %
Mov'éo	Transports	Pôle à vocation mondiale	200	208	131	25 874	48 %	41 %
Astech	Aéronautique / Espace	Pôle national	125	165	146	32 816	93 %	40 %
Advancity	Ingénierie / Services	Pôle national	120	129	117	8 798	92 %	41 %

Sources : Enquête annuelle de la DGCIS auprès des pôles, bases de données de l'Insee.

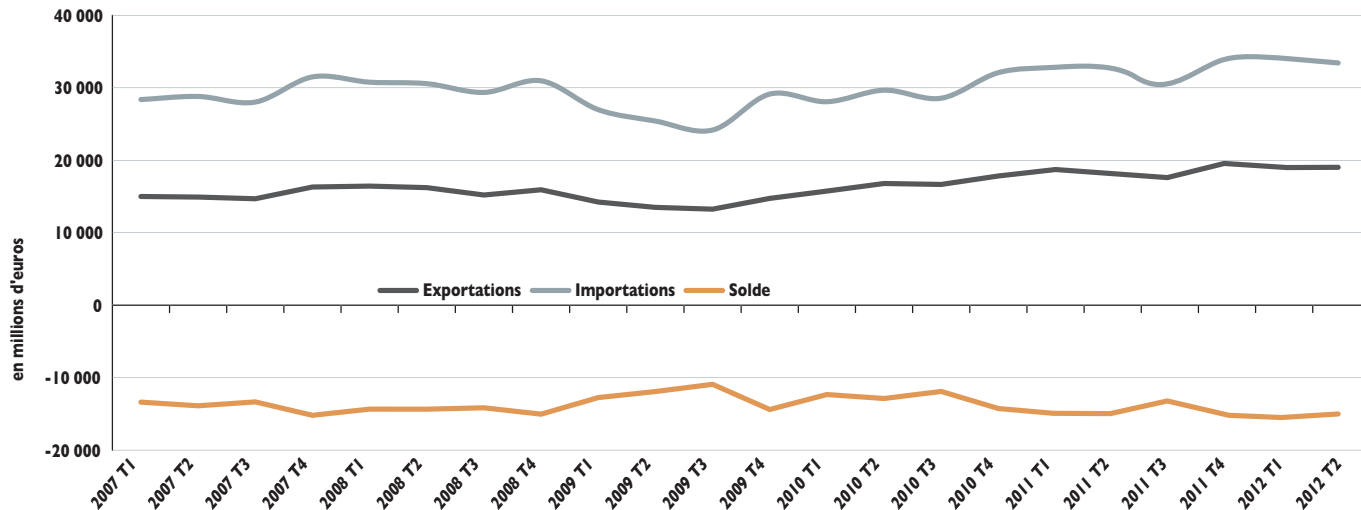
Pôles franciliens de compétitivité	Projets de R&D labellisés par le pôle en 2010	Nombre de projets de R&D en cours de réalisation en 2010	Nombre de chercheurs (ETP) dans des organismes publics de recherche	Nombre de chercheurs (ETP) dans des établissements d'entreprises	Nombre de brevets déposés en 2010 dans le cadre de projets labellisés par le Pôle
Finance innovation	7	9	11	24	0
Medicen Paris-région	76	24	88	148	9
Systematic Paris-région	ND	169	1 044	1 651	13
Cap Digital Paris-région	97	195	1 320	1 934	ND
Mov'éo	55	91	512	650	50
Astech	3	27	34	357	ND
Advancity	64	ND	ND	ND	ND

Plus d'informations sur <http://competitivite.gouv.fr/poles-en-action/annuaire-des-poles-20.html>

Le commerce extérieur

Évolution du commerce extérieur francilien, entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 2^{ème} trimestre 2012

Données arrêtées au 13 septembre 2012



Source : Direction générale des douanes et droits indirects.

Echanges CAF-FAB hors matériel militaire.

Échanges par catégorie de produit, en Île-de-France

Données de collecte, brutes en millions d'euros, arrêtées au 15 septembre 2012

2011	Exportations	Importations	Solde
AZ Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	596	1 940	- 1 344
DE Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	6 139	13 642	- 7 503
C1 Produits des industries agroalimentaires (IAA)	3 442	7 750	- 4 308
C2 Produits pétroliers raffinés et coke	490	498	-8
C3 Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	17 904	39 420	- 21 516
C4 Matériels de transport	15 363	24 810	- 9 447
C5 Autres produits industriels	28 767	40 624	- 11 857
CB Textiles, habillement, cuir et chaussures	7 083	10 534	- 3 451
CC Bois, papier et carton	538	1 909	- 1 371
CE Produits chimiques, parfums et cosmétiques	5 831	5 701	130
CF Produits pharmaceutiques	6 592	5 631	961
CG Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	1 836	3 847	- 2 011
CH Produits métallurgiques et produits métalliques	2 853	5 773	- 2 920
CM Produits manufacturés divers	4 034	7 229	- 3 195
ZZ Produits divers	2 335	2 268	67
Total	75 035	130 950	- 55 915

Source : Direction générale des douanes et droits indirects.

Échanges CAF-FAB hors matériel militaire.

Le tourisme

Capacité d'accueil des hôtels homologués ou de chaîne, au 1^{er} janvier 2012

Étoile	0 étoile*	1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles et luxe	Total
Île-de-France	14 129	7 478	37 383	48 719	43 230	150 939
France métropolitaine	65 091	34 672	235 225	186 062	93 634	614 684
Poids de la région	21,7 %	21,6 %	15,9 %	26,2 %	46,2 %	24,6 %

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de chambres	78 382	15 229	7 813	6 578	13 838	11 064	7 881	10 154	150 939

Sources : Insee, DGCIS - Enquête hôtellerie homologuée.

*dont hôtels non classés.

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de plein air, au 1^{er} janvier 2012

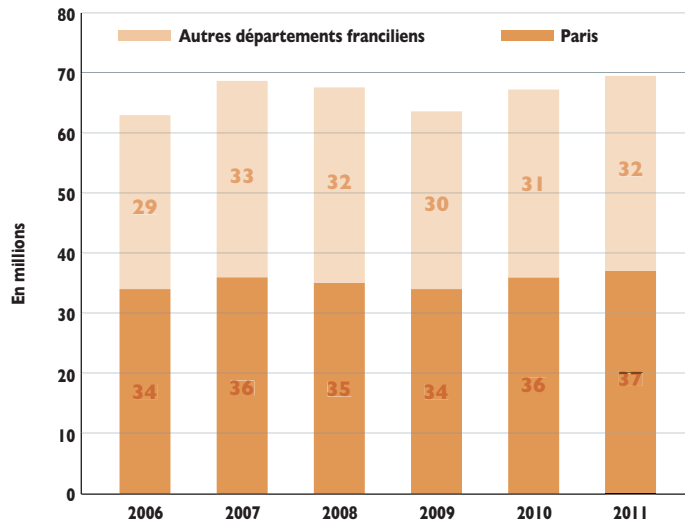
Étoile	1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles	Total
Île-de-France	2 398	4 343	5 530	2 928	15 199
France métropolitaine	65 649	298 305	329 269	212 303	905 526
Poids de la région	3,7 %	1,5 %	1,7 %	1,4 %	1,7 %

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre d'emplacements	495	7 114	3 203	3 066	0	240	400	681	15 199

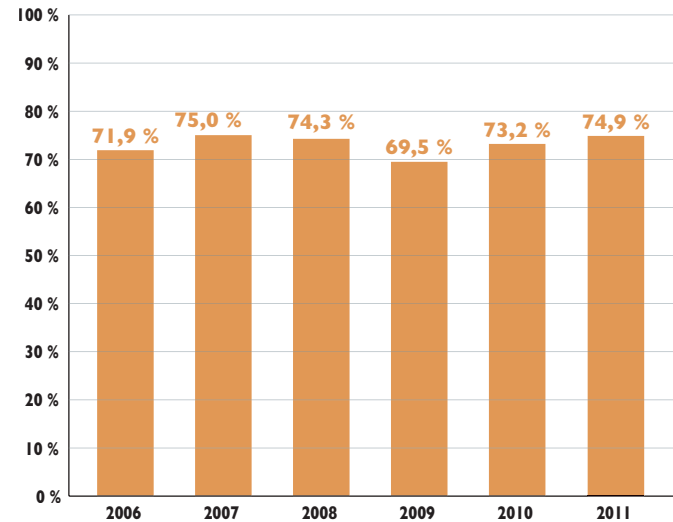
Sources : Insee, DGCIS - Enquête hôtellerie de plein air.

Sont comptabilisés les emplacements, qu'ils soient offerts à la clientèle de passage ou loués à l'année.

Nombre de nuitées annuelles enregistrées dans les hôtels et campings franciliens



Taux d'occupation des capacités d'hébergement



Sources : Insee, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services, DGClS, Comité régional du tourisme.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ; ainsi, un couple séjournant trois nuits consécutives dans un hôtel correspondra à six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Taux d'occupation : rapport obtenu en divisant le nombre de chambres occupées par le nombre de chambres « effectivement » disponibles (en excluant les fermetures saisonnières).

Quelques sigles

- AAH** Allocation pour adultes handicapés
- ACOSS** Agence centrale des organismes de Sécurité sociale
- ACCRE** Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise
- AFPA** Association pour la formation professionnelle des adultes
- ACI** Atelier et chantier d'insertion
- AI** Association intermédiaire
- API** Allocation pour parent isolé
- ASP** Agence de services et de paiements
- AT/MP** Accident du travail ou maladie professionnelle
- BIT** Bureau international du travail
- BODACC** Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales
- CAE** Contrat d'accompagnement à l'emploi
- CAF** (commerce extérieur) Coût, assurance, fret
- CRAMIF** Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France (CARSAT dans les autres régions)
- CDAPH** Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
- CDD** Contrat à durée déterminée
- CDI** Contrat à durée indéterminée
- CDT** contrat de développement territorial (Grand Paris)
- CIE** Contrat initiative emploi
- CIVIS** Contrat d'insertion dans la vie sociale
- CNAF** Caisse nationale d'allocation familiale
- CRP** Contrat de reclassement professionnel
- CRT** Comité régional du tourisme
- CSP** Contrat de sécurisation professionnelle
- CTP** Contrat de transition professionnelle
- CUI** Contrat unique d'insertion
- CVS** Corrigé des variations saisonnières
- Dares** Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
- DEFM** Demandeur d'emploi en fin de mois
- DGCCRF** Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- DGCIS** Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services
- DIRECCTE** Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- DLA** Dispositifs locaux d'accompagnement
- DMMO** Déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre
- DOETH** Déclaration obligatoire d'emploi de travailleur handicapé
- EMMO** Enquête mensuelle de mouvements de main d'œuvre
- EA** Entreprise adaptée
- ESAT** Etablissement et service d'aide par le travail
- ESTEL** Estimations d'emploi localisées
- ETI** Entreprises de taille intermédiaire
- ETTI** Entreprise de travail temporaire d'insertion
- ETP** Equivalent temps plein
- FAB** (commerce extérieur) Franco à bord
- IAE** Insertion par l'activité économique
- Insee** Institut national de la statistique et des études économiques
- MP** Maladie professionnelle
- NAF** Nomenclature d'activités française
- PIB** Produit intérieur brut
- PE** Pôle emploi
- PEPITE** PME à fort potentiel de croissance
- PME** Petite ou moyenne entreprise
- REE** Répertoire des entreprises et établissements
- RMI** Revenu minimum d'insertion
- RP** Recensement de la population
- RQTH** Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
- RSA** Revenu de solidarité active
- SESE** Service études, statistiques et évaluation
- SIENE** Système d'identification des entreprises et des établissements (Ministère du travail)
- SIRENE** Système d'identification du répertoire des entreprises (Insee)
- TH** Travailleur handicapé
- TPE** Très petite entreprise (moins de 20 salariés)
- UNEDIC** Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
- URSSAF** Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
- UT** Unité territoriale de la Direccte
- VAE** Validation des acquis de l'expérience
- ZE** Zone d'emploi
- ZFU** Zone franche urbaine
- ZUS** Zone urbaine sensible

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation
du travail et de l'emploi
ÎLE-DE-FRANCE

19, rue Madeleine Vionnet

93300 AUBERVILLIERS

Service études, statistiques et évaluation (SESE)

Dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Tél. 01 70 96 14 40

www.idf.direccte.gouv.fr